



CULTURE PUSSY RIOT :
UNE RÉVOLUTION
RUSSE

FRANCE-ALGÉRIE — LES VRAIES RAISONS
DE LA BROUILLE **NUCLÉAIRE** — LA FUSION,
UN SUCCÈS AVANT TOUT MILITAIRE



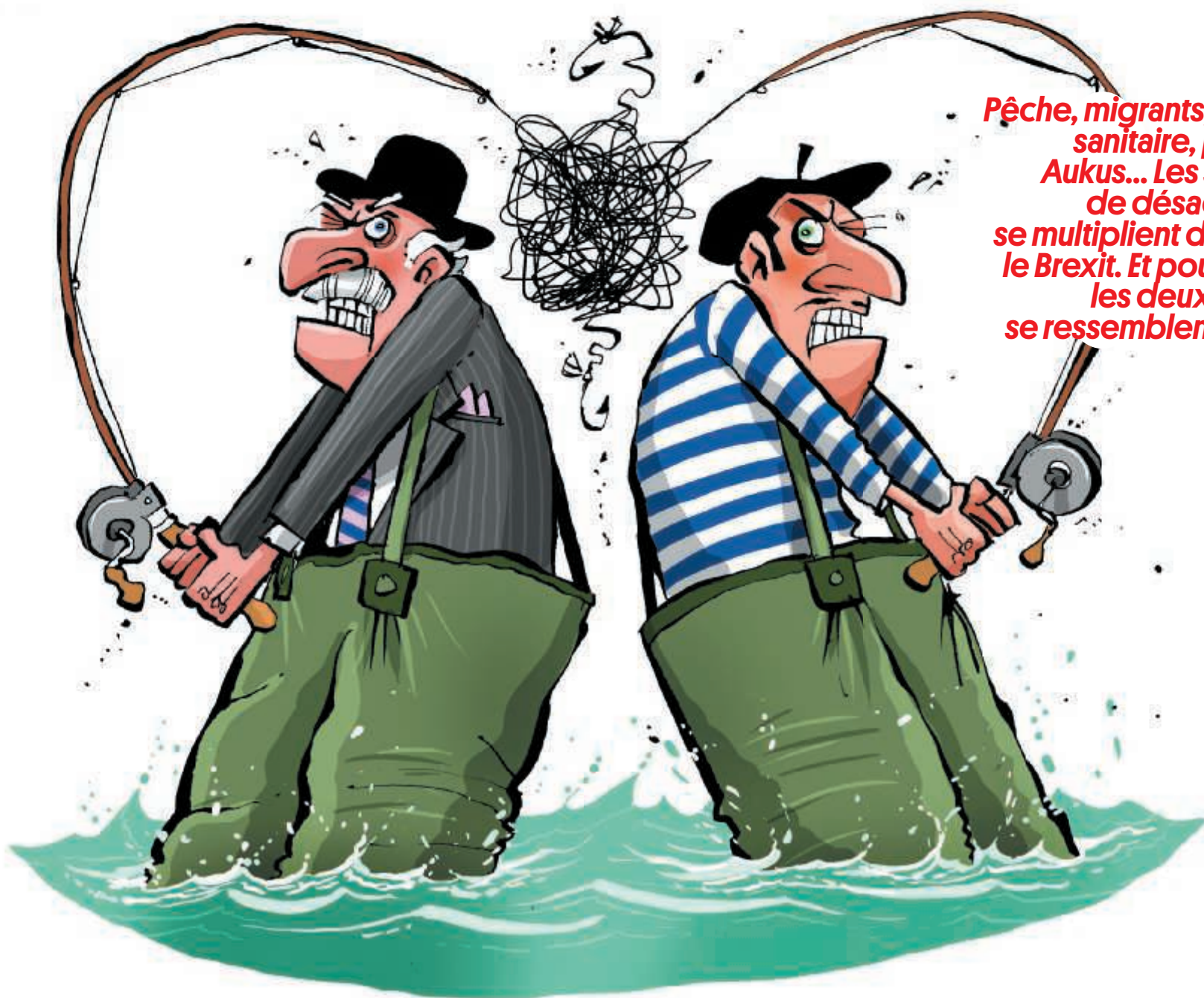
**Courrier
international**

N° 1616 du 21 au 27 octobre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

FRANCE — ROYAUME-UNI

FRÈRES ENNEMIS



*Pêche, migrants, crise
sanitaire, pacte
Aukus... Les sujets
de désaccord
se multiplient depuis
le Brexit. Et pourtant,
les deux pays
se ressemblent tant.*

M 03183 - 1616 - F: 4,50 €

iPhone 13 Pro avec 5G. Sérieusement pro. À prix sérieusement séduisant.



Avec un forfait 200Go 5G
et offre de reprise.



DAS tête : 0,99 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,97 W/kg

iPhone 13 Pro

***Soit 599€ avec un forfait mobile 200Go 5G avec engagement 24 mois –50€ de remise immédiate –548€ d'offre de reprise⁽¹⁾.**

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (611 communes couvertes au 01/09/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr

Offre disponible en boutique et sur orange.fr

📱 Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine jusqu'au 17/11/2021 avec le forfait mobile 200Go 5G à 64,99€/mois (prix hors promotions) avec engagement 24 mois, réservée aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.

⁽¹⁾ Pour la reprise d'un mobile d'une valeur minimum de 548€ après diagnostic. Remise et conditions en boutique Orange.





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Frères ennemis

p.28

Donnez-moi un break!" La phrase de Boris Johnson prononcée récemment à l'attention de la France sur fond de pacte Aukus est révélatrice de l'ambiance délétère qui règne entre Paris et Londres depuis le Brexit. "Un Français s'exprimant dans un mauvais anglais, c'est juste drôle; un Anglais qui foule aux pieds la langue de Racine et de Molière, c'est une agression caractérisée contre la France tout entière", a ironisé le **Sunday Times** en commentant l'intervention du Premier ministre britannique. L'heure serait-elle si grave? C'est ce que nous avons tenté de décrypter cette semaine en listant les motifs de brouille qui s'accumulent entre les deux

pays, mais aussi en regardant ce qui les rapproche. Parmi les dossiers sensibles, il y a d'abord le contentieux de la pêche. Paris ne décolère pas contre Londres, qui retarde sciemment l'accès des chalutiers français aux eaux britanniques. En mai, chacun des deux pays a même mobilisé des navires militaires pour faire entendre raison à l'autre. On a frôlé le blocus de Jersey. Et récemment, la France a même envisagé d'interrompre les livraisons d'électricité aux îles Anglo-Normandes... "On est en droit de se demander quelle offense outrageuse, quel coup perfide le Royaume-Uni a bien pu infliger à l'amour-propre de la France pour ainsi susciter pareille rodomontade", s'interroge le quotidien **The Times**, en appelant les uns et les autres à rétablir "l'entente pénible". Autre dossier sensible : le protocole post-Brexit, qui permet le maintien d'une frontière ouverte entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande

au prix de contrôles douaniers dans les ports nord-irlandais pour les marchandises en provenance de Grande-Bretagne. C'est un point de friction majeur entre Paris et Londres, qui souhaite renégocier ce protocole. La crise sanitaire n'a pas non plus aidé à un rapprochement. "La décision du gouvernement britannique d'imposer des restrictions d'entrée sur son territoire plus strictes pour les ressortissants français que pour ceux d'autres pays européens cet été a été particulièrement mal vécue à Paris, où l'on estime qu'il s'agissait d'une mesure de discrimination injustifiée prise pour des raisons politiques", relate **The Guardian**. Les Britanniques, il est vrai, ont mal digéré les doutes émis par Emmanuel Macron, fin janvier, sur leur vaccin AstraZeneca. De là à voir dans les mesures imposées aux Français une revanche... il n'y a qu'un pas. Sur la question migratoire, enfin, Paris et Londres n'en finissent plus de se renvoyer

la balle. Cette année, plus de 18000 migrants (contre 8460 en 2020) sont parvenus à gagner les côtes anglaises à l'aide d'embarcations de fortune, recense la **BBC**. Et le Royaume-Uni n'a cessé d'accuser la France de laxisme quand celle-ci réclamait des compensations financières pour augmenter les contrôles. Alors, en aurait-on fini avec l'Entente cordiale? Rien n'est moins sûr. *The Guardian* a beau penser que la relation franco-britannique est "au fond des abysses", pour **The Atlantic**, si on en est arrivé là, c'est justement parce que les deux pays se ressemblent bien plus qu'on ne le pense et partagent un même objectif : rester dans la cour des grands. "Loins d'être à des extrémités opposées du spectre", écrit Tom McTague dans un article passionnant autour duquel s'est constitué ce dossier, *la France et le Royaume-Uni sont plus semblables qu'aucun autre tandem de pays sur terre. Non seulement en matière de population, de richesse, de passé impérial,*

d'influence mondiale et de tradition démocratique, mais aussi sur des questions plus profondes : le sentiment d'exception, le désir d'être respecté, l'angoisse face à la puissance croissante d'autres pays, qu'il s'agisse des États-Unis, de l'Allemagne ou de la Chine." Face aux diatribes enragées de certains tabloïds comme **The Sun**, qui n'hésite pas à traiter les Frenchies (et "leur sempiternelle jalousie") d'"éternels perdants", ou de journaux plus respectables comme **The Daily Telegraph**, qui dénonce une "capitulation française" en matière de gastronomie, on trouve des médias plus conciliants : le site **Reaction** appelle ainsi à la réconciliation quand Ed West, du site **UnHerd**, estime que "la France tire le Royaume-Uni vers le haut". La bataille est loin d'être terminée.

En couverture :
Dessin de **Christian Adams**,
Royaume-Uni, pour
Courrier international.
Pussy Riot : photo Igor Moukhin.



Sommaire

CAPTURE ÉCRAN EXTRAITE D'UNE VIDÉO DES PUSSY RIOT



360° p.50

Pussy Riot : une révolution russe

En février 2012, ce groupe punk féministe fait irruption dans une cathédrale moscovite et dénonce la politique de Vladimir Poutine. L'événement va changer la Russie. Et servir de justification à un conservatisme moral et politique qui dure encore aujourd'hui.

ROYAUME-UNI p.6

La démocratie meurtrie

Le député David Amess a été assassiné en pleine permanence parlementaire. Comment, désormais, maintenir ce lien citoyen tout en assurant la sécurité des élus ? se demande **The Daily Telegraph**.

IRAN p.18

L'exil comme seul horizon

Frappés de plein fouet par les difficultés économiques et sans espoir d'embellie politique, les jeunes Iraniens sont nombreux à envisager de quitter le pays.

ÉTATS-UNIS p.22

Le Texas, l'Amérique de demain

Économie, démographie... L'État du Sud préfigure l'avenir du pays, malgré ses politiques conservatrices qui ont de quoi faire peur.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel.
The Daily Telegraph Londres, quotidien.
The Economist Londres, hebdomadaire.
L'Espresso Rome, hebdomadaire.
The Hindu Madras, quotidien.
IranWire (iranwire.com) Londres, en ligne.
Kommersant Moscou, quotidien.
Lianhe Zaobao Singapour, quotidien.
Magyar Nemzet Budapest, quotidien.
Middle East Eye (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
Nature Londres, hebdomadaire.
The New York Times New York, quotidien.
Nowa Konfederacja (nowakonfederacja.pl) Varsovie, mensuel en ligne.
Outlook New Delhi, hebdomadaire.
El País Brasil (brasil.elpais.com) São Paulo, en ligne.
The Times Londres, quotidien.
La Vanguardia Barcelone, quotidien.
Die Zeit Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Royaume-Uni. La démocratie frappée au cœur

8. Liban. Le spectre de la guerre civile

D'un continent à l'autre

14. Pologne. Non, nous ne quittons pas l'Union

16. Allemagne-République tchèque. La droite traditionnelle ne fait plus recette

18. Iran. L'exil comme seul horizon

20. Inde. L'Uttar Pradesh, une dystopie hindouiste

22. États-Unis. Le Texas, laboratoire de l'Amérique

24. Brésil. Salvador de Bahia cultive ses liens avec l'Afrique

26. France-Algérie. Un passé douloureux, un avenir incertain

27. Lybie. Un autre Kadhafi à la tête du pays ?

À la une

28. France-Royaume-Uni, frères ennemis

Transversales

36. Sciences. La fusion nucléaire, une réussite avant tout militaire

38. Économie. Des routes de la soie parsemées de dettes

39. Signaux. Ni trop ni trop peu **360°**

50. Décryptage. Pussy Riot : une révolution russe

54. Plein écran. Irak, année zéro

55. Seniors et futurs cadors

56. En Chine, la "culture malsaine" est mise au pas

58. Histoire. Le pont de la Liberté, héritage austro-hongrois



SUR NOTRE SITE

Reportage. En Estonie, le dernier matriarcat d'Europe ?

Sur la petite île de Kihnu, au large de la côte sud du pays balte, où vivent moins de 500 habitants, les femmes sont aux commandes, selon la **Neue Zürcher Zeitung**, pour qui l'île a des allures de matriarcat.

Vidéo. La "grande démission" sur TikTok

La vague de départs qui touche actuellement les États-Unis gagne TikTok. Ceux qui se plaignent de leur travail; ceux qui annoncent leur départ, vrai ou fantasmé, sur le réseau social; ceux qui restent et croulent sous le travail... Tous ont choisi d'en rire. Retrouvez une compilation de ces posts sur notre site.

Courrier des recettes. Comment réussir un brunch ?

Dans notre rendez-vous hebdomadaire, le chef anglo-israélien Yotam Ottolenghi partage, dans le **Guardian**, trois plats pour un brunch du dimanche. Vous n'avez plus qu'à inviter des amis.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

JEUDI 28 OCTOBRE

NUMÉRO SPÉCIAL COP26



Comment garder l'espoir, malgré l'éco-anxiété, comment agir dans la guerre climatique qui s'annonce, comment s'adapter au dérèglement climatique? Du Pérou à la Chine en passant par l'Allemagne et la Tunisie, les réponses à ces questions sont à retrouver dans notre prochain hebdomadaire consacré au climat et aux enjeux de la COP26, qui se tient à Glasgow du 1^{er} au 12 novembre.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

☐ **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO004

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.



Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Courrier international

Édité par *Courrier international SA*, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Octobre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00

Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web**

www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints**

Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Xavier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François

Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard

(Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha

Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine

Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Carolin

Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros

Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume

Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie,

Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie cen-

trale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Béragère Cagnat (chef de service,

Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine,

16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume

(Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39),

Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole

Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées)

MOYEN-ORIENT Julien Abirama, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique

australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations,

Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15),

Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béloïl (chef des informations, 17 32),

Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel

Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36),

Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition,

16 65), Nora Houdart-Ouahel (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath

(16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcol (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline

Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION**

Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak,

Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION**

Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Rinaldi (chef de service, 16 41), Lidwine

Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE**

Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey

(16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Arditi, Jean-Baptiste Bor,

Isabelle Bouchery, Marie-Ange Costantini, Marie Daoudal, Guillemette

Echalier, Julien Lecot, Valentine Morizot, Sébastien De Poortere, Nina Schretr,

Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75017 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice**

générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** *Courrier international*

David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités**

programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve

Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur**

de la diffusion et de la production Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion**

Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 47 **Service clients**

Abonnements *Courrier international*, Service Abonnements, A2100 — 62066 Arras

Cedex **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel**

abo@courrierinternational.com. **Prix de l'abonnement annuel en France** métro-

politaine : 119 €. **Autres destinations :** <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Vous régaler, ça commence *par nous* engager

PROMOUVOIR LA NATURALITÉ

Nos recettes en 3 mots ? Simples, saines et savoureuses. Alors nous innovons toujours, pour le goût et la qualité, pour vous partager notre amour des végétaux.

SOUTENIR LA BIODIVERSITÉ

Vive le vivant ! Nos produits respectent nos territoires et la diversité de nos écosystèmes. Acteurs bio de la première heure, nous nous engageons avec nos producteurs dans la préservation des écosystèmes.

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE

La passion du bio et du bon, c'est sélectionner nos ingrédients en faisant honneur à l'expertise et la production française (filieres soja et chanvre) ou en choisissant le commerce équitable.

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE ENTREPRISE

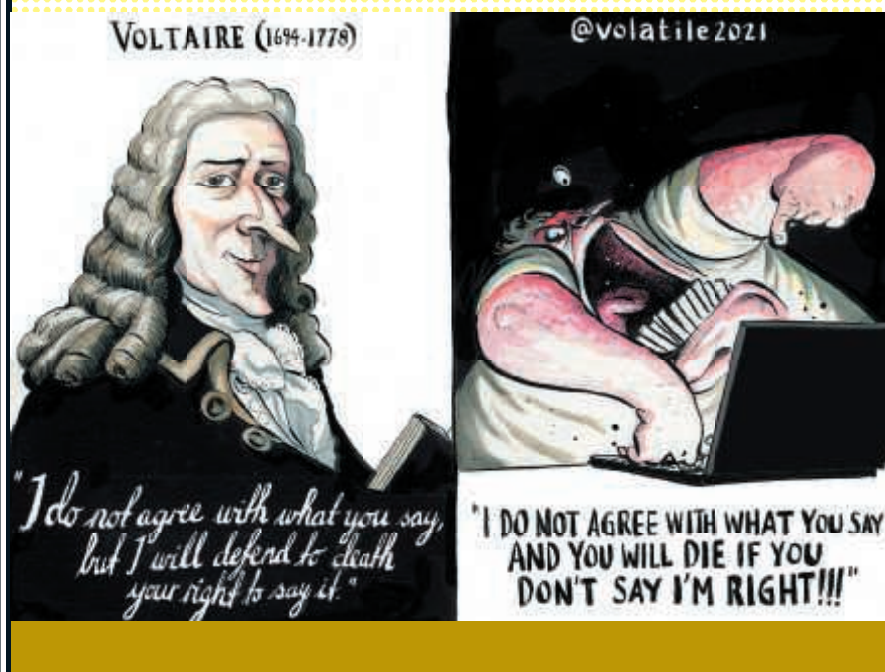
Notre engagement dans l'économie locale et circulaire grandit, notre empreinte sur terre se réduit. Une industrie agroalimentaire vertueuse, on y croit et on veut partager cette réalité avec vous.



VOUS AVEZ FAIM D'EN SAVOIR PLUS ?
RENDEZ-VOUS SUR [SOJADE.FR/NOS-ENGAGEMENTS](https://sojade.fr/nos-engagements)

Royaume-Uni. La démocratie frappée au cœur

Le député David Amess a été assassiné lors de sa permanence parlementaire. Comment maintenir ce lien citoyen tout en assurant la sécurité des élus ? s'interroge le titre conservateur.



—The Daily Telegraph Londres

Après s'être occupé des affaires du pays à Westminster, les députés retournent chaque semaine dans les modestes bureaux et autres salles paroissiales de leurs circonscriptions pour entendre les inquiétudes et régler les problèmes de leurs administrés. Ces permanences parlementaires sont le cœur même de la démocratie britannique.

C'est là, et non dans le cadre grandiose de la Chambre des communes, qu'ils peuvent tâter le pouls des électeurs et prendre la température du pays – une tâche essentielle qui est la pierre angulaire de notre société. Ces rencontres ont pris le nom de *surgeries* ["cabinet"] car elles ont tout de la consultation d'un médecin : les électeurs, comme les patients, doivent attendre leur tour pour voir l'homme ou la femme qui les représente au Parlement et qui, espèrent-ils, leur facilitera la vie, qu'ils aient voté ou non pour lui, et pourra leur trouver un logement, réparer un nid-de-poule ou aider leur enfant à avoir une place dans l'école de leur choix. Afin d'accomplir

ce devoir solennel, nos élus et leurs administrés doivent pouvoir aller et venir à leur guise, se parler sans contrainte et, comme c'est fréquent dans notre pays, échanger des insultes ou des amabilités en toute liberté.

Ce lien presque sacré entre les députés et les électeurs a été brisé net [le 15 octobre] lors d'une permanence parlementaire qui avait lieu dans l'église méthodiste Belfairs à Leigh-on-Sea. C'est là que sir David Amess, député du Southend West depuis vingt-quatre ans, a été poignardé à plusieurs reprises alors qu'il s'occupait des problèmes de ses administrés. Ce député conservateur de 69 ans était un élu très apprécié et respecté, très actif sur un grand nombre de sujets, notamment le sort des réfugiés,

et qui avait donné l'adresse de sa permanence sur Twitter.

Il était considéré comme l'un des députés les plus écoutés. Ce catholique militait contre l'avortement, mais aussi en faveur du bien-être animal. Par son engagement dans la vie politique sur de nombreux sujets, il incarnait tout ce qu'un électeur britannique appréciait chez un député.

Après le drame, en plus des hommages rendus à sa personnalité et à son travail, une profonde inquiétude a été exprimée : nos hommes et nos femmes politiques ne seraient plus en sécurité et, par notre détermination à ne pas céder à la menace de la violence, nous manquerions à notre devoir, qui est de protéger nos élus.

Sir David Amess a été poignardé à mort dans un environnement des plus banals, au cœur de ce qui est, après tout, la plus vieille démocratie et peut-être la plus accomplie du monde. Mais ce monde a changé et est devenu le lieu où trop souvent les politiques deviennent des cibles parce qu'ils nous représentent. Un phénomène qui est devenu évident il y a cinq ans quand la députée travailliste Jo Cox a été assassinée dans la rue de sa permanence, où elle se rendait justement pour se mettre à l'écoute de ses administrés.

La perspective d'avoir des vigiles postés dans ces permanences est certes déprimante, mais c'est à envisager au plus vite.

La brutalité des meurtres de M^{me} Cox et de sir David Amess est exceptionnelle, mais la violence contre la classe politique n'est pas nouvelle au Royaume-Uni. L'épisode le plus grave ayant été évidemment l'attentat de l'IRA à Brighton en 1984 dans un hôtel, en marge du congrès du Parti conservateur. Cinq personnes, dont un député, avaient été tuées et 31 personnes blessées. La principale personne visée, la Première ministre Margaret Thatcher, avait échappé de justesse à l'attentat. En 1990, un autre proche de Thatcher, le député Ian Gow, a été tué dans l'explosion d'une bombe placée par l'IRA dans sa voiture. En 2010, le député travailliste Stephen Timms a été poignardé deux fois par un islamiste et, dix ans auparavant, Nigel Jones, député aussi, avait été agressé par un homme avec une épée. Un conseiller local, Andrew Pennington, avait trouvé la mort en essayant de le défendre.

Face à la mort tragique de sir David, des voix s'élèvent pour réclamer une refonte des dispositifs de sécurité de nos élus, et il serait contre-productif de s'opposer à cette demande parfaitement

✎ Voltaire (1694-1778) : "Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire." @volatile2021 : "Je ne suis pas d'accord avec ce que tu dis et tu vas mourir si tu ne reconnais pas que j'ai raison !!!" Dessin de Morten Morland paru dans The Times, Londres.

À la une



"Une loi réclamée pour lutter contre le cyberharcèlement", relate The Guardian le 19 octobre, au lendemain de l'hommage rendu à David Amess dans l'enceinte de la Chambre des communes. Plusieurs élus, proches du député conservateur, "ont à cette occasion demandé au gouvernement de légiférer pour empêcher les manifestations de haine à l'encontre des parlementaires sur les réseaux sociaux, y compris en mettant fin à l'anonymat en ligne". Selon le journal londonien, "il s'agissait de l'une des principales préoccupations de David Amess ces derniers temps". Parallèlement, l'enquête se poursuit pour déterminer dans quelle mesure l'unique suspect, un Britannique d'origine somalienne âgé de 25 ans, était "motivé par l'extrémisme

légitime. Une étude publiée en début d'année a montré que 43 députés avaient été victimes d'une agression ou d'une tentative d'agression. Les réseaux sociaux sont de plus en plus utilisés comme des outils ignobles qui permettent de s'en prendre aux hommes politiques, avec une violence jusque-là inédite. Ce phénomène va de pair avec la détérioration du débat politique ; la numéro deux du Parti travailliste a ainsi pu traiter les conservateurs de "pourris". Des graffitis aux intimidations physiques, les députés sont malmenés.

La perspective d'avoir des policiers armés ou des vigiles postés dans ces permanences pendant que les députés discutent avec leurs administrés est certes déprimante, mais c'est à envisager au plus vite. Seulement cinq ans après le meurtre de Jo Cox, il est choquant que notre démocratie se retrouve à nouveau dans cette situation. S'il serait regrettable de devoir introduire encore plus de distance entre les élus et les électeurs, l'assassinat ignoble de sir David Amess nous incite néanmoins à revoir nos anciennes certitudes. —

Publié le 16 octobre



GREY GOOSE®

VODKA



LA VODKA
100% FRANÇAISE



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Colin Powell est mort



ÉTATS-UNIS — “Le guerrier novateur qui a façonné la sécurité nationale américaine s’est éteint à 84 ans”, titre **The Miami Herald** le 19 octobre, au lendemain

du décès du premier Africain-Américain à avoir été chef d’état-major des armées. À l’unisson de la presse américaine, le journal rend hommage à l’ancien militaire devenu le secrétaire d’État du président Bush Jr. Il restera aussi comme celui qui, en 2003, a défendu l’invasion américaine en Irak en prétendant disposer de preuves de la détention par Saddam Hussein d’armes de destruction massive. Un mensonge qu’il a regretté par la suite et qu’il a qualifié de “tache” dans sa carrière.

Persona non grata

BIRMANIE — Min Aung Hlaing, le chef de la junte qui a pris le pouvoir le 1^{er} février et renversé Aung San Suu Kyi, sera exclu du prochain sommet de l’Association des nations d’Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie est pourtant membre. La décision a été prise le 16 octobre et constitue, selon le site **The Irrawaddy**, “un geste rare et audacieux de l’entente qui, historiquement, a toujours suivi une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres”. Pour **The Jakarta Post**, c’est même “la première fois depuis sa création, le 8 août 1967, que l’Asean prend une mesure punitive contre un membre récalcitrant”.

Les diplomates indonésienne, singapourienne et malaisienne sont montées en première ligne pour “punir” la junte, qui a refusé de mettre en œuvre “un plan en cinq points visant à régler la crise née du coup d’État du 1^{er} février”, explique le journal. La junte a, quant à elle, dénoncé les “interventions étrangères”, faisant allusion aux pressions exercées par les États-Unis et l’Union européenne sur

l’Asean. Les présidents américain et chinois sont annoncés au sommet, qui se tiendra à Brunei du 26 au 28 octobre.

Au cours de leur répression contre les opposants au putsch, les militaires ont tué plus de 1100 personnes et en ont emprisonné 8400 autres (dont 5600 ont commencé à être libérées le 18 octobre).

L’extradition qui ne passe pas

VENEZUELA — Nicolas Maduro n’a pas tardé à signifier son mécontentement et a suspendu le dialogue avec l’opposition en cours, en réaction à l’extradition de l’homme d’affaires Alex Saab, souligne **El Universal**. Saab, accusé par la justice américaine d’avoir blanchi 350 millions de dollars au nom du gouvernement vénézuélien, a décollé le 16 octobre du Cap-Vert. Un pays où il avait été arrêté il y a seize mois. L’homme d’affaires colombien aurait aidé le président vénézuélien et son entourage à détourner des millions de dollars destinés à l’aide alimentaire et au logement. Il a comparu pour la première fois le 18 octobre, devant un tribunal de Miami.

Attaque à l’arc



NORVÈGE — “Une tragédie qui va nous marquer pour longtemps”, titre le quotidien **Varden**, le 14 octobre.

La veille, à Kongsberg, dans le sud-est du pays, un Danois de 37 ans, armé d’un arc et de flèches, a tué cinq personnes et en a blessé trois autres. Rapidement, la police a indiqué que l’auteur, qui a reconnu ses crimes, s’était converti à l’islam et avait été signalé pour radicalisation. Avant d’émettre des doutes sur “la sincérité de sa conversion” et de privilégier la piste de la maladie mentale. L’attaque dans le paisible royaume a fait ressurgir le souvenir du massacre d’Utoya, en 2011, au cours duquel un militant d’extrême droite avait tué 77 personnes.

➤ Sur la valise : Enquête sur l’explosion dans le port de Beyrouth. Dessin de Del Rosso, Italie.

LIBAN

Le spectre de la guerre civile

Beyrouth a été le théâtre de fusillades le 14 octobre, en marge d’une manifestation organisée par le Hezbollah.

De quoi craindre la reprise des violences confessionnelles.

“En avant vers le suicide!” titre le journal libanais **An-Nahar**, qui parle de prémices de guerre civile au lendemain des affrontements meurtriers qui ont fait sept morts et une trentaine de blessés le 14 octobre. Des partisans du Hezbollah et de son allié chiite, le mouvement Amal, avaient appelé à une manifestation devant le palais de justice pour protester contre le juge Tarek Bitar, chargé de déterminer les responsabilités dans la double explosion qui a ravagé le port de Beyrouth en août 2020. Selon ces deux partis, le juge Bitar “politise” la procédure. Ils lui font ce reproche depuis que son enquête vise des personnalités issues de ces deux formations.

Or, ce qui devait n’être qu’une manifestation devant le palais de justice – qui se situe sur la ligne qui séparait les quartiers musulmans des quartiers chrétiens durant la guerre civile – a dégénéré en fusillades dans le quartier chrétien de Tayouné, aussi situé le long de cette ligne de démarcation.

Dans une grande partie de la presse libanaise, c’était donc haro sur le duo que forment ces partis chiites. “Le Hezbollah et Amal savaient que, en passant par le quartier de Tayouné, ils allaient traverser une zone à haute sensibilité confessionnelle, accuse le site libanais **Daraj**. Quand on appelle à manifester à un tel moment, de cette façon, à cet endroit, cela veut dire qu’on est prêt à prendre le risque d’occasionner des violences.” Et le site de conclure que le Hezbollah a voulu “frapper un coup préventif pour faire en sorte que le juge Bitar ne songe plus à aller au bout de son travail”. Et pour cela, le Hezbollah aurait délibérément pris le risque de déclencher une nouvelle guerre civile.

Deux jours avant la manifestation, un responsable d’Amal avait promis “une journée d’enfer”. En outre, parmi les manifestants, beaucoup étaient cagoulés et ont “rapidement sorti un véritable arsenal”, souligne également le quotidien francophone **L’Orient-Le Jour**. “Dans quel but? Peut-être celui de souder la rue chiite autour d’un ennemi commun et de détourner l’attention de l’enquête sur le port.”

L’entreprise a peut-être déjà réussi, déplore le journal. La faute à la “stupidité” d’un parti, ennemi juré du Hezbollah, à savoir les Forces libanaises (FL) de Samir Geagea, un ancien chef de milice rescapé de la guerre civile. “Le Hezbollah et Amal n’avaient pas d’avversaire dans la rue, uniquement un juge et des victimes face à eux. Ils ont donc provoqué les FL, qui sont tombées dans le piège”, explique le quotidien en citant la journaliste Dima Sadek.

Les médias pro-Hezbollah présentent une lecture tout autre des événements. “Samir Geagea, tu savais parfaitement ce qui allait se passer, parce que tu as planifié, préparé et exécuté ce crime qui correspond exactement à tout ce que tu fais depuis que tu manies les armes”, commente ainsi le journal **Al-Akhbar**, avec une photo de Geagea affublé d’une moustache à la Hitler.

“Les FL et le Hezbollah” sont à couteaux tirés, écrit pour sa part le site **Mégaphone**. Né dans la mouvance de la contestation qui a émergé en 2019, le site renvoie dos à dos ces deux acteurs qui représentent la vieille classe politique libanaise. “Ils se jettent l’un sur l’autre, puis se retournent contre nous, pour commettre des atrocités à notre détriment, comme par le passé.”

— **Courrier international**





Bouygues Telecom s'engage avec tous ceux qui s'engagent.



Parce qu'elles tissent les liens dont nous avons tous besoin, chez Bouygues Telecom nous avons décidé de nous engager avec les associations en créant une offre internet dédiée et une plateforme de bénévolat accessible à tous.

Découvrez l'ensemble de nos engagements sur bouyguetelecom.fr/associations

on est fait pour être ensemble





montre que, en Hongrie, les électeurs d'opposition veulent non seulement renverser l'exécutif Fidesz, mais aussi qu'ils n'adhèrent plus aux partis d'opposition. Ils désirent construire quelque chose de totalement nouveau", commente le site **444.hu**.

Fin de voyage

ITALIE — Criblée de dettes, Alitalia a officiellement cessé d'exister le 15 octobre. ITA Airways (Italia Trasporto Aereo), une entreprise financée par l'État, lui succédera après avoir "racheté la marque Alitalia pour 90 millions d'euros, ainsi que le domaine www.alitalia.com", rapporte **La Stampa**. Mais sa voilure sera nettement réduite : la flotte du nouveau transporteur comptera en effet 52 avions, contre 110 pour Alitalia, et ses effectifs seront réduits à 2800 employés, contre 10500 pour l'ancienne compagnie.

✎ Dessin de Boligan paru dans **El Universal**, Mexico.

Les gangs font la loi

HAÏTI — Seize missionnaires américains et un canadien de l'ONG Christian Aid Ministries ont été kidnappés le 16 octobre par un gang armé, dans l'est de Port-au-Prince. La rançon exigée est de 1 million de dollars par personne. "La zone où ils ont été enlevés est sous la domination du gang 400 Mawozo, qui [en avril] avait kidnappé et séquestré durant plusieurs jours près d'une dizaine de religieux", précise **Le Nouvelliste**. La crise politique et sécuritaire s'est aggravée en Haïti depuis l'assassinat, le 7 juillet, du président Jovenel Moïse, et le tremblement de terre du 14 août, qui a fait plus de 2200 morts. Un rapport des Nations unies fait état de 328 enlèvements au cours des huit premiers mois de l'année, contre 234 en 2020.

En piste contre Orban

HONGRIE — L'outsider Peter Marki-Zay a largement remporté la primaire de l'opposition, le 17 octobre. Le conservateur affrontera ainsi en 2022 Viktor Orban, dont il est un admirateur déçu. "La victoire de Peter Marki-Zay

Incendie meurtrier



sud de l'île. "Le pire qu'ait connu Kaohsiung", titrait le lendemain le quotidien **Lienhepao**. Le pire aussi à Taïwan depuis 1995, date à laquelle 64 personnes avaient péri dans l'incendie d'un club de karaoké. Le bâtiment de 13 étages, divisé en commerces et logements, était délabré. Il a fallu cinq heures aux pompiers pour venir à bout du brasier, précise le journal.

TAÏWAN — Quarante-six personnes sont mortes et 41 ont été blessées dans l'incendie, le 14 octobre, d'un immeuble dans une ville du

ARMEMENT

Une course alarmante aux missiles hypersoniques

Le **Financial Times** a révélé que Pékin avait lancé l'été dernier depuis l'espace un missile hypersonique qui a fait le tour de la Terre. Un type d'armement qui pourrait "perturber l'équilibre nucléaire mondial".

En août dernier, la Chine a envoyé en orbite un missile hypersonique à capacité nucléaire "qui a fait le tour du monde avant de se diriger à toute vitesse vers sa cible", a révélé le **Financial Times** le 16 octobre. Et même si le missile a semble-t-il manqué sa cible de quelques dizaines de kilomètres, ce test – démenti par Pékin le 18 octobre, comme le rapporte la **BBC** – a bel et bien "surpris" les services de renseignement américains. Selon le quotidien britannique, ces derniers ont en effet découvert que la Chine avait fait des progrès "étonnants" en matière d'armes hypersoniques.

Ces nouveaux missiles volent plus lentement que les missiles balistiques (ils atteignent cinq fois la vitesse du son), mais ils ont un grand avantage par rapport à ces derniers, explique le **Financial Times** : ils ne suivent pas le même type de trajectoire parabolique fixe et sont plus faciles à manœuvrer, "ce qui les rend plus difficiles à suivre". Les missiles hypersoniques sont "rapides, efficaces, précis et inarrêtables", écrivait le **New York Times Magazine** en juin 2019. Selon le magazine américain, les trajectoires inhabituelles de ces missiles leur permettraient de s'approcher de leurs cibles "à environ 20 à 80 kilomètres au-dessus de la surface de la Terre", ce qui est trop bas pour les systèmes d'interception de missiles balistiques et trop haut pour les boucliers antimissiles plus simples, comme le système Patriot américain.

Dans le cas de l'essai chinois, le **Financial Times** évoque un engin planeur qui a été "lancé dans l'espace par une fusée" et qui tourne autour de la Terre "sous l'effet de son propre élan". Dotée

d'une ogive nucléaire, une telle arme pourrait aider Pékin à neutraliser les systèmes de défense antimissile américains, a confirmé un expert au journal britannique, qui rappelle que Pékin n'a pas souhaité engager de discussion avec les États-Unis "sur son arsenal et sa politique nucléaires".

La Chine n'est d'ailleurs pas la seule puissance engagée dans une course à ce nouveau type d'armement. Selon **The Defense Post**, Moscou a annoncé le 4 octobre avoir réalisé son premier test de missile hypersonique depuis un sous-marin nucléaire. Fin septembre, c'est Pyongyang qui affirmait avoir testé un missile hypersonique, indique **CNN**. Les États-Unis, eux, ont réussi récemment à lancer ce type de missile depuis un bombardier B-52, rapporte le magazine **Forbes**.

Russes, Chinois, Américains et Nord-Coréens ont tous procédé à des essais de lancement de missiles hypersoniques, confirme **The Defense Post**. La France, l'Allemagne, l'Australie, l'Inde et le Japon travaillent également sur cette technologie "alarmante", qui pourrait "perturber l'équilibre nucléaire mondial" et qui intéresse aussi l'Iran, Israël et la Corée du Sud.

Début 2020, **Science** soulignait que l'armée américaine et ses adversaires convoitaient ces missiles hypersoniques depuis des décennies. Le magazine scientifique précisait que les diplomates et les experts en non-prolifération "discutent de la manière de limiter, voire d'interdire, cette technologie perturbatrice", en regrettant le fait que les traités de contrôle des armements "ne sont guère en vogue de nos jours".

— **Courrier international**



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de **Courrier international**. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

LA RÉVÉLATION DE LA BERLINALE



69^e Festival
International
du Film Berlin

FESTIVAL
premiers plans
D'ANGERS

LE PORTRAIT FORT ET SUBTIL
D'UN HOMME MUSULMAN PRATIQUEANT.
UNE EXCEPTION AU CINÉMA.

ORAY

UN FILM DE MEHMET AKİF BÜYÜKATALAY

AU CINÉMA LE 27 OCTOBRE



Das kleine
Fernsehspiel



Film und Medien
Stiftung NRW

PLUTO
FILM

déjà-vu
FILM

german
films



Co-funded by the
Creative Europe MEDIA Programme
of the European Union

URBAN
CINÉMA

VOCABLE

Le Monde



Courrier
international

CONTROVERSE



Le rachat du club de foot de Newcastle par l'Arabie Saoudite, un scandale ?

Un consortium mené par le Fonds public d'investissement d'Arabie Saoudite a officiellement mis la main, le 7 octobre, sur le club anglais de football de Newcastle United. Certains sont enchantés, d'autres scandalisés.

NON

Trêve d'hypocrisie !

—The Times (extraits) Londres

Devant St James' Park jeudi soir [7 octobre], les supporters étaient en transe. En voyant cette foule éméchée se réjouir bruyamment, on aurait pu croire que Newcastle United venait enfin de remporter son premier trophée digne de ce nom depuis cinquante-deux ans. Malheureusement, non. Les supporters faisaient tout simplement la fête parce que leur club venait d'être racheté par Mohammed ben Salmane, le prince héritier de cette démocratie de joyeux lurons toujours partants pour guincher, je veux parler de l'Arabie Saoudite. Et [le cri de ralliement des parachutistes anglais] "Wor Mohammed" ["Notre Mohammed", en dialecte du nord-est de l'Angleterre] sera désormais son surnom. À La Mecque, les mecs !

Leur enthousiasme face à ce rachat de 305 millions de livres [360 millions d'euros], via le fonds d'investissement public du prince, n'est pas le moins du monde refroidi par le fait que leur nouveau propriétaire est un autocrate autoritaire, un personnage aux idées moyenâgeuses, qui commande le meurtre, la torture et la répression de ses opposants, et qui malmène les femmes saoudiennes, lesquelles n'ont fait que revendiquer quelques droits. Les fans de Newcastle United s'en contrefichent. Ils auraient applaudi Pol Pot s'il avait eu de l'argent à investir dans leur club.

Mais soyons justes, la Premier League a elle aussi allégrement approuvé ce rachat malgré les protestations de Keir Starmer [le leader des travaillistes] et de la veuve de Jamal Khashoggi, dont ce cher Momo s'est brutalement débarrassé. Les instances du football imposent des critères de compétence et d'honorabilité aux futurs propriétaires de clubs. Mais cela signifie surtout un compte en banque très bien fourni. Selon l'interprétation de ces critères, Al Capone et Mussolini auraient pu s'offrir le club de Newcastle, voire Kim Jong-un aujourd'hui. C'est pourquoi j'éprouve une certaine sympathie pour les Toons [surnom

des supporters de Newcastle] qui jubilent. Nos meilleurs clubs sont de plus en plus gérés par des mafieux, des dictateurs du tiers-monde et les associés corrompus de ces mêmes tyrans. Pourquoi Newcastle échapperait-il à la règle ?

La Premier League n'a eu aucun problème à autoriser l'ancien et controversé Premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra, à devenir propriétaire de Manchester City. Il a plus tard été condamné pour corruption. City a alors été racheté par Cheikh Mansour, un autre satrape du désert venu d'un pays totalitaire, les Émirats arabes unis. Les autorités n'ont pas non plus eu beaucoup de scrupules quand elles ont validé le rachat de Leeds United par l'Italien Massimo Cellino [2014-2017], qui avait déjà eu des démêlés avec la justice et avait été décrit par un juge comme un homme avec "des tendances criminelles marquées... capable d'utiliser toutes sortes de tromperies pour arriver à ses fins". Quant à Carson Yeung, de Birmingham City [2007-2014] ? Condamné à de la prison et lié à la mafia chinoise.

Pour les instances du football, honorabilité et compétence signifient surtout un compte en banque très bien fourni.

The Times

Que ce soit les plus hautes instances du football ou les supporters, personne ne se préoccupe de la provenance de l'argent. Il faut dire qu'en général les seules personnes qui veulent acheter des clubs de foot sont des crapules ou d'authentiques cinglés. Et l'argent de ces individus éminemment discutables fait aussi le succès de la Premier League.

Alors bonne chance aux Geordies [surnom des habitants de la région de Newcastle]. Espérons que cet argent vous réussisse. J'espère aussi qu'un jour les critères de "compétence et [d']honorabilité" retrouveront un sens. Mais en attendant, Newcastle n'a pas à rougir de se réjouir – surtout depuis que les autorités internationales du football ont décidé que l'État esclavagiste du Qatar était le meilleur endroit pour organiser la Coupe du monde.

—Rod Liddle

Publié le 10 octobre

OUI

L'argent nous rend aveugles

—La Vanguardia (extraits) Barcelone

Voilà des démonstrations d'affection qu'on a du mal à imaginer : [l'ancien entraîneur du Real Madrid] José Mourinho embrassant le drapeau du Barça, Melania Trump embrassant son mari ou encore des femmes tête nue et des hommes ivres embrassant à tour de rôle le drapeau vert de l'Arabie Saoudite. Des photos de cette dernière scène, et seulement celle-là, existent bien et, non, ce ne sont pas des fake news. Mais un détail compte : la scène a eu lieu la semaine dernière à Newcastle, en Angleterre, et pas dans la dictature islamiste du golfe Persique, où ces comportements vaudraient à leurs auteurs de lourdes peines d'emprisonnement, lapidation et tortures diverses comprises.

Il s'agissait de supporters de Newcastle United, qui [le 7 octobre] étaient des milliers à improviser aux abords de leur stade une fête qui n'aurait sans doute pas été plus échevelée si le club avait remporté la Ligue des champions. Ils célébraient ainsi le rachat du club par le régime saoudien, en scandant le nom de la femme d'affaires qui a servi d'intermédiaire dans la transaction, une Anglaise du nom d'Amanda Staveley.

Une affaire grave, mais un peu moins que les actes barbares associés à Mohammed ben Salmane, le fils du roi d'Arabie Saoudite, dictateur dans son pays et nouveau président de facto de Newcastle United. Fondé en 1892 (soit quarante ans avant l'Arabie Saoudite), le club du Nord-Est anglais n'a rien remporté de significatif depuis 1955 et est aujourd'hui avant-dernier au classement en Premier League. C'est un géant très endormi, donc, mais 50 000 spectateurs fréquentaient encore le stade quand il était en deuxième division, les supporters continuent de voir leurs rêves en grand et Amanda Staveley, représentante de Ben Salmane dans la perfide Albion, a promis que dans cinq ans Newcastle serait au

niveau de Manchester City et du Paris Saint-Germain, les deux autres grands clubs européens entre les mains d'États adoreurs du Prophète, les Émirats arabes unis et le Qatar, respectivement.

Évidemment, tout cela fait scandale. Tous les autres clubs de la Première League, dont Manchester City, se disent outrés, ainsi qu'une partie de la presse anglaise. Jusqu'où tomberons-nous ? se demandent-ils. Demain, c'est Liverpool racheté par Daech, Tottenham par le cartel de Sinaloa ? À ce tollé est venue se joindre la veuve du journaliste saoudien dissident Jamal Khashoggi, mort dans les locaux du consulat de son pays en Turquie, en 2018, démembré par une équipe de spécialistes aux ordres de Ben Salmane. La vente de Newcastle n'était connue que depuis quelques heures que Hatice Cengiz s'exprimait à la télévision anglaise : "Où sont les droits de l'homme, la responsabilité, la justice ? Cela me fend le cœur d'avoir à rappeler ces valeurs à l'Occident. C'est une honte pour le football anglais. Comment les joueurs, les supporters et l'entraîneur de Newcastle peuvent-ils accepter ça ?"

Le foot avant tout. Mais oui, comment est-ce possible ? Comment est-il possible que, selon un sondage, 93,8 % des supporters de Newcastle se félicitent du rachat saoudien ? Comment est-il possible que des supporters de Newcastle aient dansé le week-end dernier dans les rues de leur ville, déguisés en cheikh arabe, en hommage à leurs nouveaux sauveurs ? Comment est-il possible que United with Pride, une association de supporters issus de la communauté LGBTQ+, ait souhaité la bienvenue au consortium saoudien et même écrit noir sur blanc que c'était là "une occasion qui pouvait peser favorablement sur le sort de la communauté LGBTQ+" et des homosexuels (qui actuellement vont en prison), puisque Ben Salmane et consorts pourront désormais constater comment "d'autres cultures traitent leurs minorités" ?

Tout cela est possible parce que, chez une bonne part de nos semblables, l'appartenance à un club de foot surpasse toute autre considération. La démocratie, les droits de l'homme, la religion, la justice, l'orientation sexuelle, les inégalités – tout passe après, très loin après.

—John Carlin

Publié le 12 octobre

PLUTÔT QUE DE CHERCHER DES JEUNES AVEC DE L'EXPÉRIENCE, ON PRÉFÈRE LEUR EN DONNER.

Les magasins E.Leclerc recrutent et forment plus de 4000 jeunes en alternance chaque année. C'est l'un de nos engagements lorsque l'on s'implante dans une région : partager notre savoir-faire et former les jeunes pour faciliter leurs débuts dans la vie active. Plus d'informations sur www.recrutement.leclerc



E.Leclerc 

www.mouvement.leclerc

d'un continent à l'autre.

Europe



Moyen-Orient...	18
Asie	20
Amériques.....	22
Afrique.....	26

Pologne. Non, nous ne quittons pas l'Union

Ce magazine polonais conservateur dénonce la mauvaise lecture faite de la récente décision de justice qui remet en cause la primauté du droit européen sur les droits nationaux.



✍ Dessin de Ruben, Pays-Bas.

— **Nowa Konfederacja**
Varsovie

Sil'on voulait commenter de cette façon très raccourcie tant à la mode aujourd'hui les événements politiques les plus brûlants de ces derniers jours en Pologne, cela pourrait donner quelque chose comme ça. "Nous nous enfonçons de plus en plus profondément dans l'absurde et le grotesque. Une foule de milliers de personnes est descendue [le 10 octobre] dans la rue à l'appel de Donald Tusk [l'ancien Premier ministre libéral-conservateur, désormais leader du principal parti d'opposition] pour s'opposer à un Polexit qui n'existe pas et demeurera impossible dans un avenir proche. Cette manifestation était une réaction à une décision de la Cour constitutionnelle qui n'avait rien à voir avec un retrait de l'Union européenne. La politique européenne du PiS [le parti national-conservateur, au pouvoir depuis 2015] a essuyé un fiasco spectaculaire, et ce jugement en est une illustration. La situation apporte de l'eau au moulin de l'opposition, mais celle-ci s'en sert de la pire manière que l'on puisse imaginer." Dans cette combinaison de dilemmes politiques très sérieux, aucune des parties en présence n'a complètement tort, mais leurs positions publiques respectives sont des caricatures. Examinons-les d'un oeil dépassionné, en commençant par rappeler des évidences au sujet du Polexit.

Suicide politique. Idée fixe de l'opposition depuis déjà un certain temps, cette hypothèse est pourtant fautive : il n'y a aucun Polexit et cela ne changera pas dans un avenir proche. Bien que la possibilité d'un retrait de la Pologne de l'UE existe formellement, personne n'a enclenché cette procédure et aucune force politique significative ne compte le faire, ni aujourd'hui ni dans un avenir proche. Tout d'abord, une écrasante majorité d'électeurs est contre, de même que tous les grands partis politiques. Les effroyables difficultés économiques, politiques et juridiques qui en résulteraient seraient aussi un suicide politique pour le PiS, qui a d'ailleurs fait de l'absorption des fonds européens un pilier de son programme. En bref,

le Polexit n'est ni un état de fait ni une perspective prochaine, mais rien de plus qu'une invention à des fins de propagande, une désinformation. Néanmoins, à voir les manifestations qu'elle a suscitées, cette fake news est assez efficace, et donc socialement nuisible.

Point de départ de cette vague d'hystérie, la décision de la Cour constitutionnelle n'a pourtant rien à voir non plus avec le Polexit. Il est franchement pénible d'écouter tous ces juristes, journalistes et experts qui rapportent mal les faits et se couvrent de ridicule par leur incapacité à comprendre les quelques paragraphes de ce jugement et à les expliquer correctement, induisant ainsi leurs

Le Polexit n'est rien de plus qu'une invention à des fins de propagande, une désinformation.

concitoyens en erreur. En dépit de son caractère juridiquement trouble et politiquement problématique, il est tout à fait évident que cette décision ne remet pas en cause des articles des traités européens, mais seulement certaines de leurs interprétations. En effet, la Cour a proclamé l'inconstitutionnalité de l'un de ces articles, mais seulement lorsque son application conduit "les organes de l'UE à agir en dehors des compétences qui leur ont été confiées par la Pologne dans les traités" et à ce que "la Pologne ne puisse pas fonctionner comme État souverain et démocratique". Cela fait une différence colossale et ceux qui ne la voient pas devraient se taire.

Ce ne sont donc pas les traités qui ont été remis en cause, mais les derniers jugements de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui, sur la base de dispositions très générales des traités, tendent à contrôler de plus en plus étroitement l'organisation par la Pologne de son système judiciaire. Ils visent aussi à renforcer significativement les compétences des tribunaux polonais, notamment dans l'élection des juges, ce qui revient de facto à un changement de régime provoqué de l'extérieur. La simple ingérence dans le système judiciaire

Pour l'UE, "un défi plus grand que le Brexit"

● Dans le conflit qui oppose Bruxelles



Vu du Royaume-Uni

et Varsovie, l'influent quotidien économique britannique **Financial Times** prend sans réserve le parti de l'UE, mais la met aussi en garde contre le danger que lui ferait aujourd'hui courir la Pologne : *"La décision rendue par une haute juridiction polonaise selon laquelle des éléments du droit européen sont incompatibles avec la Constitution nationale représente pour l'unité européenne un défi plus grand que le Brexit. Cette décision est une attaque directe contre l'ordre juridique de l'UE alors qu'il s'agit du ciment qui en assure la cohésion. Le Royaume-Uni s'est retiré de l'UE, la Pologne affirme son indépendance constitutionnelle tout en restant membre. Elle corrode de l'intérieur l'intégrité de l'union."*

Saisie en avril dernier par le Premier ministre Mateusz Morawiecki d'une question sur la constitutionnalité de certains articles des traités européens, la Cour constitutionnelle polonaise avait multiplié les ajournements jusqu'à finir par déclarer, jeudi 7 octobre, que la Constitution nationale avait la primauté sur le droit de l'UE et pouvait donc faire obstacle à la mise

en œuvre de règles européennes. Toutefois,

pour le journal britannique, ce verdict est d'abord *"le point culminant d'une campagne menée depuis cinq ans par le gouvernement conservateur et nationaliste dans le but d'exercer un contrôle politique sur le système judiciaire"*. Le **Financial Times** rappelle que ce même gouvernement *"avait précédemment enfreint le droit pour peupler de fidèles la cour qui vient de se prononcer"*. Regrettant que *"l'UE ne dispose pas d'un mécanisme viable pour expulser un membre qui viole ses règles de façon sérieuse"*, le journal estime que, certes, *"le gouvernement insiste sur le fait qu'il ne cherche pas à faire sortir la Pologne de l'UE"*, mais *"la sécession constitutionnelle réalisée au travers d'un tribunal partisan dit tout autre chose"*.

En conclusion, le **Financial Times** appelle la Commission européenne à utiliser des moyens de pression financiers, notamment par le blocage des fonds du plan de relance, pour *"tenter de ramener Varsovie à l'obéissance"*, d'autant que *"les contribuables des autres pays se demandent pourquoi ils devraient aider un pays qui n'accepte plus les règles du club"*.

d'un pays membre est un mécanisme hors traité, rendu possible seulement parce que la CJUE s'en est elle-même attribué la compétence. Quant à la décision de la Cour constitutionnelle polonaise, son élément le plus intéressant est que cette juridiction s'est donné le droit d'évaluer et, éventuellement, de casser les jugements de la CJUE.

Il ne s'agit donc pas d'un Polexit mais d'un très grave conflit de compétence mêlé à des dilemmes fondamentaux liés à l'intégration

européenne, ainsi qu'aux problèmes qui découlent des récentes évolutions de l'UE. Quelle doit être la part de fédéralisme, de confédéralisme, d'ingérence dans les affaires intérieures, de pouvoir pour les institutions communes et pour les organes nationaux? Une partie des groupes d'intérêt européens, dont la CJUE, mettent le cap sur une fédéralisation silencieuse et en chambre, mais ce n'est pas une raison suffisante pour que cette direction s'impose.

Au fond, la décision de la Cour constitutionnelle est l'affirmation politique d'un non aux ingérences de plus en plus poussées de la CJUE (et des autres institutions européennes) dans le système judiciaire polonais, ainsi qu'aux exigences de capitulation sans condition dans le litige avec Bruxelles. Malgré tout, il existe un risque non négligeable que cette opposition soit inefficace.

Mainstream. En outre, il est vrai qu'en avivant les sentiments eurosceptiques dans sa défense désespérée contre les salves venant de Bruxelles, le PiS joue à un jeu potentiellement dangereux à long terme. Dans une large mesure, il s'est lui-même mis dans cette position en poursuivant de façon irréflectée et incompétente ses réformes hasardeuses de la justice et en aggravant le conflit avec les institutions de l'UE.

Derrière, nous avons donc une autre question clé : l'échec de la politique européenne du PiS. Une alternative est indispensable, et de façon urgente, car au sein de l'UE les changements s'accélérent. Toutefois, une réponse sérieuse à ce besoin n'est pas cet euroenthousiasme infantile qui repose sur la désinformation au sujet d'un Polexit et sur la foi dans le fait que Bruxelles ne soit animé que de bonnes intentions. Il n'y a pas non plus de retour possible au suivisme de la période de Donald Tusk et à son alignement sur le "mainstream" européen [entendu comme la ligne de l'Allemagne], car ni l'UE ni ce mainstream ne sont ce qu'ils étaient il y a quelques années. Susciter des émotions populaires contre le gouvernement dans l'esprit des parades Schuman [défilés organisés tous les 9 mai à Varsovie par la fondation polonaise Robert Schuman] est facile, surtout lorsqu'on n'est pas au gouvernement, mais cela ne résout pas les problèmes structurels auxquels devra faire face l'opposition si elle arrive au pouvoir. Ce choc sera d'autant plus douloureux si l'on fait naître aujourd'hui des espoirs dans des solutions faciles. Une alternative euroréaliste est nécessaire. Ne perdons pas la tête et travaillons-y.

— **Bartłomiej Radziejewski**

Publié le 13 octobre

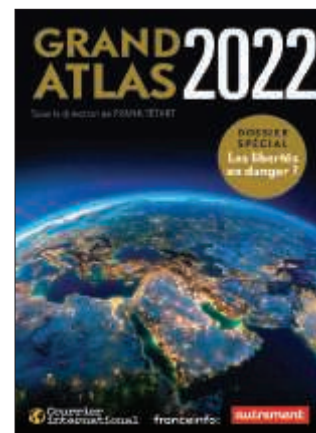
NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 8h à 18h)



Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec **Courrier international** et **France Info**.

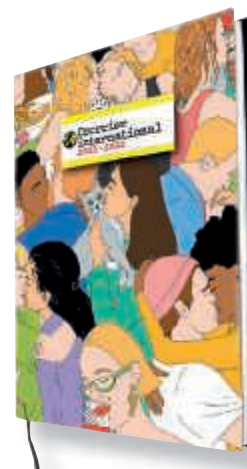
19,90€*

L'agenda 2021-2022

La rédaction de **Courrier international** à imaginé pour vous un agenda original.

- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page

9,90€*



Coffret 10 DVD Telerama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de **Courrier international**.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

POLITIQUE

La droite traditionnelle ne fait plus recette

Le faible score des chrétiens-démocrates aux élections allemandes est le symptôme d'une crise plus globale. Les conservateurs d'Europe de l'Ouest ont rarement été aussi impopulaires.



—Die Zeit (extraits)
Hambourg

Le contraste ne pourrait pas être plus saisissant : pendant qu'en Allemagne les chrétiens-démocrates oscillent entre panique et déprime [après un score de seulement 24,1 % aux dernières législatives], en Grande-Bretagne les conservateurs, à leur apogée, tiennent congrès. Il y a bien une grave crise d'approvisionnement mais, pour l'heure, les torys tiennent le haut du pavé sur l'échiquier. Ils sont majoritaires de plus de 80 sièges au Parlement – et l'opposition travailliste se contente de divertir l'opinion au gré de ses querelles intestines, alors que les pénuries d'essence et les files d'attente dans les stations-service lui fourniraient des munitions en or contre le cabinet de Boris Johnson.

L'étonnant succès des torys a une explication claire et sans ambages : ils ont élargi leur base électorale sous Boris Johnson. L'électorat ouvrier,

tenant traditionnel du Parti travailliste, a voté massivement pour le Brexit lors du référendum de 2016 et pour le chantage du Brexit, Boris Johnson, aux élections de 2019. Le parti des nantis est ainsi devenu celui d'un conservatisme populaire, sans trop d'états d'âme sur des sujets tels que l'immigration ou la sécurité intérieure, mais qui flirte avec la social-démocratie dans sa conception de l'État providence et plus généralement de la dépense publique.

L'élan politique du populisme, la frustration des perdants de la modernité, toutes les forces qui, ailleurs, ont affaibli, effiloché, clivé les partis traditionnels de centre droit se sont rangées en Grande-Bretagne derrière les conservateurs, consolidant leur position. Soit tout le contraire de ce qui se passe en France, en Espagne ou aux Pays-Bas.

Sur le continent, les partis de centre droit d'Europe de l'Ouest ont régné des années durant sur les catégories sociales que séduisent aujourd'hui les torys. Ils

comptaient dans leurs rangs les syndicalistes et les entrepreneurs, les bigots et les consommateurs individualistes. Cette petite bourgeoisie au sens large, longtemps soudée par l'anticommunisme pendant la guerre froide, fut le secret du succès du centre droit en Europe, la constellation politique la plus marquante du continent après la guerre.

Le temps de cette hégémonie est révolu. La crise de la gauche, qui a tant fait couler d'encre, précède une crise non moins profonde du centre droit. En Italie, les chrétiens-démocrates ont disparu corps et biens et n'ont plus aucun parti. Aux Pays-Bas ils n'ont pas même recueilli 10 % des suffrages aux élections législatives de mars. Même au Luxembourg, ils sont cantonnés à l'opposition depuis 2013. Les droites française et espagnole ont connu le même sort.

Contradictions. Les grands partis populaires de droite n'ont plus la superbe de naguère. Si la CDU devait quitter pour de bon la chancellerie de Berlin, on ne compterait plus aucun conservateur à la tête des six pays fondateurs de l'Union. À l'ouest de l'Oder, il ne restait [jusqu'au 9 octobre] plus que Sebastian Kurz, le chef du gouvernement autrichien. [Visé par une affaire de corruption, il a depuis démissionné, désignant son ministre des Affaires étrangères, Alexander Schallenberg, pour le remplacer.]

Dans bon nombre de pays européens, on constate que la droite traditionnelle se fait déborder par les extrêmes. Mais ce n'est pas la seule explication de la crise qu'elle traverse. Car ce sont en général d'autres partis qui sont aujourd'hui au pouvoir, en tout cas en Europe de l'Ouest. En Espagne, au Portugal et en Scandinavie, c'est le centre gauche qui est aux commandes. Les pays du Benelux et la France sont aux mains des libéraux. Sans parler des Verts, qui ont le vent en poupe.

Le centre de l'échiquier ne s'est donc pas évaporé, mais il est devenu plus hétérogène, plus morcelé, et donc politiquement plus difficile à cerner. Aujourd'hui, les partis de centre droit, à qui tout a longtemps souri, ont du mal à justifier leurs contradictions croissantes.

En France, ils séduisent encore à l'échelon municipal et régional. En revanche, à l'échelle nationale, ils n'ont plus remporté aucun scrutin depuis 2007. Le déclin de la droite hexagonale a commencé par une courte défaite qui aurait sans doute été évitable. En 2012, Nicolas Sarkozy brigait un nouveau mandat

La combinaison d'une croissance débridée et du "bon vieux temps" ne va plus de soi.

– même s'il rebutait une bonne partie de l'opinion. Au second tour, il a dû s'incliner face à un socialiste, François Hollande, qui n'était pourtant pas un rude adversaire. Cinq ans plus tard, la droite désignait pour la représenter à la présidentielle François Fillon, un libéral catholique et conservateur qui, empêtré dans un scandale, n'atteindra même pas le second tour.

Existe-t-il une cause commune à la crise multiple que traverse le conservatisme en Europe ? Une chose est sûre : la montée du nationalisme met en évidence et exacerbe les divergences de visions au sein d'un centre droit qui fut longtemps dominant. Sa capacité à former des majorités et ses victoires dans les urnes

✓ *Dessin de Pudles paru dans The Economist, Londres.*

reposaient toujours sur la combinaison d'ingrédients strictement conservateurs avec une politique économique libérale favorable aux marchés : on affichait son respect de la tradition, de la famille et de la patrie, tout en se réclamant du capitalisme, du progrès technologique et de la mondialisation.

Avec des populistes comme Marine Le Pen, ou Jaroslaw Kaczynski en Pologne, l'offre politique s'étioffe pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'une idéologie forte, à même de dissoudre ce lien entre une vision conservatrice de la société et le libéralisme économique. La droite nationaliste est contre la mondialisation et se méfie du capitalisme. Même un populiste modéré comme Boris Johnson a surfé sur l'antilibéralisme ambiant en s'exclamant "*Fuck business!*" [pendant les négociations du Brexit]. La combinaison des dynamiques de marché et de l'autorité de l'État, d'une croissance débridée et du "bon vieux temps" ne va plus de soi. Dans bien des endroits, elle est déjà révolue – et avec elle, la recette à succès qu'avaient suivie, des années durant, les partis européens de centre droit.

—Matthias Krupa, Ulrich Ladurner et Jan Ross
Publié le 6 octobre

En Allemagne, un renouvellement

●●● "Il faut mettre les choses à plat."

Cette phrase, formulée par le secrétaire général de la CDU (chrétien-démocrate), Paul Ziemiak, le 11 octobre, est devenue la devise des conservateurs allemands, selon l'hebdomadaire **Der Spiegel**. Après la débâcle électorale du 26 septembre, la CDU-CSU va organiser un congrès pour surmonter ses divisions internes. "Sur ce point, tout le monde est d'accord : la CDU doit renouveler ses instances dirigeantes et se réformer, analyse le journal de Hambourg. D'autant que, après presque

seize ans au pouvoir, il est probable qu'elle se retrouve dans l'opposition."

Officiellement, la droite ne s'est pas retirée de la course à la chancellerie. Mais ses chances de former un gouvernement sont faibles : les Verts et les libéraux, des partis réputés "faiseurs de rois", ont annoncé vouloir négocier en priorité avec les sociaux-démocrates d'Olaf Scholz. "Nous ne ferons aucune porte", a déclaré Armin Laschet. Abandonné par ses alliés, le candidat conservateur déçu n'est néanmoins plus jugé à la hauteur, même au sein de son propre camp.



Pour que demain
les plus fragiles
aient toujours
leurs médecins

Vous pouvez transmettre vos biens à Médecins Sans Frontières.

En transmettant vos biens à Médecins Sans Frontières, vous continuez à faire vivre vos convictions et permettez de financer un accès durable aux soins aux populations victimes de crises humanitaires. Depuis près de 50 ans, MSF s'engage à défendre et préserver la santé de tous. Grâce à votre legs, votre donation ou votre assurance-vie, vous serez à nos côtés pour que demain les plus fragiles aient toujours leurs médecins.

LEGS - DONATIONS - ASSURANCES-VIE / Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer, sans affranchir votre enveloppe, à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 Paris Cedex 18

☐ **Oui, je souhaite recevoir sans engagement de ma part, votre documentation sur les legs, donations et assurances-vie.**

MES COORDONNÉES

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail :@.....

Téléphone :



*Sandrine Silvestre,
chargée des
relations testateurs,
répond à vos
questions en toute
discretion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org

Les informations recueillies dans ce formulaire sont destinées au département de la collecte de dons et aux tiers mandatés par MSF à des fins de gestion interne et pour faire appel à votre générosité. Elles ne sont conservées que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités. Ces données peuvent faire l'objet d'un transfert, notamment vers un pays en dehors de l'Union Européenne, qui sera encadré par les garanties appropriées requises par la réglementation sur la protection des données. Conformément au RGPD et à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, suppression, limitation, portabilité, opposition) quant à leur traitement et à leur utilisation à des fins de prospection, que vous pouvez exercer en nous écrivant par e-mail à donateurs@paris.msf.org ou par courrier à 14-34 avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour plus d'information, vous pouvez consulter notre politique de confidentialité disponible sur notre site internet.

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.

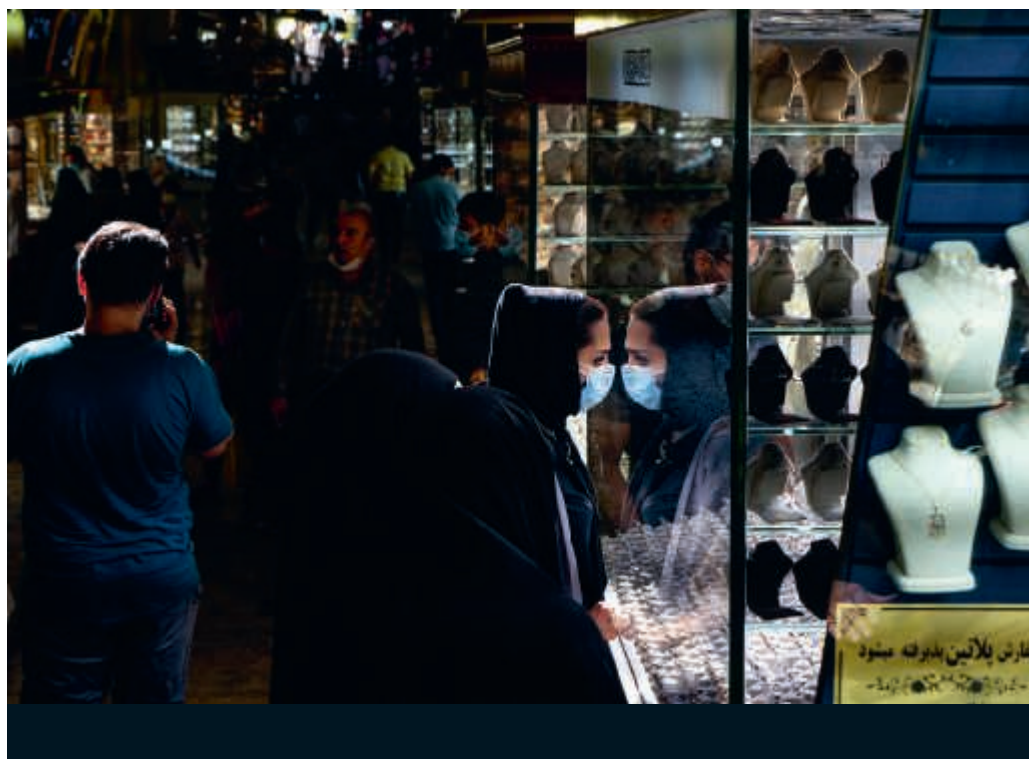


14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris
<https://leguez.msf.fr>



Iran. L'exil comme seul horizon

Frappés de plein fouet par les difficultés économiques et sans espoir d'embellie politique, les Iraniens ne croient plus en l'avenir. Parmi les jeunes, nombreux sont ceux qui envisagent de quitter le pays.



—The New York Times
New York

Etudiant en master d'ingénierie, Amir nous explique devant l'université de Téhéran qu'il a songé à se lancer dans le marketing numérique, mais qu'il a craint que le gouvernement ne restreigne l'accès à Instagram – ainsi qu'il l'a déjà fait pour d'autres applications. Il a ensuite pensé à créer une start-up, mais les sanctions américaines et l'inflation galopante l'en ont dissuadé. Chacune de ses tentatives de projet semble vaine, confie le jeune homme.

Il a peur de son pays, dit-il, et il voudrait partir une fois son diplôme en poche. *“J’ai 24 ans et je ne peux pas imaginer ma vie à 45 ans, affirme-t-il. Je ne peux pas concevoir un bel avenir dans ce pays. Chaque jour, je pense à partir. Et chaque jour que j’y pense, je me demande aussi ce qui va arriver à ma famille si je pars.”*

Ainsi vivent de nombreux jeunes diplômés dans la capitale. Ces jeunes qui avaient plaidé pour un assouplissement des restrictions sociales ainsi qu'une plus grande ouverture de leur pays sur le reste du monde, et qui avaient trouvé dans la signature de l'accord nucléaire de 2015 des raisons d'espérer. Mais il y a trois ans, le président Trump est revenu sur cet accord et a réinstauré des sanctions économiques contre la République islamique. Ces Iraniens se sont sentis trahis par les Américains et isolés avec un nouveau président fervent adversaire de l'Occident, Ebrahim Raïssi, dont les idées le placent aux antipodes de la jeunesse iranienne.

Après des années de sanctions américaines, de mauvaise gestion, et avec maintenant la pandémie, il n'est pas difficile de chiffrer les malheurs économiques de l'Iran. De nombreux prix ont plus que doublé depuis 2018, le niveau de vie s'est effondré et la pauvreté

augmente partout, notamment dans les zones rurales. Seuls les plus riches ont été épargnés. Aucune statistique n'exprime toutefois le degré d'incertitude des Iraniens de la classe moyenne et le nombre croissant de leurs espoirs déçus. Cette morosité ambiante transparaît à d'autres niveaux, tels que l'empressement à quitter le pays après la fin des études, l'âge du mariage de plus en plus tardif et la baisse de la natalité.

Résignation. Les conversations entendues à Téhéran lors d'une récente visite oscillent entre espoir et résignation, optimisme et réalisme – chacun se demandant comment se sortir au mieux d'une situation qui lui échappe. Venus dans la capitale pour faire des courses – il avait besoin d'un téléphone, elle avait un rendez-vous administratif –, Bardja Ariafar, 19 ans, et Zahra Saberi, 24 ans, sont assis sur un banc dans le parc Daneshjou. Ils exercent là

une des rares libertés arrachées à l'austère théocratie ces dernières années : alors qu'hommes et femmes ont interdiction de se mélanger dans les lieux publics, ils ont aujourd'hui le droit de s'asseoir ensemble à l'extérieur.

Bardja et Zahra travaillent tous les deux dans un entrepôt de Digikala, l'Amazon iranien, situé à Karaj, une banlieue où affluent d'anciens habitants de la capitale en quête de loyers moins élevés. Bardja arrondit ses fins de mois en travaillant aussi comme informaticien. Mais Zahra, comme tant d'autres jeunes Iraniens surdiplômés, n'a pas trouvé de travail lui permettant de valoriser ses études de littérature persane. Si elle se marie, sa famille devra payer une partie de tout ce dont le jeune ménage aura besoin : de l'électroménager aux vêtements, en passant par la maison et l'indispensable lot de miroirs et de chandeliers. La famille du marié devra, elle, fournir la parure de bijoux d'or et de diamants pour le mariage. Mais alors que le rial iranien a perdu près de 70 % de sa valeur en quelques années, la famille de Zahra ne pourrait pas se le permettre.

Alors qu'un dollar équivalait encore à 43 000 rials en janvier 2018, il en vaut aujourd'hui près de 277 000. L'effondrement de la devise iranienne a contraint le gouvernement à introduire une nouvelle unité l'an dernier, le toman, représentant 10 000 rials. Des vêtements aux loyers, tous les prix sont calculés à partir du dollar, car la plupart des matières premières sont importées. Résultat, les Iraniens dépensent beaucoup plus pour beaucoup moins. En 2020, le pourcentage d'Iraniens vivant avec moins de 5,60 dollars [4,8 euros] par jour a atteint les 13 % alors qu'ils étaient moins de 10 % il y a dix ans, révèle une analyse réalisée par Djavad Salehi-Isfahani, économiste à Virginia Tech. La situation est encore pire dans les campagnes, où près de 25 % de la population vit désormais dans la pauvreté, contre 22 % en 2019.

La classe moyenne iranienne est exsangue. Le nouveau smartphone de Bardja lui a coûté 70 % de son salaire mensuel. *“C'est difficile de se développer et de réussir en Iran, dit-il, je n'aurai peut-être pas d'autre choix que d'aller à l'étranger.”* Pour Zahra en revanche, pas question de partir. *“C'est chez*

moi ici, c'est mon pays, ma culture, déclare-t-elle. Je ne peux pas m'imaginer partir. Nous devons améliorer la situation ici, et non pas fuir.”

En juillet, les autorités iraniennes ont présenté un outil pour pallier la baisse des naissances et des mariages : une application de rencontre approuvée par l'État. Sauf que le problème pour les jeunes Iraniens n'est pas de trouver chaussure à son pied. Au milieu du grand bazar de Téhéran, Zahra essaie une bague tressée en or, incrustée de diamants ; les lumières de la boutique se reflètent sur ses ongles roses manucurés. *“Combien ?”* demande-t-elle, tout en montrant sa main à son fiancé. *“On vous fera un bon prix”,* répond Milod, 38 ans, propriétaire de la

“Ici, c'est difficile de réussir. Je n'aurai peut-être pas d'autre choix que de partir.”

Bardja Ariafar,
INFORMATICIEN DE 19 ANS

boutique. *“Vous avez des faux diamants ?”* *“Non, mais on vous fera un bon prix”,* répète Milod. *“Je ne veux pas de vrais diamants”,* réplique Zahra en retirant la bague. Alors que le prix de l'or a plus que décuplé ces dernières années, de plus en plus de couples optent pour de faux diamants. Certains se contentent de petites cérémonies et gardent leur argent pour partir. D'autres reportent le grand jour à plus tard ; d'autres encore renoncent par manque de moyens.

Une autre grande étape de la vie semble également de plus en plus hors de portée. En Iran, le taux de natalité a baissé de 30 % entre 2005 et 2020, et le taux de fécondité est passé à 1,8 enfant par femme en 2020, incitant le gouvernement à multiplier les mesures natalistes. Les potentiels parents s'inquiètent de nouveaux troubles sociaux et même du risque de guerre. Personne ne sait si le nouveau président ultraconservateur reviendra sur les quelques libertés obtenues de haute lutte par les Iraniens, comme le droit d'écouter de la musique occidentale dans les cafés ou de porter des tatouages. L'économie sera-t-elle un jour assez solide pour permettre à un enfant de vivre convenablement ?

Zahra Negarestan, 35 ans, et Maysam Saleh, 38 ans, ont eu de la chance, dans une certaine mesure.

Ils se sont mariés six mois avant que Donald Trump ne rétablisse les sanctions économiques. Peu de temps après, tout ce qu'un jeune ménage doit acheter avait doublé de prix. "C'était dur à ce moment-là, se souvient Zahra. On ne pensait pas que ça pourrait être pire." Le couple, qui vient de se lancer dans la vente de tours de potier, a toujours voulu avoir des enfants. Mais ils ne cessent de repousser la décision. "Vous pouvez avoir une vision très rationnelle des choses : pour avoir un enfant, j'ai besoin d'une assurance et d'un emploi avec tant de revenus, expose Maysam, qui travaille pour une entreprise de traitement des eaux et comme indépendant dans la production de vidéos. Ou bien, vous pouvez miser sur la foi : une fois que le bébé sera là, Dieu vous aidera. Mais quel que soit le jour, c'est mon côté rationnel qui l'emporte." Zahra veut rester optimiste : "Peut-être qu'il ou elle trouvera une meilleure façon de vivre que nous." Toutefois, précise-t-elle, s'ils ont un enfant et que la situation du pays se dégrade, ils partiront. Entre espoir et désespoir, il existe néanmoins des compromis. Pour certains, cela passe par un mariage avec de faux diamants ou une robe de location. D'autres se lancent dans la contrebande. Car les nantis de Téhéran peuvent toujours trouver des filtres à café néerlandais ou des minicarottes de Californie – en y mettant le prix – grâce à des petits trafiquants contournant les sanctions. Dans

les rues de la capitale, on voit des AirPods dernier cri et des Range Rover flamboyantes neuves.

Il y a dix-sept ans, lorsqu'elle a commencé à travailler comme ingénieure informatique, Fatemeh, 39 ans, gagnait suffisamment pour s'acheter une maison et vivre confortablement. Mais après trois enfants et l'effondrement de l'économie iranienne, elle a eu besoin de trouver de nouveaux revenus. Quand, en 2018, le retour des sanctions a obligé les marques étrangères à fermer boutique ou à augmenter leurs prix, Fatemeh a vu une occasion à saisir. Aujourd'hui, elle paye des Iraniens installés en Turquie pour qu'ils achètent certains produits et les acheminent – par avion ou par voiture – jusqu'en Iran. Trois ans plus tard, cette activité est florissante. Ses clients sont prêts à payer un surplus de 20 % sur les produits étrangers plutôt que de se résoudre à consommer iranien.

"Ce n'est pas comme si les sanctions signifiaient que l'on doit dire adieu à un mode de vie et à tout ce qu'on veut, explique-t-elle. On essaie de trouver des solutions." Fatemeh a doublé ses revenus, et pourtant cela suffit à peine. Les frais scolaires de ses enfants ont quadruplé en quelques années et son budget alimentaire a quintuplé. Elle espère avoir compensé les effets de l'inflation d'ici deux ans – ou plus, si la situation empire.

—Vivian Yee

Publié le 28 septembre

Colocation forcée à Téhéran

L'augmentation vertigineuse des loyers pousse de plus en plus de Téhéranais à partager leur appartement avec d'autres familles.

—IranWire (extraits) Londres

Cela fait quatre ans que Nasir a déménagé à Téhéran avec sa famille. En raison de la sécheresse généralisée dans le pays, il ne lui était plus possible de cultiver la terre de son père. Maintenant, il travaille comme assistant sur un poids lourd.

Quand il est arrivé à Téhéran, il louait un deux pièces de 75 mètres carrés pour sa famille de trois personnes dans un quartier du sud de Téhéran. Mais chaque année, les loyers ont augmenté plus que l'année précédente. Cette année, pour cet appartement situé au troisième étage sans ascenseur ni parking, le loyer est de 3 millions de tomans (100 euros), ce qui est au-dessus des moyens de la famille de Nasir.

Après de nombreuses disputes avec sa femme, il l'a finalement persuadée de partager l'appartement et le loyer avec un jeune couple qui venait d'emménager à Téhéran. "Je n'avais pas d'autre choix. Entre rester à Téhéran et continuer le même

travail et quitter toute cette vie pour retourner dans une ville où il n'y a ni travail ni eau pour cultiver la terre, j'ai dû [m'y résigner]. J'ai parlé avec Mehdi, le fils d'un parent qui est arrivé récemment à Téhéran et qui a réussi à trouver un travail comme gardien de maison. En raison des coûts pour se loger, il n'avait pas encore pu faire venir sa femme à Téhéran. Je lui ai proposé une chambre dans notre appartement."

Hausse de 100 %. Vivre dans de petites maisons en colocation ne concerne plus seulement des hommes et des femmes célibataires qui ont rêvé de poursuivre leurs études et d'avoir de meilleures conditions de vie dans la capitale. Cette année, une augmentation de 50 % à 100 % des loyers dans le pays, notamment à Téhéran, a mis à genoux de nombreuses familles locataires, les poussant à accepter de partager de petits appartements avec d'autres familles.

Sedigheh est une jeune femme qui a également déménagé à Téhéran il y a quelques années

en raison du chômage généralisé dans sa province natale, dans le sud-ouest de l'Iran. À Téhéran, elle a travaillé dans une école maternelle jusqu'à l'année dernière. Avant la pandémie de Covid-19, sa vie dans la capitale a été meilleure que celle qu'elle menait dans sa ville natale. Elle avait loué un petit appartement dans le sud de Téhéran dont le loyer représentait la moitié de son salaire. Mais lorsque le Covid-19 est arrivé, de nombreuses écoles maternelles ont fermé. Sedigheh a perdu son emploi. Désormais elle travaille dans des salons de beauté en tant qu'esthéticienne. Mais en raison de la baisse du nombre de clients se rendant chez les coiffeurs pendant l'épidémie, ses revenus ont encore baissé.

Au moment du renouvellement de son bail avec le propriétaire, Sedigheh attendait que le loyer augmente de 20 % à 25 %, ce qu'avait annoncé le gouvernement. Mais le propriétaire a réclamé une augmentation de 100 %. Sedigheh a donc décidé de vivre avec un couple âgé et de partager leur appartement. "Vivre sous le même toit avec des personnes âgées que je ne connais pas, qui ne dorment pas la nuit à cause de douleurs aux jambes, qui se lèvent tôt le matin pour prier, n'est pas facile, glisse Sedigheh. Mais je n'ai pas d'autre choix. Tant que j'ai des dettes, je dois le supporter."

—Venous Omidvar

Publié le 3 octobre



FILMAZAN JAZAN, CARACTERES PRODUCTIONS
© 2021 FILMS IRANIENS

LE NOUVEAU CHEF-D'ŒUVRE
DU CINÉMA IRANIE

71^e Internationale
du film de Berlin
Compétition

قصیده گاو سفید

LE PARDON

UN FILM DE
BEHTASH SANAEIHA & MARYAM MOGHADDAM

AU CINÉMA LE 27 OCTOBRE

Courrier international SENSITIVE

KMBO



Inde. L'Uttar Pradesh, une dystopie hindouiste

Dans cet État dirigé par le moine hindou Adityanath, les mesures antimusulmanes se multiplient et la répression contre l'opposition s'accroît. Plus grave encore, cette gouvernance extrémiste fait des émules chez d'autres dirigeants indiens, souligne cet universitaire.

—The Hindu Madras

Dans une récente diatribe contre les musulmans, le chef du gouvernement de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, s'est insurgé contre *"les gens qui disent 'abba jaan'"* [expression utilisée par les musulmans s'exprimant en ourdou pour s'adresser à leur père] et a laissé entendre, à tort, que sous les gouvernements précédents, l'aide alimentaire était uniquement attribuée aux musulmans au détriment des autres Indiens. Il clame haut et fort sa haine des musulmans, son dégoût de l'opposition et son impatience à l'égard des subtilités de la Constitution [laïque]. L'État qu'il dirige s'est ainsi dangereusement éloigné des valeurs d'inclusivité, de liberté et d'égalité assurées par la Constitution. Il s'en est également pris aux sympathisants "sans vergogne" des talibans en Inde. L'ironie de la chose étant que son gouvernement pratique l'intolérance religieuse et l'incitation à la violence, exactement comme les talibans.

Sous son gouvernement, la distinction entre les milices hindouistes et la police est devenue floue, ce qui permet à la police de fonctionner officiellement avec ces groupes d'autodéfense. Les milices pensent bénéficier de l'impunité pour leurs violences; la police est régulièrement inondée de propagande antimusulmane.

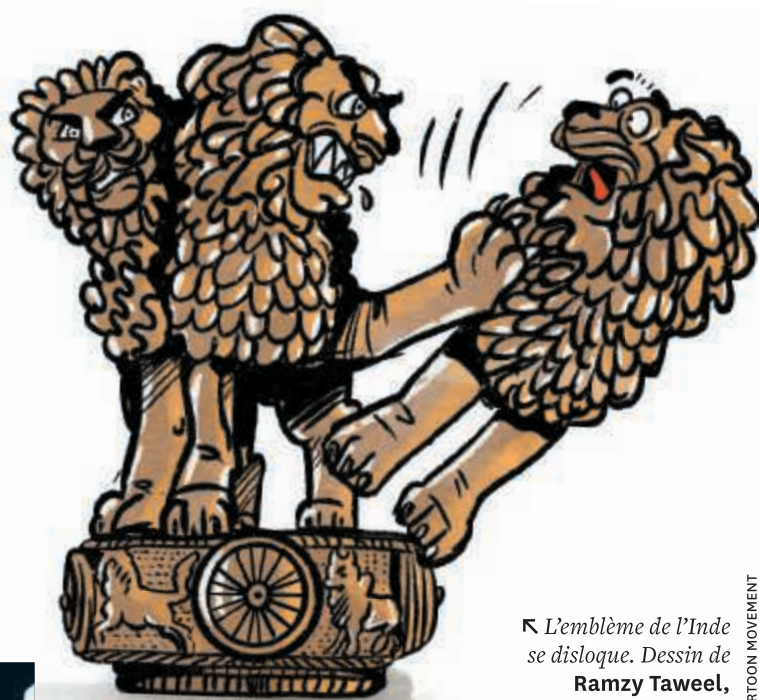
Tuer une vache, ou être accusé de faire du commerce de viande bovine, est désormais élevé au

crime de haute trahison. Le gouvernement de l'Uttar Pradesh a en effet souvent utilisé la Loi sur la sécurité nationale (NSA) pour arrêter des personnes qui s'étaient rendues coupables d'abattage de vaches: sur 139 personnes emprisonnées en vertu de la NSA en 2020, 76 étaient accusées d'avoir tué des vaches. La police de l'Uttar Pradesh a fièrement annoncé aux médias ses succès sur trois ans, à savoir 6476 "confrontations" – plutôt des fusillades extrajudiciaires contre de prétendus criminels, dont la plupart sont mutilés à vie. La majorité était de petits délinquants, voire des innocents, et beaucoup ont été inculpés pour "abattage de vache".

Autre "crime" gravissime figurant en tête des priorités du gouvernement de l'Uttar Pradesh, les mariages interconfessionnels entre hommes musulmans et femmes hindoues, qualifiés de "dijihad de l'amour". Adityanath a ordonné aux hauts fonctionnaires de police d'enquêter sur ces couples et, en novembre 2020, le gouvernement a adopté une ordonnance pour lutter contre ce qu'il décrit comme une "conversion illégale d'une religion à une autre". En un mois à peine, 86 personnes ont été inculpées dans 16 affaires impliquant des accusations de conversion par amour ou de mariage d'hindoues à des musulmans. Mais il n'y a eu aucune tentative de pénaliser les hindous qui épousent des musulmanes; cela ne correspond pas à la fable du "dijihad de l'amour".

Le gouvernement de l'Uttar Pradesh ne cache pas son hostilité envers ses citoyens musulmans – *"les gens qui disent abba jaan"*. Ces derniers mois, à l'approche des élections de l'État qui auront lieu en début d'année prochaine, la violence des campagnes – officielles et sur les réseaux sociaux – contre les citoyens musulmans, et autres minorités et dissidents, a dangereusement augmenté. Des familles musulmanes auraient accepté "volontairement" de céder leurs maisons aux alentours du temple Gorakhnath, apparemment pour contribuer à renforcer sa sécurité. Rappelons que le grand prêtre de ce temple n'est autre que Yogi Adityanath.

Le mois suivant, la brigade antiterroriste de l'État a affirmé avoir démantelé un réseau musulman qui aurait contraint plus de 1000 personnes à se convertir à l'islam. Les chaînes de télévision et les journaux en hindi en ont fait leurs choux gras. Mais de nombreuses personnes contactées par des journalistes indépendants ont affirmé que leur conversion était volontaire. La vente de viande et d'alcool a été complètement interdite à Mathura. Les lynchages sont



↳ L'emblème de l'Inde se disloque. Dessin de Ramzy Taweel, Palestine.

CARTOON MOVEMENT

en hausse, le plus souvent avec la protection tacite de la police.

Les musulmans ne sont pas les seuls à être menacés par le bras armé de l'État. Les personnes qui osent s'exprimer ou dénoncer des vérités dérangeantes, ceux qui manifestent pacifiquement, les Dalits [anciennement appelés "intouchables"] et les victimes de violences sexuelles s'exposent à la colère du pouvoir. Mais en période d'adversité, comme lors de la pandémie de Covid-19, ce sont tous les citoyens, sans exception, qui sont abandonnés à leur sort par un État indifférent, à l'orgueil démesuré.

Le viol de filles pauvres ou dalits n'est pas un phénomène nouveau dans l'Uttar Pradesh, mais la volonté éhontée de la police de terroriser les victimes et de protéger les violeurs influents socialement ou politiquement est particulière à ce gouvernement.

S'exprimer ou écrire contre les actions de l'État, sans parler d'organiser des actions, est également devenu dangereux dans l'Uttar Pradesh. Les manifestants, pour la plupart pacifiques, contre la loi sur la citoyenneté [n'accordant la possibilité de devenir indien qu'à des réfugiés non musulmans] ont fait l'objet de 10900 ouvertures d'enquête par la police. Vingt-deux personnes ont été tuées par des tirs de la police, 41 mineurs ont été arrêtés, 500 plaintes ont été déposées à l'encontre des manifestants accusés d'avoir endommagé des biens publics.

Pire, lors de la deuxième vague de Covid-19 dans l'État, alors que des rapports faisaient état d'un manque criant d'oxygène, de tests

et de lits d'hôpitaux, le dirigeant de l'État n'a voulu voir, une fois de plus, qu'un sinistre complot visant à diffamer son gouvernement. Yogi Adityanath a refusé de reporter les élections locales et au moins 1600 enseignants qui tenaient les bureaux de vote sont morts parce qu'ils ont été exposés au virus. Une fois de plus, les familles endeuillées n'ont eu droit à aucune excuse, seulement des démentis furieux.

Certains signes inquiétants portent à croire que cet extrémisme hindouiste gagne les dirigeants d'autres États comme l'Assam, l'Haryana et le Madhya Pradesh. Pendant ce temps, l'Uttar Pradesh est en train de devenir une dystopie hindouiste, sans être aucunement freiné par l'esprit de la Constitution.

—Harsh Mander
Publié le 5 octobre

L'auteur

●●● Écrivain, chercheur et enseignant, Harsh Mander milite en faveur des droits humains et de la paix. Il travaille avec des survivants de violences de masse, des victimes de la faim et des sans-abris. En 2017, il a lancé Karwan-e-Mohabbat ("la caravane de l'amour"), une campagne nationale de solidarité avec les victimes de violences communautaires ou religieuses.

↓ Dessin de Shambhavi Thakur
paru dans NewsLaundry,
New Delhi.

L'école vire au safran

Le réseau d'écoles privées du groupe ultranationaliste RSS prospère dans le pays. Mais sa vision de la culture et de l'histoire indiennes est très critiquée. D'autant qu'elle commence à déteindre sur les livres de classe de l'école publique.

—Outlook

(extraits) New Delhi

Il est 8 h 30 et nous sommes à la Saraswati Bal Mandir School, dans une rue étroite de Nehru Nagar, au sud de Delhi, bien en retrait de la circulation effrénée de l'extérieur. Un air de tranquillité plane sur les élèves réunis dans la cour. L'un d'entre eux allume une lampe devant trois images bordées de guirlandes – la déesse Saraswati [déesse de la connaissance], le symbole Om [de l'hindouisme] et Bharat Mata [figure allégorique de l'Inde] – en murmurant une prière. Les mains jointes, la centaine d'élèves alignés en rangs le suit sur fond de chants védiques.

Au bout de dix minutes de prières, tout le monde gagne sa classe sous la direction d'un professeur chargé de la discipline. *“Nous cherchons à inculquer la discipline aux élèves”,* indique Bela Mishra, la directrice. *“À cause des restrictions dues au Covid, nous avons réduit la cérémonie du matin à dix minutes. D'habitude, nous consacrons vingt à trente minutes à des shloka [quatrains], des prières et des récits sur des personnages historiques”,* ajoute-t-elle. Elle a rejoint l'école en 1991. La Saraswati Bal Mandir School fait partie des milliers d'établissements d'enseignement dirigés par le Vidya Bharti, la branche enseignement du Rashtriya Swayamsevak Sangh [RSS, groupe ultranationaliste hindou, fondateur du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti du Premier ministre Narendra Modi].

Poèmes hindous. Fondée en 1971, l'école compte actuellement 2000 élèves. L'idéologie de l'organisation mère n'intervient pas dans son fonctionnement, insiste Bela Mishra. *“Nous sommes une école normale, comme toutes les autres. Nous sommes fiers de mettre en avant la culture et les valeurs indiennes.”* Sur les murs de

ce bâtiment de trois niveaux sont affichés les enseignements et les photographies de K. B. Hedgewar et M. S. Golwalkar, les idéologues du RSS. On trouve des représentations de la déesse Saraswati sous diverses formes dans le bâtiment et dans la cour. Les nombreuses peintures qui couvrent les murs intérieurs montrent des scènes du Mahabharata et du Ramayana [deux grands poèmes épiques classiques de la culture hindoue]. Un panneau posé devant une salle de classe annonce le programme des récitation et chants : mardi, Hanuman Chalisa; mercredi, chants patriotiques; jeudi, Ramayana; et vendredi, hymnes de la Bhagavad Gita.

La Saraswati Shishu Mandir a été la première école fondée [par le Vidya Bharti], à Gorakhpur, dans l'Uttar Pradesh, en 1952. L'organisation compte aujourd'hui 12828 établissements réunissant 3465631 élèves dans tout le pays. On y enseigne également le yoga, l'éducation physique, la musique, le sanskrit, l'éthique et l'éducation spirituelle.

“Nous avons plus de 300 élèves musulmans sur 2000 élèves”, détaille fièrement Bela Mishra.

D'après Najma, une maman, son fils Shazir Ali, en terminale et excellent élève, n'a jamais rencontré la moindre discrimination du fait de sa religion. L'établissement lui apporte un soutien sans faille, ajoute-t-elle. *“Quand nous avons quitté notre village du Moradabad pour venir à Delhi, il n'a pas été facile d'inscrire mon fils dans une école. Celle-ci a donné à mon fils la possibilité de réussir. Ses frères et sœurs y sont inscrits aussi, et moyennant des frais de scolarités insignifiants”,* précise-t-elle.

Outre les écoles, le Vidya Bharti gère également des centres d'enseignement informels – il en existe 6418 –, ainsi que 4935 écoles primaires rurales. D'après Sunil Ambekar, chef et directeur national des médias du RSS, le Vidya Bharti constitue une aubaine pour les enfants de milieux défavorisés. *“L'objectif du Vidya Bharti, c'est de donner une éducation de qualité à un coût abordable aux enfants des zones reculées, où ils ne peuvent pas vraiment accéder aux écoles publiques. L'autre point, c'est le programme. Pendant longtemps l'éducation n'a pas été enracinée dans les traditions anciennes. Le Vidya Bharti souhaite adopter des pratiques basées sur la recherche dans ce domaine”,* déclare-t-il.

Dieux indiens. Les écoles primaires rurales sont dirigées par l'Akhil Bharatiya Vanvasi Kalyan Ashram (ABVKA), une organisation du RSS qui travaille au sein des minorités tribales. Selon Kripa Prasad Singh, son président, elles donnent une éducation à 149616 élèves des minorités tribales. *“Un enseignant fait classe à*

30 à 40 enfants pendant deux heures sous un arbre. On leur enseigne les dieux indiens, les rivières, les héros, les montagnes, les nombres...” Si certains qualifient ces écoles d'institutions missionnaires, Singh soutient qu'elles s'emploient à protéger les droits des minorités tribales. *“Les services de l'Église sont destinés à convertir les minorités tribales au christianisme alors que nous, nous travaillons à protéger leurs droits fondamentaux”,* affirme-t-il. Les écoles du Vidya Bharti accueillent tout le monde. *“Dans le village de Nuh, nous avons une école qui compte 40 % d'enfants musulmans. Le père d'un élève musulman a récemment été critiqué par certains membres de sa communauté pour avoir participé à un événement de l'école. Il a fière-*

“C'est grave de présenter aux jeunes esprits une histoire déformée.”

S. Irfan Habib,
HISTORIEN

ment répondu que celle-ci avait donné un enseignement de qualité à son fils”, raconte Ravi Kumar, chargé de ces établissements dans l'État.

Dans certains États, par exemple le Kerala et le Bengale-Occidental [où le BJP est minoritaire], les écoles du RSS sont accusées de safraniser les manuels [leur donner la couleur de l'hindouisme]. En 2018, le gouvernement du Bengale-Occidental a ordonné la fermeture de 125 établissements d'enseignement du RSS au motif que leurs manuels scolaires déformaient l'histoire.

En 2017, des parents et des militants avaient protesté contre les manuels scolaires au Kerala.

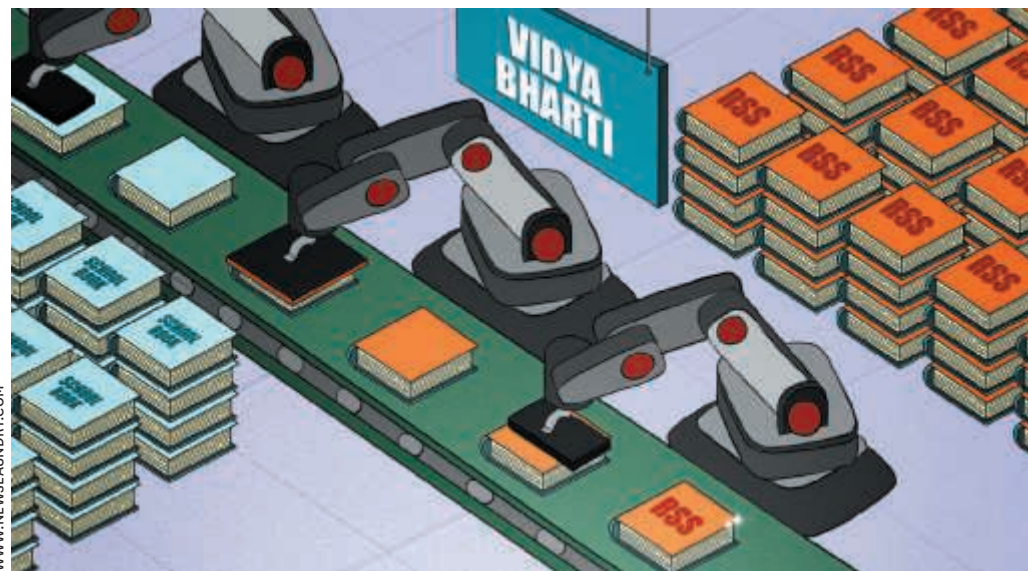
Les autorités de ces États reprochent aux manuels du Vidya Bharti de mal expliquer l'histoire et la culture indiennes. La plupart de leurs établissements sont affiliés au Conseil central de l'enseignement scolaire, à plusieurs conseils régionaux et à l'Institut national de l'enseignement libre. Outre le programme officiel, les élèves du CM1 à la terminale travaillent sur une série d'ouvrages [de culture générale] appelée “Bodhmala”, qui est publiée en hindi, en anglais et en diverses langues régionales par le Vidya Bharti de l'État de l'Haryana. Ces livres comportent des chapitres intitulés entre autres “Mother India”, “Les vaillants fils de Mother India”, et abordent les connaissances, le patrimoine culturel, les épopées, l'histoire, [la morale basée sur le] Vasudhaiva Kutumbakam et la tradition scientifique indiennes.

Le Vidya Bharti publie également des ouvrages destinés aux enseignants, sur la base desquels enseignants et élèves doivent passer un examen chaque année. Ces livres consacrent des chapitres à K. S. Hedgewar et M. S. Golwalkar. À l'heure où les écoles du RSS sont en pleine expansion, nombre d'historiens considèrent leur enseignement comme un projet dangereux qui risque de creuser le fossé entre les communautés.

Pour l'historien S. Irfan Habib, leur présentation erronée de l'histoire [souvent basée sur la mythologie et débarrassée de faits dérangeants sur les émeutes opposant hindous et musulmans, par exemple] va créer une société divisée. *“C'est grave de présenter aux jeunes esprits une histoire déformée. Ils grandiront avec une vision scandaleuse de l'Inde, du passé, du présent et de l'avenir du pays. Cela constitue une menace pour notre tissu social”,* assure-t-il.

Et si la nouvelle “politique éducative nationale” (NEP) adoptée par le gouvernement central [en juillet 2020] a été saluée par le RSS et ses alliés car elle reprend nombre de ses suggestions, certains déplorent que le programme une fois révisé soit sur la même ligne que celui des écoles du Vidya Bharti.

—Preetha Nair
Publié le 4 octobre





amériques

États-Unis.

Le Texas, laboratoire de l'Amérique

Économie, démographie... L'État du Sud préfigure l'avenir du pays, malgré ses politiques conservatrices qui ont de quoi faire peur, analyse cet universitaire d'Austin, spécialiste du développement urbain.



—The New York Times
(extraits) New York

D'Austin (Texas)

La Californie, c'est "l'Amérique en accéléré", entend-on souvent dire. Une maxime que les progressistes reprennent fièrement à leur compte, tandis que les conservateurs l'enveloppent de guillemets inquiets. Mais si l'on cherche vraiment un État baromètre capable d'offrir un aperçu de l'avenir économique de notre pays, de ses moteurs de croissance et de ses lignes de faille politiques à long terme, ce n'est pas la Californie, c'est le Texas.

C'est en effet ce qui ressort du recensement de 2020, ainsi que des données économiques des vingt dernières années : de plus en plus d'Américains s'installent dans des grandes villes; un processus d'urbanisation encore plus rapide au

Texas qu'en Californie. Et si nous entendons beaucoup de commentaires sur le tour que prendra notre vie politique lorsque les États-Unis deviendront un pays "où les minorités seront majoritaires", le Texas, comme la Californie, a déjà atteint cet horizon démographique. Ses orientations politiques actuelles constituent un bon indicateur des difficultés qui se profilent pour l'ensemble du pays.

Je conçois que la pensée même de prendre l'exemple du Texas comme présage de l'avenir national puisse terroriser beaucoup de personnes de gauche et de modérés, au vu des offensives du Parti républicain texan pour restreindre l'accès au vote et le droit à l'avortement. Mais aussi au vu de ses nouvelles lois autorisant le port d'arme à feu en public et sans permis et de l'aversion de son gouverneur, Greg Abbott, pour le port du masque et l'obligation vaccinale.

Mais au regard des changements intervenus dans la démographie, l'économie et la géographie urbaine du Texas, on peut raisonnablement penser que ses législateurs conservateurs ont encore plus peur de ce que l'avenir peut leur réserver. Ils sont d'ailleurs tellement terrifiés qu'ils ne cessent de jeter des grains de sable dans les rouages de ce moteur de croissance.

Voici ce qu'il faut comprendre à propos du Texas : c'est un État en pleine expansion. Il a gagné 4,2 millions d'habitants entre 2000 et 2010, et encore 4 millions ces dix dernières années, avec un taux de croissance frisant les 40 % – deux fois supérieur à celui de tout le pays. Le plus frappant tient à l'identité de ces nouveaux Texans. Depuis 2010, ce sont à plus de 95 % des personnes de couleur.

Ceux qui n'y vivent pas pensent souvent que le Texas est un bloc monolithique blanc, rural et conservateur. En réalité, moins de 40 % des Texans sont des Blancs non hispaniques. Pour chaque Blanc arrivé ces dix dernières années, il y a eu trois Noirs, trois Asiatiques, trois personnes d'origines multiethniques, onze Hispaniques. Dallas-Fort Worth, Austin et Houston abritent en outre de larges communautés LGBTQ.

Ce sont précisément ces zones urbaines qui, depuis dix ans, ont absorbé quasiment tout l'accroissement démographique. Sur les dix comtés périurbains qui ont connu la croissance la plus rapide aux États-Unis, six sont au Texas. Chacun a sa personnalité économique, sa culture et son caractère propres, des carrefours internationaux que sont Houston et Dallas au pôle d'innovation d'Austin. El Paso est au cœur d'une mégarégion transfrontalière florissante; San Antonio est un centre de rayonnement culturel et d'excellence scientifique.

L'évolution du profil démographique du Texas n'est qu'une face de la médaille; l'autre tient à l'évolution de son économie et de son offre industrielle. J'ai travaillé plus de vingt ans comme conseiller au développement économique pour plusieurs grandes villes dans le monde. Ce qui singularise le Texas est le rôle démesuré que veulent tenir le secteur privé, les partenariats public-privé, les promoteurs immobiliers et des entreprises de toute taille dans les politiques publiques.

Ce n'est pas forcément un bon point car les entreprises peuvent profiter indûment de l'environnement favorable aux affaires existant dans l'État (elles ne s'en privent pas). Cela étant, elles ne sont pas seulement attirées par le Texas en raison de sa faible fiscalité ou de ses mesures d'incitation généreuses. Elles apprécient surtout le principe d' "intervention étatique minimale" et la perspective d'avoir voix au chapitre dans l'élaboration des politiques publiques. C'est la raison pour laquelle tant d'entreprises californiennes s'installent au Texas ou y étendent leurs activités. Parmi celles qui ont franchi le pas l'an dernier, citons Oracle, Tesla et HP Enterprise.

Sur les dix comtés périurbains qui ont connu la croissance la plus rapide, six sont au Texas.

Le Texas n'est plus uniquement défini par le pétrole et le bétail; son économie est l'une des plus diversifiées du pays. La classe créative du Texas – les professions indépendantes, les spécialistes des hautes technologies, les chercheurs, les enseignants et intervenants culturels – a augmenté de près de 30 % depuis 2010. Pourtant, le gouverneur Abbott et le Parti républicain ont adopté un programme politique vertical, rétrograde, qui exclut de vastes pans de la population texane et va à l'encontre des valeurs de beaucoup de ses nouveaux acteurs. Il me semble qu'ils commettent là une erreur fatale.

☞ "Tout est plus grand au Texas." Sur le badge : Gouverneur Abbott. Sur la poubelle : Masques. Sur le cintre : Interdiction de l'avortement.

Dessin d'Adam Zyglis paru dans The Buffalo News, États-Unis.

La plupart des particuliers et des entreprises qui ont été attirés au Texas ne sont pas des pèlerins conservateurs venus ferrailer dans une interminable guerre culturelle. Beaucoup sont outrés par le caractère clivant du programme du Parti républicain. C'est ce que montre l'enquête réalisée en août par le Texas Politics Project de l'université du Texas : 52 % des sondés estiment que le Texas fait fausse route – la proportion d'opinions négatives la plus élevée qu'ait jamais constatée l'organisme.

Les entreprises technologiques qui ont, en grande part, dopé la croissance d'Austin et de Houston ne sont nullement forcées de rester au Texas, et elles s'en iront s'il leur devient plus difficile de recruter des éléments d'élite.

Le modèle texan de coopération entre secteurs public et privé, dont les acteurs partagent un objectif de croissance, est sans doute un exemple que d'autres États pourraient suivre. Mais il ne tient qu'à un fil. Certaines sociétés proposent déjà de muter leurs employés – un signal d'alarme certes minime mais significatif à l'adresse des responsables républicains.

La voie qu'emprunte le Texas annonce celle qu'emprunteront les États-Unis – pour le meilleur ou pour le pire.

—Steven Pedigo
Publié le 5 octobre

Contrepoint

●●● Depuis le 1^{er} septembre et l'entrée en vigueur de la loi antiavortement qui interdit toute IVG après six semaines de grossesse, tous les yeux sont rivés sur le Texas. Alors que le bras de fer juridique continue entre l'État texan et le gouvernement fédéral sur l'invalidation de cette loi, certains redoutent un effet de contagion qui pourrait pousser d'autres États à lui emboîter le pas. C'est le cas du chroniqueur Charles Blow, qui souligne, lui aussi dans les colonnes du **New York Times**,

que le Texas est "un signe annonciateur de malheur" pour le reste du pays, sur l'avortement comme sur la discrimination électorale ou le rejet des personnes trans (le Texas détient le record du nombre de projets de lois transphobes). Pour le chroniqueur, le Texas est devenu "le fer de lance de la régression", un État "qui s'évertue à institutionnaliser et à légaliser le racisme, la misogynie et la transphobie" et qui pourrait bien faire des émules.

LES CHEFS
SONT DEVENUS
DES STARS.



ONT-ILS
ENCORE
BESOIN
D'ÉTOILES ?

Les Echos

WEEK-END

Tout le plaisir d'être curieux



BRÉSIL

Salvador de Bahia cultive ses liens avec l'Afrique

La ville dite “la plus noire hors d'Afrique” a ouvert des centres culturels de pays du continent en hommage, notamment, aux descendants d'esclaves.



—El País Brasil (extraits)
São Paulo

Chez les peuples d'Afrique de l'Ouest, selon le concept de sankofa, représenté par un oiseau tournant sa tête vers sa queue, “il n'est pas tabou de repartir en arrière chercher ce qui a été oublié”. Dans le quartier du Pelourinho, à Salvador de Bahia, dans le nord-est du Brésil, il suffit de flâner pour voir le passé s'entremêler au présent par-dessus la carte postale des rues en pente et des façades coloniales peintes de couleurs vives : le passé est là, dans les percussions des *atabaques* jouant l'*afoxé* [musique issue du candomblé], dans ces Bahianaises qui vendent dans la rue des petites boules d'*acarajé*, un

plat typique originaire d'Afrique, sur ces tableaux que vendent les artistes de rue.

Mais aussi dans ces centres culturels de pays africains qui, au-delà de l'horreur de l'histoire de l'esclavage, entretiennent leurs liens avec le Brésil dans cette belle cité qui est, dit-on, la plus grande ville noire hors d'Afrique. En plein cœur de Comércio, le quartier de la baie, se dresse sur trois étages une imposante demeure du XVIII^e siècle, la Maison du Bénin, pays d'où arriva l'immense majorité des esclaves au Brésil. Ce centre culturel a été fondé en 1988, après une rénovation confiée à l'architecte Lina Bo Bardi; l'édifice, qui avait abrité des logements et des commerces, avait subi un incendie en 1978. Les

collections de la Maison du Bénin, parmi lesquelles des articles en métal de la liturgie orisha, ces divinités originaires d'Afrique de l'Ouest, des ustensiles du quotidien et des sculptures sur bois, ont été réunies pour une grande partie par le photographe et anthropologue français Pierre Verger. Il fut, avec Arlete Soares, responsable des équipements culturels publics pour la ville de Salvador, le grand artisan du centre culturel.

L'un des objets les plus précieux de la collection est une double hache de Xangô, l'orisha de la justice, taillée dans le bois, dénichée par Verger sur un marché béninois. Igor Tiago, le médiateur culturel de la Maison du Bénin, explique : “La Maison du Bénin se déploie sur deux axes, l'architecture et la collection d'art. Nous accueillons à la fois de nombreux architectes, qui viennent pour le design des lieux, et de nombreux spécialistes de Verger, venus pour les objets d'art.” Lorsqu'ils viennent pour la première fois, “beaucoup de gens sont émus, confie-t-il. Car ils ressentent immédiatement les liens qui les unissent avec le Bénin. C'est comme si les lieux leur rappelaient des choses qu'ils n'avaient pas vécues, dont ils ne se souviennent pas, et qu'ils sentent immédiatement, à peine entrés.”

Art et techniques. “La Maison du Bénin est un pont entre Salvador et l'Afrique”, ajoute le responsable culturel Chicco Assis. Sa mission : favoriser une lecture contemporaine de cette collection d'art qui raconte tout un pan de l'identité *soteropolitana* [de Salvador de Bahia] : “Il est essentiel de proposer un autre regard sur l'Afrique, de mettre en avant les techniques dans les domaines de la musique, de l'architecture, de la conception des outils tels qu'on les voit ici.”

Une vision que partage Benjamin Sabby, le directeur de la Casa d'Angola, située à tout juste 150 mètres, et fondée en 1999 par l'ambassade d'Angola pour promouvoir la culture angolaise et les échanges culturels avec le Brésil. Ses collections issues des réserves du Musée national d'anthropologie de Luanda où se côtoient œuvres d'art, objets rituels magico-religieux et une bibliothèque de plus de 9000 volumes, ne sont qu'un de ses atouts.

Ce que Benjamin Sabby préfère, c'est accueillir des groupes scolaires. “La visite est extrêmement

valorisante pour les jeunes d'ascendance africaine, estime-t-il. C'est triste, quand on est enfant, de n'associer que des choses négatives à l'endroit dont on est originaire. Je leur montre des vidéos de Luanda, de Johannesburg, de villes développées, pour qu'ils voient que le continent africain n'est pas bloqué dans le passé.” Benjamin Sabby déplore la méconnaissance, chez les Brésiliens afrodescendants, de l'histoire de résistance de leurs propres peuples. En Angola, on étudie l'esclavage dès le plus jeune âge, mais l'accent est mis aussi sur ces héros qui luttèrent contre les colons, de la reine Njinga, qui [au XVII^e siècle] consacra quarante années de sa vie à la défense de

“Il est essentiel de proposer un autre regard sur l'Afrique.”

Chicco Assis,
RESPONSABLE CULTUREL
DE LA MAISON DU BÉNIN

son pays, jusqu'à des figures plus contemporaines de la lutte pour l'indépendance, déclarée en 1955.

“J'ai le sentiment qu'ici, tout le monde est convaincu que les Noirs n'ont jamais été que des esclaves et que leurs descendants sont seulement des descendants d'esclaves, poursuit Benjamin Sabby. C'est faux. Ils sont les descendants de sociétés organisées qui avaient des rois, une aristocratie, des artistes, toute une sociologie. Les Africains ne sont pas nés avec un destin d'esclave.”

Le directeur de la Maison de l'Angola, qui vit là depuis [près de quatre ans], trouve par ailleurs à Salvador de Bahia une religiosité africaine plus forte que dans son propre pays : “Finalement, je renforce mon identité africaine ici. Salvador fait partie de ces endroits où je ne me suis jamais senti étranger, le paysage architectural est très semblable à celui de mon pays et les visages se ressemblent aussi. Il m'arrive souvent, en croisant quelqu'un, d'avoir l'impression de reconnaître quelqu'un de Luanda.”

S'il est une chose à laquelle Benjamin Sabby n'était pas habitué, en revanche, c'est le racisme. “S'il ne lutte pas contre le racisme, le Brésil ne peut pas espérer être une puissance”, lâche-t-il. Et, sur ce point, les centres culturels africains ont beaucoup à offrir : “Dans le contexte brésilien, tout espace de production et de préservation

du patrimoine des communautés africaines est bien plus qu'un lieu de culture : c'est un lieu de resserrement des liens et de lutte contre les discriminations.”

La Maison du Bénin a été pensée comme un projet pilote pour d'autres structures de représentation de pays africains, doublées en contrepartie d'une Maison du Brésil dans chacun des pays concernés. Mais divers obstacles politiques ne l'ont pas encore permis. La Casa do Brasil au Bénin a ainsi une mission plus restreinte que son homologue à Salvador et n'a jamais organisé d'exposition d'art brésilien.

Pour le muséologue Joaquim Araújo, auteur d'un mémoire sur les Maisons du Bénin et de l'Angola à Salvador, ces lieux font malheureusement l'impasse sur la modernité : “Les Casas tombent dans des stéréotypes très forts attachés aux cultures africaines, et montrent des cultures traditionnelles qui semblent figées dans le temps. Elles ne parviennent pas à les inscrire dans la modernité.” Le spécialiste montre du doigt par exemple l'absence de l'afrofuturisme [qui s'approprie les codes de la science-fiction], dont l'afrobeat ghanéen ou Nollywood, le cinéma nigérian, ne sont que les représentants les plus visibles.

Malgré tout, le muséologue reconnaît à ces institutions un rôle culturel, historique et même diplomatique : “Toutes les visions du monde représentées dans l'État de Bahia ont des liens forts avec cet héritage africain.” Force est de reconnaître que nous, Brésiliens, avons bien moins en commun avec les rois de France qu'avec les *obas* (“rois”, “dirigeants” en édo, langue nigériane).

—Joana Oliveira
Publié le 12 août

SOURCE



EL PAÍS BRASIL

São Paulo, Brésil
brasil.elpais.com

Le portail brésilien du quotidien espagnol *El País* a été lancé fin 2013, quelques mois après la création de l'espace dédié à l'Amérique latine sur son site web. Au total, les sites hispanophone et lusophone d'*El País* s'adressent à un public latino-américain potentiel de 500 millions de lecteurs.



Forum expat

NOMADES 2021

Deux journées de
conférences en ligne pour
vous accompagner dans
votre aventure à l'étranger

20 & 21 OCTOBRE

EN DIRECT DEPUIS L'AUDITORIUM GROUPE LE MONDE
Sur Facebook, YouTube et LinkedIn

Inscrivez-vous sur : leforumexpat.com

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de :





afrique

France-Algérie. Un passé douloureux, un avenir incertain

Le débat mémoriel empoisonne les relations entre la France et l'Algérie. Mais la vraie raison des récentes crispations pourrait être le blocage de nombreux dossiers, notamment économiques.



—Middle East Eye Londres

La focalisation du président français Emmanuel Macron, et des relais médiatiques en France, sur les tensions autour de la question mémorielle entre Alger et Paris renseigne sur cette volonté française d'éluder le fond du problème algéro-français : les trop nombreux blocages des dossiers de la coopération entre les deux pays.

Dans la matinale de la radio France Inter, le mardi 5 octobre, le président français en a remis une couche, tout en souhaitant un "apaisement" : "Quand on m'a posé une question sur l'accueil qui a été fait au rapport Stora en Algérie,

j'ai été obligé de dire la vérité. Le président [algérien Abdelmadjid] Tebboune en avait parlé avec nous (...) et il avait des mots amicaux et proportionnés. Mais la contrepartie [sic] de Benjamin Stora a eu des mots extraordinairement durs, beaucoup de gens ont insulté, parfois menacé, Benjamin Stora suite à ce rapport. On ne peut pas faire comme si cela n'était rien."

Emmanuel Macron, qui venait de subir la colère d'Alger après ses déclarations sur "la rente mémorielle" du "système politico-militaire" algérien, et ses doutes sur l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation, a invoqué un autre argument de la tension entre Alger et Paris en évoquant,

donc, le sort fait en Algérie au rapport de l'historien Benjamin Stora portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie, remis à l'Élysée en janvier 2021. Or, il l'a dit lui-même, le président Tebboune a eu des "mots amicaux et proportionnés" vis-à-vis du travail de Stora. L'historien, selon le président algérien, "n'a jamais été dans l'excès, toujours proche de la vérité", avait-il déclaré à l'hebdomadaire *Le Point*, en juin, tout en précisant que Stora avait "rédigé un rapport destiné à son président mais qui ne nous est pas adressé".

Quant à la réaction de la "contrepartie de Benjamin Stora" citée par Macron, il s'agit de l'accueil par Abdelmadjid Chikhi, conseiller auprès du président Tebboune chargé des archives et de la mémoire nationales, du rapport français. Abdelmadjid Chikhi a été désigné par le président algérien comme une sorte d'interlocuteur de Stora en Algérie. Mais dès la publication du rapport en France, Abdelmadjid Chikhi, également directeur des Archives nationales, n'a pas souhaité commenter le travail de Stora, estimant qu'il ne l'avait pas reçu "officiellement". Une manière de se dédouaner de ce rapport et de le laisser dans la sphère des débats hexagonaux.

Problème français. "C'est un rapport franco-français. Il ne nous a pas été transmis de manière officielle pour que l'on soit dans l'obligation, au moins morale, de répondre sur son contenu", avait déclaré Chikhi. N'est-ce pas ce qu'a dit Emmanuel Macron sur France Inter en parlant de la "tension" algéro-française, qu'il veut apparemment centrer sur la question mémorielle? "Ce n'est pas un problème diplomatique, c'est d'abord un problème franco-français", a déclaré le président.

L'autre accueil officiel du rapport Stora en Algérie a été exprimé par le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, à l'époque également porte-parole du gouvernement, pour qui le travail de l'historien français "occulte les revendications légitimes de l'Algérie, en particulier la reconnaissance officielle par la France des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, perpétrés durant les cent trente années de l'occupation de l'Algérie".

Donc, pour résumer, on est loin des "mots extraordinairement

durs", des insultes et des menaces contre Stora évoqués par Macron dans son entretien à France Inter. Cela ne minimise en rien l'immobilisme algérien sur la question de la mémoire – même en interne, si l'on peut dire – quand on voit comment les historiens algériens (ne parlons même pas des étrangers) ne parviennent pas à travailler sereinement en Algérie, notamment à cause de la gestion des Archives nationales, dirigées justement par Abdelmadjid Chikhi.

En fait, la réelle problématique mémorielle, qui est effectivement un point de fixation fiévreuse entre

"Macron serait impatient face aux tergiversations algériennes sur la question du Mali."

UN OBSERVATEUR ALGÉROIS

les deux pays – et ce n'est point une nouveauté –, cache un cumul de blocages de presque tous les dossiers de la coopération algéro-française. Si Emmanuel Macron attaque sur l'angle du dossier de l'histoire de la colonisation, il ne fait qu'imiter les autorités algériennes, qui ont mobilisé ce biais pour régler ou mettre sous tension d'autres questions. L'avantage pour Macron est de faire fructifier une thématique bancable électoralement parlant (comme le faisait Alger sur le plan interne), sans pour autant hypothéquer l'avancement des autres dossiers litigieux.

Et des dossiers bloqués, il en existe à profusion. À commencer par la question délicate du renvoi des clandestins algériens, que l'Algérie refuse d'accueillir en masse, laquelle a déclenché la récente mesure de rétorsion française consistant à réduire de moitié les visas octroyés aux Algériens.

D'autres sujets restent également problématiques, notamment les dossiers économiques, qui, non seulement n'avancent pas d'un iota depuis des années, mais deviennent pour la plupart des dossiers de contentieux. Sur 11 accords de coopération économique signés en décembre 2017 dans le cadre du Comité intergouvernemental de haut niveau franco-algérien (CIHN), seul un a pu voir le jour. Pour le reste, rien. Et sur ce néant se sont en outre multipliées les frictions entre autorités et groupes publics algériens

Mémoire vive

●●● Cent trente-deux ans de présence française en Algérie et une longue guerre de libération ont laissé des traces bien présentes, tant du côté algérien que du côté français. Les relations entre les deux pays se sont tendues après les propos critiques d'Emmanuel Macron portant sur une "rente mémorielle" qu'exploiterait le gouvernement algérien. Le président français avait également interrogé l'existence d'une nation algérienne antérieure à la colonisation française. Autant de propos qui ont provoqué l'ire algérienne, qui s'est exprimée par le rappel de son ambassadeur et des réponses peu diplomatiques. La crise au Sahel, les tensions de l'Algérie avec son voisin marocain et les questions intérieures aux deux pays trouvent peut-être dans cette querelle un dérivatif utile.

d'un côté et leurs partenaires français de l'autre.

Que ce soit la RATP pour la gestion du métro d'Alger, Suez pour la cogérance de la distribution de l'eau à Alger et à Tipaza, Alstom et la fabrication de rames de tramway, l'hypothétique usine Peugeot, la survie de l'usine Renault ou encore la présence de Total – sans parler d'autres investissements moins visibles –, c'est le blocage intégral. Et le report sine die du cinquième CIHN, qui devait se réunir en avril 2021, n'a fait que renforcer, chez le partenaire français, le sentiment que la situation n'est pas près de se débloquer.

Sortir du face-à-face. D'autres blocages persistent dans toute l'étendue du spectre de la coopération entre les deux pays. De la coopération institutionnelle à la coopération universitaire, culturelle, éducative et scolaire, la circulation des personnes (Alger ne respectant pas la réciprocité dans la facilitation d'octroi des visas et de leurs durées), etc.

Pourquoi autant de blocages? Souvent, c'est la bureaucratie, mais surtout, c'est parce que des centres de décision en Algérie tentent de signifier à la France que la

multiplication des investisseurs étrangers et des intérêts afférents (notamment en matière de politique étrangère) sont en train de changer la donne. La tentation est forte pour “sortir du face-à-face Alger-Paris”, selon une source.

Mais ce qui bloque encore plus gravement, plus vitale pour Paris, c’est la question du Sahel. “Ce qui pourrait expliquer l’extrême gravité des propos de Macron serait son impatience face aux tergiversations algériennes sur la question du Mali”, analyse un observateur algérois. “Macron a beaucoup misé sur la réorientation de sa politique au Mali, avec la fin de l’opération Barkhane, mais Alger n’a pas formulé comment [l’Algérie] pourrait accompagner ce retrait.”

Il y a donc fort à parier que les déclarations et tensions autour de la question mémorielle iront crescendo, avec le télescopage de deux séquences propices à ces surenchères, l’année 2022 étant marquée par la présidentielle en France et la célébration, en Algérie, du 60^e anniversaire de l’indépendance.

Et ces surenchères sur des questions mémorielles, qui, de toute manière, suivent des évolutions épistémologiques et sociétales propres, indépendamment de l’agenda du décideur politique – algérien ou français –, continueront à servir à régler des comptes entre Paris et Alger, sans trop compromettre l’avenir de la coopération. Une manière bien cynique de tenir l’histoire en otage.

—Adlene Meddi
Publié le 6 octobre



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le petit pas de Macron.

Soixante ans après le massacre du 17 octobre 1961, le président français s’est rendu sur les lieux où des dizaines d’Algériens furent jetés dans la Seine. “Un symbole important” mais qui reste insuffisant, estime le quotidien algérien **La Liberté**. Un article à lire sur notre site.

LIBYE

Un autre Kadhafi à la tête du pays ?

Un retour d’un fils de Mouammar Kadhafi, Saïf Al-Islam, pourrait ne pas être exclu à trois mois d’élections présidentielle et législatives censées mettre fin à une décennie de chaos.

—The Economist (extraits)
Londres

Il y a dix ans, lorsque Mouammar Kadhafi a connu une fin tragique après quarante-deux ans au pouvoir, personne ne pensait qu’un membre de sa famille reviendrait un jour à la tête de la Libye. Le “printemps arabe” était en marche et une vague d’euphorie déferla sur la Libye. Ses sept fils furent soit capturés, soit tués, soit forcés à l’exil. Le deuxième, Saïf Al-Islam, fut arrêté par une milice et mis derrière les barreaux. La Cour pénale internationale de La Haye délivra un mandat d’arrêt contre lui et il fut condamné à mort par le nouveau régime libyen.

Mais le vent est peut-être en train de tourner dans le pays. De nombreux Libyens considèrent l’ère Kadhafi comme une période de stabilité, en dépit de la brutalité du régime. Après une décennie de guerre civile, il semble désormais possible que Saïf revienne petit à petit sur la scène politique. Il pense manifestement pouvoir échapper aux accusations portées contre lui dans son pays et à l’étranger, et être autorisé à participer aux élections présidentielle et parlementaires prévues en décembre [les élections législatives devraient finalement avoir lieu fin janvier, lire ci-contre].

En ces temps de manœuvres préélectorales, la libération récente d’un autre fils du dictateur, Saadi, qui était détenu dans une prison de Tripoli, donne à penser que la famille Kadhafi a retrouvé grâce aux yeux de certaines factions. Il a été acquitté de toutes les charges portées contre lui, y compris d’un meurtre.

Le *New York Times* a publié en juillet dernier un article du journaliste Robert Worth disant qu’il avait rencontré Saïf Kadhafi en

mai. Il vivrait désormais sous la surveillance d’une milice à Zenten, une ville située à 180 kilomètres au sud-ouest de Tripoli, et avec un statut confortable de mi-prisonnier, mi-invité. Ses partisans affirment que Saïf Kadhafi est un “homme libre”. “Il peut aller et venir à sa guise”, précise Muhammad Alghoddi, qui dirige le bureau politique de Saïf Kadhafi depuis l’Allemagne.

Les propos du fils de l’ex-dictateur montrent clairement qu’il prépare son retour au pouvoir. “J’ai été éloigné du peuple libyen pendant dix ans, a-t-il déclaré au *New York Times*. Il faut revenir lentement. Jouer un peu avec les esprits.” La milice qui l’avait arrêté a apparemment été déçue par les

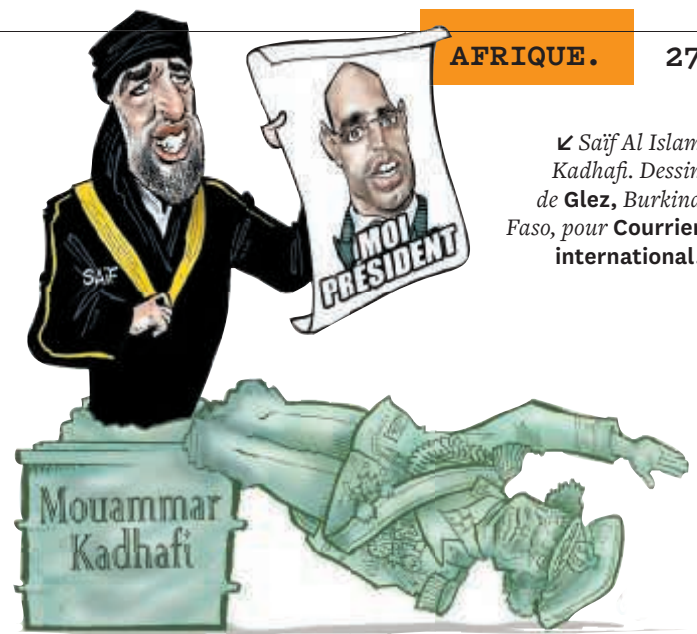
“Saïf Al-Islam Kadhafi arrive à un moment où la Libye a besoin d’un sauveur.”

Alice Gower,
DIRECTRICE D’AZURE STRATEGY

différents gouvernements et factions qui ont remplacé son père, et le traite désormais comme une monnaie d’échange.

À en croire Alghoddi, Saïf Kadhafi envisage de se lancer dans la course : “Il n’y a aucune raison pour qu’un Kadhafi ne dirige pas la Libye à nouveau”, insiste-t-il. Certains observateurs partagent son point de vue. “Saïf Al-Islam Kadhafi arrive à un moment où la politique libyenne a besoin d’un sauveur”, commente Alice Gower d’Azure Strategy, un cabinet de conseil spécialisé dans le Proche-Orient et établi à Londres.

Le Mouvement vert, une chaîne de télévision par satellite fidèle aux Kadhafi, diffuse depuis Le Caire des discours enthousiastes sur l’“âge d’or” que le dictateur a offert à la Libye. C’est un message qui



✓ Saïf Al-Islam Kadhafi. Dessin de Glez, Burkina Faso, pour **Courrier international**.

pourrait trouver un écho parmi les Libyens déçus par l’après-Mouammar. Bien que 1,2 million de barils de pétrole soient pompés chaque jour du sol du pays, l’électricité est souvent coupée pendant plusieurs heures et l’inflation s’envole. Pour la grande majorité des 7 millions d’habitants, la prospérité et la sécurité, sans parler de la démocratie, ne sont qu’un lointain mirage.

Le gouvernement turc n’est pas le seul à envisager de laisser la famille Kadhafi revenir sur la scène politique. Il se peut que la Russie soupèse la possibilité de restaurer ses liens avec elle. Quant aux Émirats arabes unis et à l’Égypte, ils pourraient chercher un autre candidat à soutenir que Khalifa Haftar, un ancien général basé dans l’est de la Libye qui a longtemps été leur favori. Il a tenté l’année dernière de s’emparer de Tripoli pour renverser le gouvernement, mais a échoué.

En attendant le scrutin, les principaux candidats à la présidentielle s’évertuent à disqualifier leurs rivaux. Le président du Parlement, Aguila Saleh, a œuvré à l’adoption d’une loi interdisant aux militaires et aux personnes ayant la double nationalité de se présenter. Cela mettrait hors course Khalifa Haftar, qui est citoyen américain (il a fait savoir qu’il avait renoncé au commandement de l’Armée nationale libyenne). Saleh cherche également à affaiblir l’actuel Premier ministre, Abdel Hamid Dbeibah, qui est probablement l’homme politique le plus populaire du pays, en refusant d’adopter son projet de budget.

Lorsque Dbeibah a pris ses fonctions en février dernier dans le cadre d’un processus parrainé par l’ONU, il a promis de ne se présenter à aucune élection après la fin de son mandat. Mais il pourrait changer d’avis. Sous le régime Kadhafi,

il a été président de l’une des plus grandes entreprises publiques du pays [la Compagnie libyenne d’investissement et de développement] et a lui aussi renoué des liens avec la famille de l’ancien dictateur. Selon certaines rumeurs, son gouvernement pourrait libérer certains des plus proches compagnons de Kadhafi, notamment son chef des services de renseignement.

Depuis le cessez-le-feu négocié par l’ONU il y a un an pour mettre fin à la guerre civile, la Libye est relativement paisible. Pourtant, personne n’escompte que le scrutin aura lieu comme prévu le 24 décembre. Les milices qui ont terrorisé la population durant la dernière décennie continuent à sévir et la Turquie et la Russie, qui ont chacune leur candidat favori, pourraient préférer faire échouer les élections pour conserver leur sphère d’influence. Sur un terrain marqué par les manœuvres géopolitiques et en l’absence d’un autre drapeau susceptible de réunir les factions qui se disputent la Libye, il est donc fort possible que les Kadhafi reviennent dans la mêlée.—

Publié le 2 octobre

Contexte

●●● En décembre 2021 et janvier 2022 devraient avoir lieu, respectivement, l’élection présidentielle et les élections législatives. Le pays espère mettre fin à la scission entre le gouvernement d’union nationale à Tripoli, reconnu par l’ONU, et un pouvoir incarné par le maréchal Haftar et basé dans la Cyrénaïque, dans l’est du pays. Depuis mars 2021, la Libye dispose théoriquement d’un pouvoir uni, mais la Cyrénaïque reste aux mains du maréchal Haftar, candidat probable à la présidentielle à venir.

à la une

FRANCE—ROYAUME-UNI

FRÈRES ENNEMIS

Brouilles à propos de la pêche, du pacte Aukus, de la gestion des flux migratoires et du Covid-19 : la Manche a rarement paru aussi large et profonde qu'en cette année post-Brexit, déplore la presse britannique. Pourtant, les deux pays s'admirent mutuellement et sont animés par la même volonté de conserver un rôle majeur sur la scène géopolitique mondiale. "Et si on se réconciliait ?" suggère une journaliste anglaise, en français dans le texte. C'est pas la guerre !"



Mais pourquoi tant de haine?

“Calmez-vous, messieurs”, titre en français le *Times* dans cet éditorial. Le quotidien s’interroge sur les causes de la virulente attitude tricolore dans le désaccord sur la pêche entre Londres et Paris.

—The Times Londres

Clément Beaune, le secrétaire d’État chargé des Affaires européennes, a laissé entendre que son gouvernement pourrait interrompre les livraisons d’électricité aux îles Anglo-Normandes et au Royaume-Uni. Si la menace est loin d’être aussi scandaleuse que l’attitude de Vladimir Poutine, qui, régulièrement, coupe le gaz à ses voisins pour les faire rentrer dans le rang, ce n’est pas non plus comme cela que l’on est censé se comporter entre alliés.

De son côté, le Premier ministre, Jean Castex, apparemment sans avoir consulté ses partenaires européens, a lancé à l’Assemblée nationale que la France était prête à remettre en cause l’accord commercial post-Brexit conclu avec Londres en décembre dernier. Pour faire bonne mesure, Olivier Leprêtre, président du Comité régional des pêches maritimes des Hauts-de-France, avec une audace que l’on pourrait idéalement qualifier de médiévale, a proposé que la flotte de pêche de la région fasse le blocus de Calais pour interdire tout commerce avec l’ennemi de l’autre côté de la mer, ruinant du même coup le Noël des Britanniques.

On est en droit de se demander quelle offense outrageuse, quel coup perfide le Royaume-Uni a bien pu infliger à l’amour-propre de la France pour ainsi susciter pareille rodomontade. La cause la plus immédiate de cette flambee belliqueuse qui vise la rive occidentale de la Manche serait la lenteur des autorités de Londres à accorder aux chalutiers français des permis de pêche dans les eaux locales. Dernier épisode en date de cette saga interminable : le blocus de Jersey.

Litige local. Il est certain que les habitants des îles Anglo-Normandes traînent les pieds et que le gouvernement britannique devrait les houspiller afin qu’ils accélèrent le processus, mais il n’en reste pas moins que l’affaire implique non des centaines, mais à peine → 30

← Dessin de **Christian Adams**, Royaume-Uni, pour **Courrier international**.

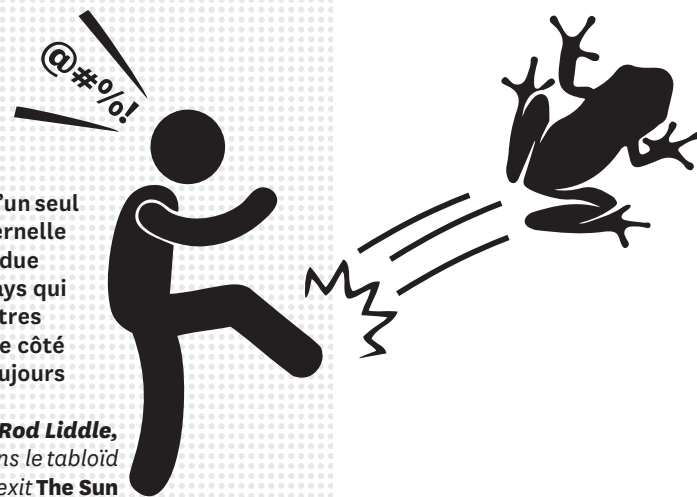
Verbatim

“D’éternels perdants”

Il y a des certitudes dans la vie : en toutes circonstances, les Français sont de mauvaise humeur et de mauvaise foi. Depuis mille ans, nous avons compris qu’ils sont tout simplement comme ça. Éternels perdants. Toujours aigris, toujours hystériques, toujours déterminés à dénigrer le Royaume-Uni. Non contents d’avoir l’un des plus longs littoraux d’Europe, les Français exigent maintenant d’avoir un accès étendu à nos zones de pêche. Les voilà qui crient comme des putois car nous, Britanniques, avons eu

l’audace de quitter l’affreuse UE. Ils nous en veulent d’être un État libre et indépendant, qui peut faire ce qui lui chante. Merde à la fin, ça devrait les réjouir. Mais non, ils n’ont qu’un seul moteur : leur sempiternelle jalousie, en bonne et due forme, à l’égard du pays qui se trouve à 30 kilomètres de chez eux, de l’autre côté de la Manche. Ça a toujours été comme ça.

—Rod Liddle,
le 6 octobre dans le tabloïd
pro-Brexit *The Sun*



29 ← quelques dizaines de bateaux. Des permis ont déjà été attribués. D'autres demandes sont en cours de traitement. Ce qui n'est donc guère plus, en réalité, qu'un infime litige local ne justifie assurément pas la détérioration que connaissent aujourd'hui les relations franco-anglaises, à tel point qu'une source proche du Foreign Office l'a qualifiée de "terrible". Cette offensive verbale ne profite à personne.

Envolées outrancières. Le contexte plus général est électoral, avec la présidentielle de l'an prochain. Le président Macron redoute la candidature de Xavier Bertrand, représentant de la droite modérée et président de la région des Hauts-de-France, dont fait partie Calais. Macron ne peut pas donner l'impression de céder un pouce de terrain face à ses détracteurs quant à la menace que l'Angleterre est censée incarner pour la pêche française, d'où le caractère outrancier des envolées de ses ministres.

C'EST BASCULER DANS L'EXCÈS QUE DE MENACER DE PLONGER LES ÎLES ANGLO-NORMANDES DANS LE NOIR ET LE SUD-EST DE L'ANGLETERRE DANS LE CHAOS.

La France a coutume de reprocher au gouvernement britannique de courtiser le sentiment nationaliste – ce qu'il est en effet prompt à faire, surtout sur la question, particulièrement épidermique, du secteur de la pêche. Mais la démarche de Macron a été bien accueillie chez lui quand il a décidé de rappeler ses ambassadeurs aux États-Unis et à Canberra après le camouflet de l'Aukus et des sous-marins, ce qui explique comment et pourquoi l'Élysée choisit de jouer la carte du chauvinisme.

On ne peut pas mettre sur un même plan l'accès des pêcheurs français aux eaux britanniques et les exportations françaises d'électricité vers la Grande-Bretagne. Outre que ces dernières sont payées, le chauffage est plus important que l'aiglefin; 95 % de l'électricité de Jersey vient de France. En juillet de cette année, le Royaume-Uni a importé 15 % de son électricité – un record –, dont près de la moitié de France. C'est basculer dans l'excès que de menacer de plonger les îles Anglo-Normandes dans le noir et de vastes régions du sud-est de l'Angleterre dans le chaos, soit par le biais de pénuries d'électricité, soit en recommençant à bloquer les transports comme avant Noël dernier.

Il existe un processus d'arbitrage commun pour régler la question des permis. Il n'est probablement pas complexe au point que les négociateurs des deux camps ne sauraient s'en servir. Il est en quelque sorte grand temps de rétablir l'"entente pêchiale", pour faire référence à la récente tendance de Boris Johnson à user du franglais.—

Publié le 6 octobre

Réactions

Bisbilles à la pelle

"Au fin fond des abysses", la relation franco-britannique, déplore The Guardian. Elle sombre avec les bars, les harengs et les congrès. La réticence de Londres à laisser les Français accéder aux réserves halieutiques situées au large du Royaume-Uni vient s'ajouter à une longue liste de sujets épineux comme des oursins, relève le quotidien de référence.

● **Irlande du Nord.** Avec la pêche, il s'agit du principal point de friction lié au Brexit. Paris est "exaspéré" par la volonté de Londres de renégocier le protocole qui permet le maintien d'une frontière ouverte entre l'Irlande du Nord et la république d'Irlande au prix de contrôles douaniers dans les ports nord-irlandais pour les marchandises en provenance de Grande-Bretagne. Pour **The Daily Telegraph**, quotidien eurosceptique, le texte "remet en cause l'intégrité physique du Royaume-Uni". "Le Brexit et ses conséquences restent les principaux points de discorde" entre les deux rives de la Manche, assure, quant à lui, le **Financial Times**.



Gastronomie

Ces Français qu'on aime...

●●● Nul besoin d'aller chercher bien loin pour les francophiles britanniques en mal de haute gastronomie. Le restaurant londonien d'Hélène Darroze, à l'hôtel Connaught, a rouvert ses portes en mai après avoir reçu une troisième étoile au guide Michelin en janvier, rapporte **The Daily Telegraph**, qui vante la personnalité chaleureuse et l'enthousiasme de la chef française. Quand le quotidien lui demande si la capitale lui a manqué, ses yeux s'éclairent : "Bien sûr ! Le Connaught et son équipe m'ont manqué, ils font partie de la famille. Et l'énergie

● **Aukus.** Londres a beau être considéré tel "un partenaire de second plan" dans le pacte de défense signé avec Washington et Canberra, le "coup de poignard dans le dos" dénoncé par Jean-Yves Le Drian porte aussi l'empreinte du gouvernement de Boris Johnson, souligne **The Guardian**. Si la France a choisi de ne pas rappeler son ambassadrice outre-Manche, alors qu'elle l'a demandé à ses représentants à Washington et Canberra, c'est parce que le ministre des Affaires étrangères s'est dit "habitué à l'indéfectible opportunisme" de la perfide Albion. Ambiance.

● **Covid-19.** "La décision du gouvernement britannique d'imposer des restrictions d'entrée sur son territoire plus strictes pour les ressortissants français que celles d'autres pays européens, cet été, a été particulièrement mal vécue à Paris, où l'on estime qu'il s'agissait d'une mesure de discrimination injustifiée prise pour des raisons politiques", relate **The Guardian**. Quelques mois plus tôt, Emmanuel Macron avait, quant à lui, provoqué l'ire de la presse britannique en disant que le vaccin du laboratoire britannico-suédois AstraZeneca était

de Londres, son excentricité m'ont tout autant manqué." Autre Frenchie aussi médiatique que gastronome : Fred Sireix, maître d'hôtel et sommelier qui, à force de participer à des émissions de télé-réalité telles que *First Dates* sur Channel 4, "est devenu une sorte d'institution de la télé britannique", s'amuse **The New Statesman**. Ayant grandi à Limoges, il tombe amoureux du Royaume-Uni. Il se désole des conséquences du Brexit pour le secteur de la restauration, et pour son pays d'adoption en général : "C'est une arnaque [...] et nous en ressortons tous appauvris dans tous les sens du terme."

... mais qui capitulent en cuisine

●●● Emmanuel Macron souhaite créer un centre d'excellence pour la gastronomie française. Pour défendre les métiers de la bouche et les plats français dans les compétitions internationales ? Si signification il devait y avoir à pareille annonce, écrivait **The Daily Telegraph** fin septembre,

"quasi inefficace" chez les personnes âgées.

● Réfugiés.

Les esprits s'échauffent également, ces derniers mois, autour de la question des traversées illégales de la Manche. Depuis le début de l'année, plus de 18 000 migrants sont parvenus à gagner les côtes anglaises à l'aide d'embarcations de fortune, recense la **BBC**, "contre 8 460 personnes durant toute l'année 2020". La ministre de l'Intérieur britannique, Priti Patel, accuse les autorités françaises de laxisme et entend désormais contraindre les bateaux à faire demi-tour avant leur entrée dans les eaux britanniques. Après avoir menacé un temps de suspendre le versement de 63 millions d'euros destinés au doublement des patrouilles le long des côtes des Hauts-de-France, Londres a finalement accepté de débloquer l'argent, rapportait **The Times** le 11 octobre.

"ne trahit-elle pas une réalité qui effraie tant de gens en France – à savoir que leur pays n'est plus le champion du monde de la cuisine ?". Pour le quotidien conservateur, la "défaite française" date d'il y a longtemps, l'attaque étant venue de tous bords : le triomphe de la cuisine asiatique, d'abord. "C'est dans cette immense région que tant de jeunes talents culinaires puisent une grande partie de leur inspiration et de leurs ingrédients ; au lieu, tant s'en faut, d'inscrire jus, confits ou sauces à la crème à leurs menus." Puis les habitudes de consommation. Exit les marchés locaux, bienvenue aux hypermarchés. "Même les Français vivent aujourd'hui une expérience du shopping qui est plus américaine que traditionnellement gauloise." Et, enfin, les modes d'alimentation célébrant l'importance des légumes, les mêmes qui, en France, se retrouvent relégués au rang de "prétexte décoratif en bord d'assiette". Comment alors interpréter autrement l'annonce d'un centre d'excellence, sinon comme un aveu public de la capitulation française ?





“UN VOISIN QUI NOUS TIRE VERS LE HAUT”

La propension des Anglais à s'en prendre aux Français provient d'une longue histoire marquée par un certain complexe d'infériorité, analyse le journaliste britannique Ed West.

COURRIER INTERNATIONAL : Pourquoi la France est-elle le principal adversaire du Royaume-Uni sur le continent européen ?

ED WEST* : Tout commence en 1066 avec la bataille d'Hastings et l'invasion des Normands, qui ont évincé l'aristocratie en place. C'est le point de départ de siècles de conflits mais aussi d'une tendance en Grande-Bretagne à associer “tout ce qui est français” aux classes aisées. Le phénomène a connu une accélération au XVIII^e siècle lorsque Paris s'est imposé comme le centre de gravité du monde et que le français est devenu la langue principale du continent européen, considérée comme celle de la grande culture et de la sophistication. Aujourd'hui encore, avoir un “de” devant son nom de famille

au Royaume-Uni est considéré comme bourgeois. Donc la relation vis-à-vis de la France est clairement une affaire de classes sociales. Les classes moyennes adorent la France, adorent prononcer les mots en français et se rendre dans le sud de la France en vacances. Dans le même temps,

les classes populaires ont généralement une aversion pour tout ce qui est français justement parce que le rapport à la France est intimement lié à la structure de classes britannique. Pour l'anecdote historique, la classe ouvrière anglaise avait une profonde aversion pour la Révolution française,

qui a été suivie par vingt ans de guerre environ avec Napoléon. Malgré les bénéfices que pouvait leur apporter la Révolution, la perspective d'être dirigés par la France était absolument

Mode

“SORRY”, ON NE S'ADMIRE PLUS !

“Sachant la réputation des Français en matière de mode, leur amour pour nos tee-shirts Topman à trois boutons est, rétrospectivement, ‘shocking’”, ironise le magazine **Vice**, qui s'est penché sur la perception du pays voisin par les jeunes Français et British. “Les années 2000 révèlent le jeu d'imitation auquel se sont livrés les deux pays, et combien il était innocent – on trouvait vraiment que vous étiez cool, et vous pensiez vraiment qu'on l'était –, mais les choses ont bien changé”, explique une trentenaire. En interrogeant de nombreux jeunes des deux pays, **Vice** est arrivé à la conclusion que l'admiration – reflétée par une imitation culturelle frénétique – que se portaient réciproquement les jeunes Français et Britanniques n'est plus du tout d'actualité. La faute – ou grâce ? – au Brexit.

inenviable pour eux. Pendant les entraînements des milices anglaises, on assistait même à des pugilats parce que personne ne voulait jouer le rôle des Français. Une étude anglaise intéressante montre, qu'aujourd'hui encore, les familles qui portent des noms français, hérités de l'invasion normande, disposent d'un patrimoine beaucoup plus important que la moyenne. Il ne faut pas oublier non plus que la France a longtemps été la nation la plus riche et développée des deux, ce n'est que très récemment que nous avons pu rattraper notre retard, y compris en matière de gastronomie. D'un autre côté, il y a aussi l'aspect géographique : la France est très proche de nous, mais c'est une réponse un peu ennuyante. Je pense aussi qu'au fond on est assez similaires et ça, ça crée souvent des tensions dans une relation.

Est-ce cette similitude entre les deux rives de la Manche qui l'emportera sur le reste désormais ?

Oui. La France est le pays auquel on se compare le plus. On sait pertinemment qu'on ne fera rien aussi bien que les Allemands. Pendant la crise du Covid-19, on ne s'est pas dit : “Tiens, les Allemands font mieux”, on présume d'emblée qu'ils font mieux (*rires*). D'un autre côté, on sait que des pays comme l'Italie font sans doute pire. Alors que la France est à peu près au même niveau : on est en mesure de battre les Français dans certains domaines et inversement. C'est notre égal auquel on peut se mesurer et qui nous tire vers le haut. Après, je ne pense pas que la brouille actuelle soit particulièrement grave. Dans les années 1990, les tabloïds s'adonnaient allègrement aux attaques antifrançaises. D'ailleurs, je crois que notre hostilité à l'égard de l'UE était teintée d'un léger sentiment antifrançais dans les tabloïds, illustré notamment par l'impopularité de Jacques Delors. Ce sont des cycles, il y aura toujours des brouilles de ce type. Mais sur le terrain, en particulier d'un point de vue militaire, les deux pays sont très proches, donc ce n'est dans l'intérêt de personne de laisser ce genre de situation perdurer.

Lequel des deux pays aura le plus d'influence en Europe dans les années à venir, selon vous ?

De mon point de vue, la France est le pays à surveiller en Europe, et je le pense depuis un moment. La politique française est en ébullition, c'est là où il y a une vraie bataille d'idées. Et ce qui va se passer en France aura une influence certaine sur le futur de l'Europe, quelle que soit l'issue [de la présidentielle de 2022]. Est-ce que c'est une bonne chose ? Il est encore trop tôt pour le dire. En tout cas, l'histoire se déroulera certainement davantage en France qu'au Royaume-Uni dans les prochaines années.

— **Propos recueillis par**
Courrier International

* Ed West est rédacteur en chef adjoint du site d'information **UnHerd**, situé à Londres. Ancien chroniqueur pour les publications conservatrices **The Daily Telegraph** et **The Spectator**, il a également signé plusieurs ouvrages de vulgarisation sur l'histoire de l'Angleterre.

✎ Emmanuel Macron et Boris Johnson. Dessin de Hajo, Pays-Bas.



INTERVIEW

Les faux jumeaux les plus turbulents de l'Europe

Le Royaume-Uni et la France ont beau multiplier les chamailleries depuis le Brexit, les deux pays se ressemblent bien plus qu'on ne le pense, soutient ce journaliste américain. Et partagent un objectif commun : rester dans la cour des grands.

—The Atlantic Washington

Qui pourrait vous en vouloir si, à en juger par les retombées du grand braquage anglo-américain dans l'affaire du contrat sur les sous-marins entre la France et l'Australie, vous en veniez à conclure que Londres et Paris sont en toutes choses diamétralement opposés : qu'il s'agisse de la personnalité de leurs dirigeants, de leurs grands projets stratégiques, de leurs modèles économiques ou de leurs mœurs sociales. Or, le plus curieux, c'est que le litige autour du nouveau pacte de défense américano-australito-britannique, ou Aukus, révèle surtout à quel point ils sont fondamentalement proches en réalité.

Paris voit dans l'affaire des sous-marins la preuve de *"l'opportunisme permanent"* de Londres et sa préférence pour le rôle de faire-valoir dans un partenariat avec les États-Unis, au détriment de toute association significative avec l'Europe. C'est comme si rien n'avait changé depuis le temps où Winston Churchill, exaspéré, s'était emporté contre Charles de Gaulle à la veille du Jour J et lui avait dit que si le Royaume-Uni était

contraint de choisir entre l'Europe et la haute mer, il choisirait toujours cette dernière. Du point de vue français, le rêve de Boris Johnson d'une "Grande-Bretagne mondiale" hors de l'Union européenne n'est que la dernière manifestation en date de cet instinct national aussi profond qu'indigne. Les Britanniques, eux, considèrent que la réaction de Paris à l'Aukus dévoile simplement au grand jour le chauvinisme anti-américain latent de la France, son obsession pour sa *grandeur** depuis longtemps révolue, et le cynisme de sa stratégie qui consiste à utiliser l'UE comme vecteur de son objectif, voué à l'échec, de redevenir un acteur mondial. Une vision britannique des choses résumée, le mois dernier, par Boris Johnson à Washington, quand il a lancé, sur un ton visiblement destiné à crisper un peu plus le gouvernement d'Emmanuel Macron : *"Donnez-moi un break**."*

Tandem. Pourtant, il faut prendre le temps de réfléchir, pour s'apercevoir que loin d'être à des extrémités opposées du spectre, la France et le Royaume-Uni sont plus semblables qu'aucun autre tandem de pays sur Terre. Non seulement en matière de population, de richesse,

Langue

Franglais, mal gré

●●● "Il n'y a rien de tel que la langue ou la guerre pour mettre un Français hors de lui", remarque **The Sunday Times**. En invitant Paris à "prendre un grip" et à lui "donner un break" (lire ci-contre), sur fond de pacte Aukus, Boris Johnson a fait coup double. "Un Français s'exprimant dans un mauvais anglais, c'est juste drôle; un Anglais qui foule aux pieds la langue de Racine et de Molière, c'est une agression caractérisée contre la France", s'amuse l'hebdomadaire. D'après **The Daily Telegraph**, Boris Johnson aurait même calculé sa sortie pour "montrer qu'il refusait de prendre la colère des Français au sérieux". S'ensuit un mode d'emploi de l'insulte par le franglais à destination des lecteurs : "Voilà le truc : tout est dans le culot. Si votre interlocuteur se dit que vous essayez de parler français et que

vous ramez, vous êtes cuit. C'est le grenouille [sic] qui reprend la main. Car attention, le franglais n'est pas du mauvais français : le franglais est la manifestation délibérée de votre condescendance." Si les Français le prennent mal, "c'est parce que ça leur rappelle que leur langue n'est pas aussi populaire que la nôtre", raille le journaliste. Dans une volonté d'apaisement, le quotidien **The Times** a pour sa part tenté de célébrer le franglais dans un éditorial entièrement rédigé dans les deux langues. "Le Franglais est simplement ypercool, n'est-ce pas? Un vrai testamentaire to l'entente cordiale entre nos deux États magnifique, nous believerons." A little... déconcertant.

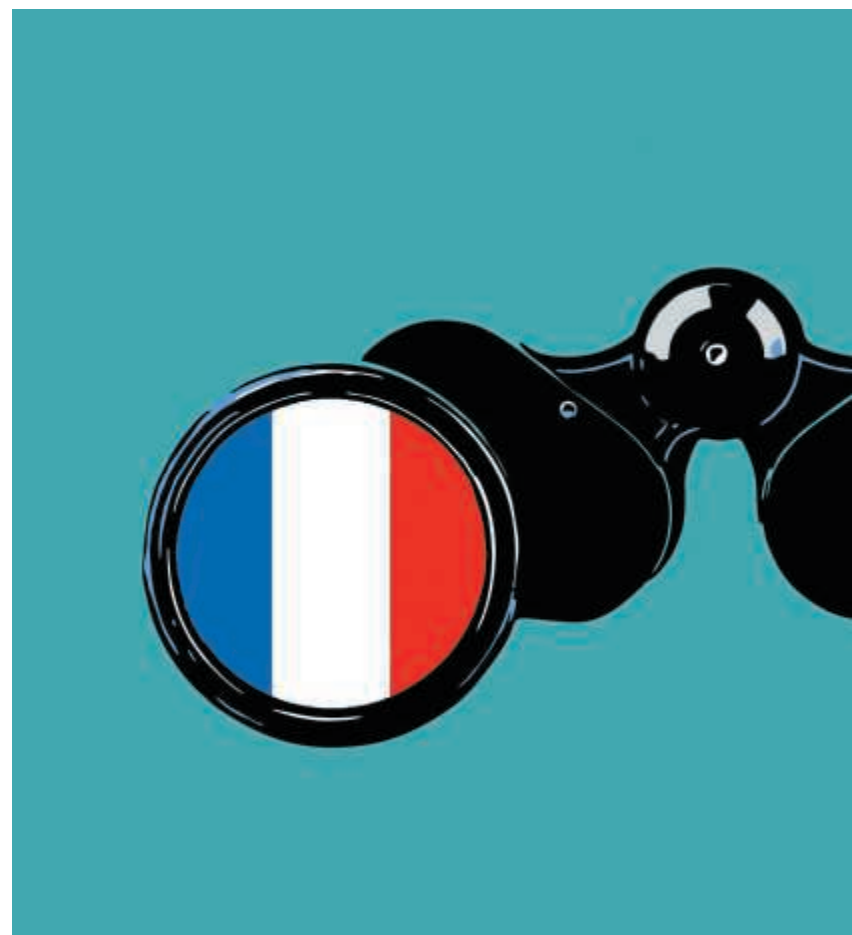


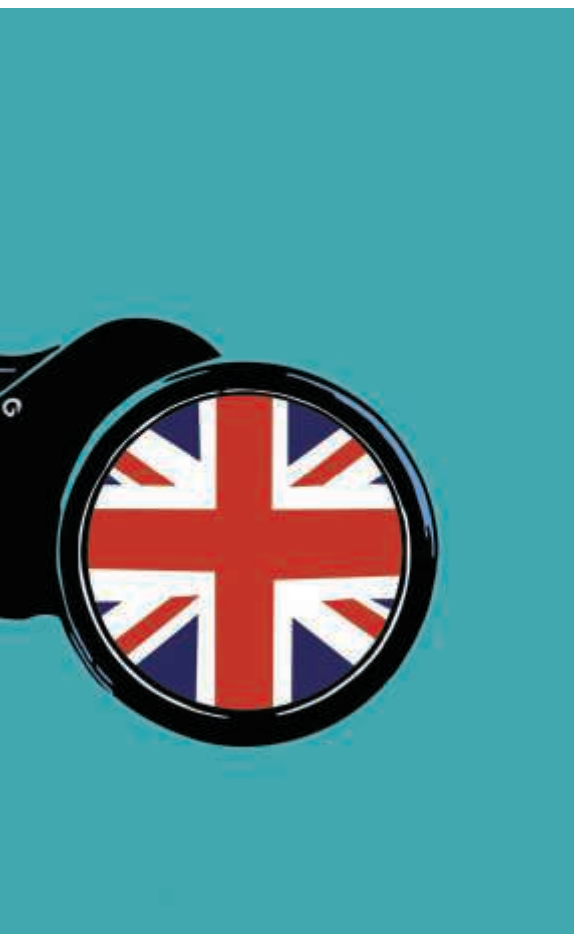
↑ Dessin de Falco, Cuba.

de passé impérial, d'influence mondiale et de tradition démocratique, mais aussi sur des questions plus profondes : le sentiment d'exception, le désir d'être respecté, l'angoisse face à la puissance croissante d'autres, qu'il s'agisse des États-Unis, de l'Allemagne ou de la Chine. Londres et Paris ont peut-être opté pour des stratégies différentes – et rien ne dit qu'elles aient autant de mérite l'une que l'autre –, mais les parallèles entre ces deux nations sont évidents.

Or, au lieu d'en être conscients, chaque pays semble agir comme une sorte de miroir déformant pour l'autre, s'empêchant mutuellement de se considérer avec raison en projetant d'eux une image qui ressemble beaucoup plus à une collection de leurs propres peurs et espoirs qu'à autre chose. Si la France ne semble guère se soucier plus du Royaume-Uni que le Royaume-Uni se soucie de la France, la féroce des critiques venues d'outre-Manche n'en a pas moins été révélatrice, ne serait-ce que par le manque flagrant de capacité à l'introspection qu'elles trahissent. Clément Beaune, le secrétaire d'État aux Affaires européennes, a déclaré que la participation de Londres à l'Aukus, loin de faire la démonstration de la "Grande-Bretagne mondiale", était surtout le signe d'un "retour dans le giron américain, avec une forme de vassalisation acceptée".

Jusqu'à la réplique ironique de Johnson, le gouvernement britannique s'était montré plus discret dans ses ripostes. Officiellement, Londres s'est efforcé d'apaiser les choses mais, en privé, les reproches français sont traités par le mépris, et Paris est accusé d'avoir passé des années à se





raconter que le Brexit serait une catastrophe, et donc de ne pas avoir été capable de pratiquer même la plus élémentaire des diplomaties afin de comprendre comment Londres pourrait vouloir préserver son influence et son statut. En réalité, les deux camps ont raison.

LONDRES ET PARIS ONT PEUT-ÊTRE OPTÉ POUR DES STRATÉGIES DIFFÉRENTES MAIS LES PARALLÈLES ENTRE CES DEUX NATIONS SONT ÉVIDENTS.

Dans les années qui ont suivi le vote en faveur du retrait britannique de l'UE, la diplomatie française à Londres a effectivement été lamentable – que ce soit dans l'espoir d'influencer le gouvernement, ou pour mieux comprendre sa stratégie interne. Pendant la crise du Brexit, l'ambassadrice à Londres, Sylvie Bermann, a souscrit à une "bonne vieille anglophobie démodée", selon Robert Tombs, professeur d'histoire de France à l'université de Cambridge. Dans l'entourage de Johnson, on soutient que cela n'a pas vraiment changé avec la nouvelle ambassadrice, Catherine Colonna, qui n'a qu'un accès fort limité aux membres du gouvernement britannique, dans la mesure où elle a préféré, en guise de stratégie, les critiquer ouvertement sur Twitter plutôt que d'user des rouages discrets de la diplomatie.

Du point de vue de la France, l'annonce au sujet de l'Aukus représente non seulement la perte d'un "contrat du siècle" portant sur la construction de sous-marins, mais aussi une menace capitale pour les aspirations de Paris en tant que puissance indépendante en Asie-Pacifique. De plus, elle a été mise sur la touche par un gouvernement américain censé être instinctivement hostile au Royaume-Uni du Brexit et plus favorable à l'Europe. Pour le Royaume-Uni, en revanche, l'Aukus constitue une étape concrète dans la consolidation de ses liens avec la région, qui ouvre la voie à des relations plus étroites avec le Japon, l'Inde et d'autres, tout en préparant son intégration au gigantesque accord commercial du Partenariat transpacifique. On peut à bon droit affirmer que la France aurait dû s'en douter.

Faire-valoir. Quoi qu'il en soit, si les critiques font mouche au Royaume-Uni, c'est parce qu'elles sont en partie justes. *Bien sûr* que le Royaume-Uni a accepté la position de faire-valoir des États-Unis en sacrifiant son influence en Europe. Rares sont ceux qui se font des illusions à ce propos dans le cercle des proches de Johnson. Le Royaume-Uni ne reconnaîtra jamais en public qu'il est une "puissance moyenne", mais son récent livre blanc sur la politique économique et de défense repose pour l'essentiel sur cette prise de conscience. En termes simples, avec le Brexit, Londres a choisi de quitter un club dont le Royaume-Uni était l'un des trois membres les plus importants (bien que tenant souvent la chandelle à l'alliance franco-allemande, moteur du projet européen), pour devenir une puissance moyenne dans un monde où certains sont beaucoup plus puissants.

Mais la situation de la France est-elle, en réalité, si différente? De tous les pays moyens de la planète, c'est peut-être le seul, à part le Royaume-Uni, à raisonnablement pouvoir prétendre être une "puissance à part entière", disposant d'une armée efficace dotée de l'arme nucléaire, d'un réseau diplomatique étendu, de services de renseignements compétents et d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Pour ce qui est des critiques sur le fait d'accepter de jouer les "faire-valoir" dans un partenariat, en revanche, la France a quand même du culot de donner des leçons au Royaume-Uni, sachant qu'au cours des dix dernières années, l'Allemagne est devenue la puissance dominante dans l'UE. L'Allemagne dirige désormais le bloc grâce à sa force économique, ce qui veut dire que, sous certains aspects, elle est aujourd'hui capable de se tracer une voie diplomatique encore plus indépendante que la France. "On peut imaginer un avenir où le Royaume-Uni sera le faire-valoir des États-Unis, la France le faire-valoir de l'Allemagne et la Russie le faire-valoir de la Chine", m'a dit Michel Duclos, un ancien diplomate français.

Que ce soit leur but ou non, les critiques françaises à l'égard de Londres en disent autant sur les angoisses existentielles de la France que les critiques britanniques à l'adresse de Paris, signe des défis plus considérables auxquels

Portrait

EMMA MACKEY, DOUBLE SUCCÈS

L'actrice de 25 ans cartonne des deux côtés de la Manche. Elle incarne l'ado Maeve, un des personnages principaux de la série à succès *Sex Education* sur Netflix. Elle est aussi à l'affiche, en tant qu'Adrienne Bourgès, d'*Eiffel* (Romain Duris incarne l'ingénieur dans ce biopic sorti en salle le 13 octobre en France). Dans le portrait dévolu à l'artiste, *The Daily Telegraph* rappelle qu'elle a grandi à Paris, où elle est née "d'un père français, principal de collège, et d'une mère anglaise, bénévole dans une association caritative". *Sex Education* s'est distingué par sa façon de figurer les rapports sexuels sur petit écran et de travailler avec les acteurs et actrices. Pourrait-on voir la tendance arriver dans le pays où Catherine Deneuve a signé une tribune anti-#MeToo? "La culture française n'est pas tout à fait la même mais il me semble que les choses progressent." Quant à *Eiffel*, qui comprend une séquence explicite longuement planifiée avec le réalisateur Martin Bourboulon: "Je me suis sentie autant en sécurité que dans *Sex Education*, même sans coordinatrice de scènes intimes. Je pourrais peut-être d'une façon ou d'une autre contribuer à importer [ce métier] en France, qui sait?"

sont confrontés nombre de pays plus petits au *xxi*^e siècle – le fait d'être incapable d'accéder au statut de véritable puissance planétaire dans un monde qui sera probablement dominé pendant des décennies par les États-Unis et la Chine, tout en ne parvenant pas à admettre cette réalité.

Il existe évidemment des différences bien réelles entre le Royaume-Uni et la France. Et il serait trop simple d'affirmer que l'un est individualiste et anglo-saxon, et que l'autre est collective et continentale. Le Royaume-Uni a, par exemple, un système de santé entièrement socialisé qui régit sa vie quotidienne. L'État français, lui, est nettement plus présent que son équivalent britannique, et il offre une meilleure protection aux salariés, tout en enregistrant un taux de chômage presque deux fois plus élevé.

La France est l'héritière d'une grande histoire, distincte (bien qu'étroitement indissociable) de celle de sa voisine d'outre-Manche. L'histoire de France est révolutionnaire, conquérante, exceptionnelle, et en même temps synonyme d'humiliation – en particulier quand on évoque la honte de la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale. La mémoire collective britannique est elle aussi distincte mais elle se définit plus souvent *contre* les Français. En tant qu'ancien empire, le pays se conçoit en incarnation de la réforme plutôt que de la révolte, des libertés naturelles plutôt que de droits abstraits, et revendique la gloire d'avoir résisté au nazisme. La façon qu'ont les deux pays de se représenter, eux-mêmes et leur place dans l'histoire, continue, encore aujourd'hui, à influencer leurs réactions.

Dans la célèbre série *Le Bureau des légendes*, qui suit les péripéties quotidiennes des services français du renseignement extérieur, on découvre une vision du monde particulièrement hexagonale. Tout au long des épisodes, les espions français affichent un mépris obsessionnel pour la CIA, décrite presque comme l'ennemi. C'est peut-être au début de la série que se trouve la scène la plus révélatrice, quand un agent français propose de travailler clandestinement pour la CIA. Son recruteur américain lui demande s'il comprend ce qu'il fait, qu'il va trahir son pays. "Vous êtes en train de passer à l'Ouest", lui déclare-t-il.

Pour les Britanniques, cette scène est absolument déconcertante. Il est tout simplement impossible de *passer* dans le camp des Américains ou "à l'Ouest". D'un point de vue pratique, les États-Unis et le Royaume-Uni sont du même côté, liés par leur "relation spéciale", le partenariat Five Eyes dans le domaine du renseignement, les guerres en Irak et en Afghanistan, et maintenant l'Aukus. Toutefois, l'idée du *passage* est aussi affaire d'imagination. Au Royaume-Uni, la plupart des gens considèrent instinctivement que "l'Ouest" englobe les États-Unis, le Canada et la majeure partie de l'Europe occidentale – en incluant assurément le Royaume-Uni et la France. Paris pense au contraire qu'il existe une certaine distinction. S'il fait partie de l'Ouest, il n'est pas membre du noyau dur, le club anglophone.

33 ← Sous bien des aspects, les visions du monde britannique et française ont été marquées par la façon dont les deux pays sont sortis de la Seconde Guerre mondiale – l'un se reposant de plus en plus sur la "relation spéciale" anglo-américaine, l'autre cherchant à préserver son indépendance nationale et son exception. La différence étant que si le Royaume-Uni est sorti de la guerre héroïque, mais ruiné, la France a dû se dépêtrer de l'héritage de la collaboration.

Dans sa biographie de Charles de Gaulle, *De Gaulle. Une certaine idée de la France* (Le Seuil, 2019), Julian Jackson écrit que la grande réussite du général a été d'inventer "le mythe nécessaire", que la France s'était unie dans la résistance à l'occupation nazie, et qu'elle s'était libérée par elle-même, sous sa férule. Pour retrouver sa dignité, il était impératif que le pays se raconte cette histoire. La paix revenue, le gaullisme s'est fixé comme objectif de renouer avec la grandeur* : la France a quitté le commandement intégré de l'Otan, a développé sa propre dissuasion nucléaire et s'est efforcée de mettre en place une sphère d'influence européenne en tant qu'alternative à la puissance américaine et russe. Sa politique étrangère, son comportement et sa stratégie affichent une continuité évidente. De nos jours, Macron dit vouloir parvenir

LES VISIONS DU MONDE BRITANNIQUE ET FRANÇAISE ONT ÉTÉ MARQUÉES PAR LA FAÇON DONT LES PAYS SONT SORTIS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

à une plus grande "autonomie stratégique" européenne, afin que l'UE puisse agir indépendamment de Washington. Il a accusé l'Otan d'être en état de "mort cérébrale" et veut que l'Europe adopte, vis-à-vis de la Russie et de la Chine, une politique distincte de celle de l'Amérique.

La continuité de l'approche britannique est tout aussi claire – elle s'associe ostensiblement aux États-Unis pour pouvoir projeter davantage de puissance. Pour Johnson, la formation d'une alliance anglophone est la justification du Brexit, de la Grande-Bretagne planétaire et, plus généralement, de l'exception britannique. Il m'a récemment déclaré qu'il pensait que le Royaume-Uni avait toujours été "un peu différent, très différent" d'autres puissances européennes, ce qui en faisait un membre instable de l'UE. Durant notre conversation, il m'a raconté un dîner "à très haut niveau" auquel il avait assisté à Paris il y a plusieurs années, alors qu'un de ses livres venait d'être publié en français. "On parlait de la présence britannique dans l'UE, et là, j'ai été étonné. Un de ces types m'a dit : 'Vous devriez partir.'"

Une plaisanterie non dénuée d'un certain fond de vérité prétend que Londres n'a pas quitté l'UE pour rendre sa grandeur au Royaume-Uni, mais pour être plus français. Les proches de Johnson partagent un sentiment d'admiration pour ce qu'ils décrivent comme la façon qu'a la France de défendre sans aucun remords ses intérêts



Petit écran

AMOUR EN SÉRIE

Lupin, Dix pour cent, et même Emily in Paris ont ravivé les plaisirs des francophiles britanniques devant le petit écran, salue **The Daily Telegraph**.

Encore que, dans ce dernier cas, la série Netflix donnait surtout envie d'une expérience plus authentique, "un peu comme manger un sandwich baguette chez Prêt à Manger vous donne furieusement envie de manger la même chose mais en vrai, à une terrasse de café sur la rive gauche."

Pour ce qui est de *Lupin*, il s'agissait de découvrir un héritage littéraire très français. Portée par Omar Sy, la production Netflix a contribué à donner ses lettres de noblesse aux séries françaises, jusqu'ici moins cotées que le cinéma tricolore. "Nous nous régalaons de leur cuisine, nous buvons leurs vins, nous suivons leur mode et nous contemplons avec mélancolie les photos de leurs plages quand nous préparons notre déconfinement. Pas étonnant que la télévision française ait également trouvé sa place dans nos cœurs."

nationaux et d'être prête à tout pour s'assurer un avantage comparatif – pour l'intransigeance française. De là à dire que Johnson serait le premier

Premier ministre gaulliste du Royaume-Uni, il y a un pas que nous ne franchirons pas, mais on n'en constate pas moins quelques points communs : nationaliste, interventionniste en économie, axé sur la souveraineté et l'exception nationale. Johnson n'est pas le premier dirigeant britannique à admirer les principes du gaullisme. Quand on lui a demandé s'il considérerait de Gaulle comme un grand homme, Churchill a répondu : "Il est égoïste, il est arrogant, il croit être le centre du monde. Il... Vous avez parfaitement raison. C'est un grand homme."

Gaullisme. L'actuel Premier ministre est d'ailleurs déjà connu pour son faible pour le gaullisme. Dans une anthologie de ses éditoriaux parue en 2003, Johnson ne tarit pas d'éloges sur ce qu'il estime être l'habileté de la France à promouvoir ses intérêts nationaux par le biais de l'UE. "La communauté européenne est, hélas, gouvernée par la France", assure-t-il. Il loue en particulier les mérites des hauts fonctionnaires français et leur "génie digne d'un joueur d'échecs quand il s'agit d'avoir un coup d'avance et de maquiller les intérêts nationaux de leur pays en rêve européen".

À l'en croire, le Royaume-Uni a été surclassé par les manœuvres des Français dans l'UE. "Il n'y a pas de contre-réseau britannique", écrit-il dans le même article. Avec leurs sourires timides et leurs chaussures à semelles ondulées, [les représentants britanniques] ne font pas le poids face à la brutalité intellectuelle de leurs homologues français. On imagine sans peine que Johnson aimerait bien que Londres s'inspire des méthodes de Paris. D'où sa blague lancée à Washington, quand il a invité la France à se "reprenre", au lieu de critiquer sans cesse l'Aukus. En réalité, il est persuadé que la France aurait fait pareil.

Un avis que partage un haut responsable du 10 Downing Street, du moins en coulisses. Du point

Verbatim

"C'est pas la guerre"

C'est toujours amusant quand l'Académie française cherche à interdire des mots d'anglais comme *week-end, brunch* et *okay* afin de protéger le vocabulaire plus réduit du français. (J'ai vu un jour dans une brasserie le plat "chicken wings de poulet", qui mériterait qu'on s'y attarde.) Nous ne faisons pas tant de manières au sujet de notre culture, mais on devrait peut-être faire preuve de délicatesse quand on se moque de la leur. Le *franglais* [lire page 32] de Boris Johnson (en réponse à la crise des sous-marins qui a outré Macron), après son piètre bilan au ministère des Affaires étrangères, aura sûrement convaincu les Français qu'ils ont affaire à un mufler.

de vue de Johnson, a-t-il confié, le Royaume-Uni a désormais la possibilité de définir son rôle dans le monde indépendamment de l'UE, "et de nous montrer plus créatifs et plus sûrs de nous quant aux gens que nous décidons de soutenir, et comment nous le décidons". Avant d'ajouter : "Et si ça a un côté français, eh bien, c'est comme ça."

Les deux pays ont peut-être adopté des stratégies différentes pour préserver leur puissance, leur influence et leur indépendance, mais dans un cas comme dans l'autre, il s'agit avant tout de rester parmi les grands. Paris l'envisage sous la forme d'une France planétaire propulsée par l'UE; Londres, sous la forme d'une Grande-Bretagne planétaire hors de l'UE. Deux projets sensés, mais dont les limites sont évidentes et tiennent à leurs relations avec le reste du continent. La France a perdu son rôle de chef de file en Europe au profit de l'Allemagne, tandis que le Royaume-Uni a carrément renoncé à tenter de guider l'Europe, et il lui reste encore à savoir quel genre de relations il souhaite établir avec ses voisins les plus proches.

Avec le recul, il est difficile de ne pas en conclure qu'il y a autant de ressemblances que de différences entre le Royaume-Uni et la France. Chacun contemple depuis longtemps dans le miroir de l'autre le reflet qu'il souhaite voir, qui masque la réalité du défi qu'ils doivent tous deux relever.

—Tom McTague
Publié le 25 septembre

* En français dans le texte.

** En Johnson dans le texte.

Boris Johnson, qui reste très populaire dans les sondages (pour l'instant), peut certes jouer de la froideur* française, mais Macron se présente à sa réélection au printemps 2022 et il ne veut pas donner l'impression que les Britanniques ont gagné. Mais il est aussi malvenu, pour le Royaume-Uni, de se mettre à dos ses amis européens, à l'heure où nous avons tant d'autres sujets d'inquiétude (la Chine, la Russie, l'Iran). Et si on se réconciliait? C'est pas la guerre*.

—Jenny Hjul, le 9 octobre sur le site conservateur **Reaction.life**

* En français dans le texte.

Courrier international



Analyser

les points de vue de l'étranger sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries de **Courrier international** si j'opte pour le prélèvement.



Valeur 51€*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~ et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution. **Je complète le mandat SEPA ci-dessous.**

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~ par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/auto2> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction de plus de **45%****

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/03/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1616

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par Courrier international
Paiement récurrent
Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

trans- versales.

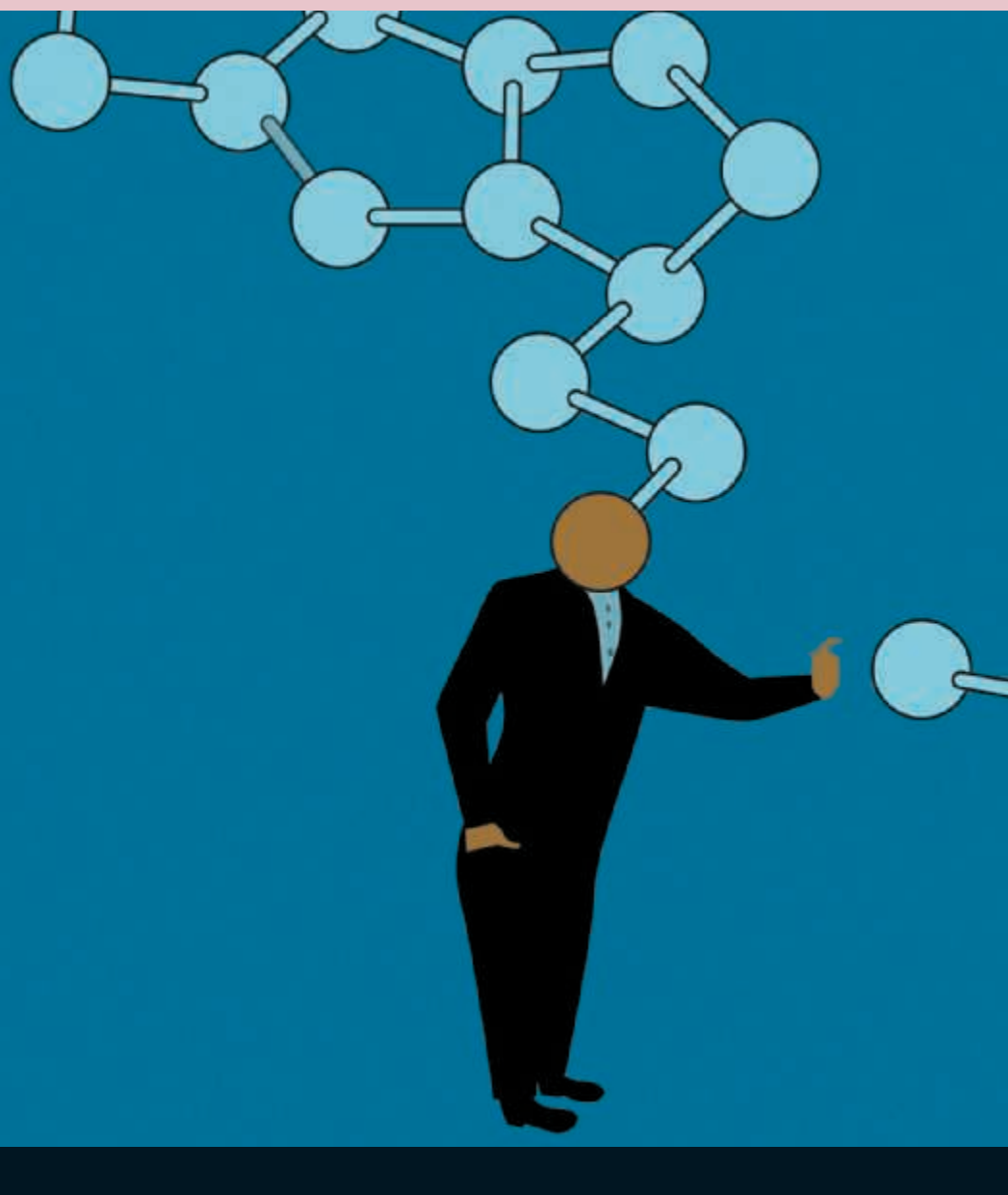


sciences

Économie 38
Signaux 39

La fusion nucléaire, une réussite avant tout militaire

Physique. Après des années de tâtonnements, l'expérience menée cet été en Californie permettra aux États-Unis de mieux tester leur arsenal nucléaire. Et, au passage, d'asseoir leur présence dans le domaine.



✍ Dessin d'Ajubel,
paru dans *El Mundo*, Madrid.

—Nature (extraits) Londres

Les chercheurs travaillant au sein de l'équipement laser phare du ministère de l'Énergie américain ont pulvérisé leur propre record, début août, en produisant pendant une fraction de seconde plus de 10 quadrillions de watts d'énergie de fusion. Soit environ 700 fois la capacité de production de l'ensemble du réseau électrique américain à un instant *t*. Cette percée a ravivé l'espoir de voir le National Ignition Facility (NIF), qui a connu bien des difficultés par le passé, atteindre enfin son objectif de produire plus d'énergie qu'il n'en consomme lors d'une réaction de fusion entretenue.

Abritée dans le Laboratoire national Lawrence Livermore (LLNL), en Californie, l'installation, qui a coûté 3,5 milliards de dollars [3 milliards d'euros], n'a pas été conçue pour servir de prototype de centrale électrique, mais pour étudier les réactions de fusion au cœur des armes thermonucléaires [la bombe H, par exemple ; la bombe A, dite atomique, repose sur la réaction de fission nucléaire.] Après l'interdiction des essais nucléaires souterrains par les États-Unis à la fin de la guerre froide en 1992, le ministère de l'Énergie a proposé la construction du NIF dans le cadre d'un programme scientifique plus vaste, le Stockpile Stewardship Program, conçu pour vérifier le bon fonctionnement des armes nucléaires du pays sans les faire exploser.

Après cette avancée en matière de fusion par laser, les scientifiques estiment, avec un optimisme prudent, que le NIF pourrait enfin tenir ses promesses, en aidant les physiciens à mieux comprendre le déclenchement de la fusion nucléaire, et donc le processus de détonation des armes. *“C'est vraiment la question scientifique du moment pour nous, explique Mark Herrmann, directeur adjoint du département de physique fondamentale des armes au LLNL. Il s'agit de savoir où, et jusqu'où, nous pouvons aller.”*

Revenons ici sur le long parcours du NIF, sur ce que cette avancée signifie pour le programme de tests de fiabilité de l'armement nucléaire du ministère de l'Énergie et sur ce que l'avenir nous réserve.

Comment le NIF réalise-t-il la fusion nucléaire ?

D'une hauteur de dix étages et d'une superficie équivalente à trois terrains de football américain, le NIF abrite un ensemble d'équipements optiques et de miroirs qui amplifient une impulsion initiale de photons [les particules élémentaires de la lumière], puis la divisent en 192 faisceaux laser ultraviolets, pour finalement les concentrer sur une cible plus petite qu'une gomme de porte-mine : un cylindre en or. Les faisceaux frappent celui-ci avec une énergie d'environ 1,9 mégajoule pendant moins de 4 milliardièmes de seconde [4 nanosecondes]. Ce qui crée

Lasers ou champ magnétique

●●● Depuis la découverte, en 1920, de son existence par l'astrophysicien Arthur Eddington, de nombreux dispositifs tentent de reproduire la réaction de fusion nucléaire avec un objectif commun : atteindre le seuil d'ignition, c'est-à-dire produire plus d'énergie que celle consommée pour déclencher la réaction. Deux méthodes existent pour confiner la matière : l'usage de lasers, comme au National Ignition Facility (NIF), ou le recours à un champ magnétique.

C'est cette seconde option qui a été choisie, par exemple, pour le Réacteur thermonucléaire expérimental international (Iter), dont la construction, dans les Bouches-du-Rhône, a été lancée il y a une décennie et dont les premières expériences sont attendues pour 2035. Il s'agit d'un tokamak, un aimant en forme d'anneau métallique creux (tore). Selon l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), il existe près de 250 tokamaks dans le monde.

des niveaux de température et de pression observés uniquement dans les étoiles et les bombes thermonucléaires.

Une telle puissance d'impulsion provoque l'effondrement du cylindre, qui renferme une capsule congelée contenant du deutérium et du tritium. Les isotopes de l'hydrogène au cœur de la capsule montent en température et fusionnent, produisant des noyaux d'hélium, des neutrons et des rayonnements électromagnétiques. L'objectif est de déclencher une cascade de particules qui entraîne elle-même de nouveaux phénomènes de fusion et de nouvelles particules, afin d'obtenir une réaction de fusion entretenue. Par définition, on parle d'"ignition" lorsque la réaction de fusion produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme. D'après les premiers résultats de l'expérience du 8 août, les réactions de fusion ont produit une énergie équivalente à 70 % de celle utilisée pour l'expérience, un pourcentage record, proche du seuil d'ignition.

Le NIF est entré en service en 2009. Pourquoi a-t-il fallu autant de temps pour atteindre l'ignition (ou presque)?

Même si personne ne s'attendait à ce que ce soit facile, la construction de cet équipement s'est révélée plus complexe qu'escompté. Commencée en 1997, elle s'est achevée plus de dix ans plus tard, avec plusieurs années de retard et un dépassement de budget d'au moins 2,4 milliards de dollars.

Le NIF n'a pas atteint son objectif de parvenir au seuil d'ignition en 2012. Dès lors, les chercheurs n'ont eu de cesse de peaufiner l'installation et d'optimiser les cibles placées dans la chambre de réaction. C'est en apportant de multiples modifications à ce dispositif gigantesque qu'ils ont obtenu leur récent succès, notamment en effectuant de nouveaux diagnostics et en améliorant les techniques de fabrication des cibles, ainsi que la précision des lasers.

Bien avant que le NIF n'entre en activité, il faisait déjà l'objet de nombreuses controverses, suscitant des interrogations chez les chercheurs indépendants à propos de sa conception et de sa gestion. En mai 2016, l'agence américaine chargée de la sécurité nucléaire

(la NNSA), une branche du ministère de l'Énergie qui encadre l'armement nucléaire et finance le NIF à hauteur d'environ 350 millions de dollars [350 millions d'euros] par an, doutait que l'installation n'atteigne jamais son objectif: le seuil d'ignition.

Cependant, même les détracteurs de longue date du projet ont reconnu que la récente percée constituait une avancée majeure. Stephen Bodner, physicien spécialiste des plasmas, qui travaillait auparavant au laboratoire de recherche de la marine américaine, à Washington, s'est dit "agréablement surpris" par un tel résultat – en supposant qu'il soit reproductible. "J'ai hâte de lire le rapport scientifique qui donne des explications à ce sujet", avoue-t-il.

L'objectif est de vérifier le bon fonctionnement des armes nucléaires sans les faire exploser.

L'équipe de Lawrence Livermore et ses collaborateurs commencent juste à étudier les résultats mais, d'après les premières données, il semblerait que le rendement énergétique soit huit fois plus important que lors des expériences menées il y a plusieurs mois, et vingt-cinq fois plus élevé que le précédent record officiel, établi en 2018. Les responsables du laboratoire ont indiqué qu'ils avaient rendu publics les résultats de l'expérience avant même qu'ils fassent l'objet d'un article dans une revue à comité de lecture, car la nouvelle se répandait déjà dans les cercles de chercheurs sur la fusion.

Quels enseignements tirer quant aux armes nucléaires?

En théorie, le NIF pourrait permettre de mieux comprendre les conditions précises nécessaires au déclenchement et à l'entretien d'une réaction de fusion. C'est d'ailleurs ce que les chercheurs ont voulu faire en optimisant le système ces douze dernières années. Cette question est aussi cruciale pour le programme de gestion de l'armement nucléaire américain.

Depuis 1992, les physiciens construisent un programme complet d'étude de l'arsenal nucléaire américain, en utilisant

des superordinateurs de plus en plus puissants, ainsi que de nombreux autres dispositifs conçus pour tout tester, des matériaux et composants nucléaires aux explosifs. Bien que le NIF ne fasse pas exploser de bombes miniatures, les expériences qui y sont menées pourraient aider les scientifiques à améliorer les modèles informatiques qu'ils utilisent pour simuler la détonation d'armes, afin de réduire les incertitudes dans ce domaine, souligne Mark Herrmann. D'autres expériences pourraient permettre de vérifier comment l'électronique et d'autres composants d'une arme résistent aux intenses séries de radiations qu'ils risquent de subir dans un environnement de guerre hostile.

De nombreux chercheurs font valoir que l'installation permet aussi de renforcer la confiance dans le stock d'armes du pays – et de dissuader les menaces extérieures – en contribuant à attirer de jeunes chercheurs dans le domaine nucléaire et à maintenir chez les scientifiques un esprit très entreprenant. "Elle met en avant des prouesses scientifiques, c'est un élément plus général qui compte aussi", estime Mark Herrmann.

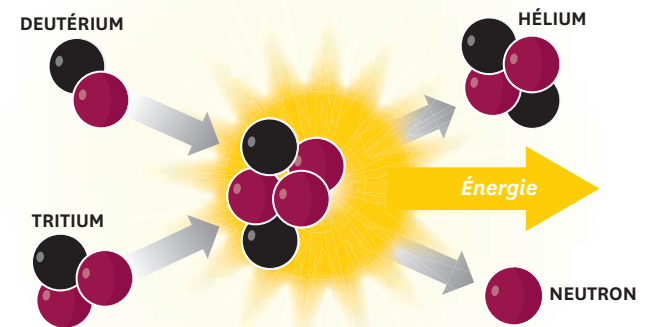
Et après?

L'ultime test – pour savoir si l'équipe est capable de reproduire sa tentative réussie du 8 août – pourrait avoir lieu à compter du mois d'octobre, selon les responsables du laboratoire. En attendant, les chercheurs s'efforcent d'analyser au plus vite leurs résultats afin de les publier [leur expérience n'a toujours pas fait l'objet d'une publication]. Comme l'installation fonctionne à la limite scientifique du possible, les moindres variations dans la fabrication de la capsule ou du réglage des lasers peuvent suffire à entraîner une production d'énergie inférieure ou supérieure, explique Mark Herrmann. "Nous ne pouvons pas refaire exactement la même expérience sur la cible, car nous l'avons fait exploser", précise-t-il. Avant d'ajouter, qu'avec le temps, l'équipe devrait être en mesure de reproduire cette tentative réussie et d'en tirer parti, afin de pousser l'installation encore plus loin dans ses capacités.

—Jeff Tollefson
Publié le 27 août

Fusion nucléaire, mode d'emploi

La fusion nucléaire est une réaction physique qui a lieu au cœur des étoiles. Des atomes légers d'hydrogène sont transformés en atomes plus lourds d'hélium, libérant au passage une quantité phénoménale d'énergie.



En laboratoire, les combustibles sont deux isotopes de l'hydrogène, le **deutérium**, obtenu par distillation de l'eau douce ou de l'eau de mer, et le **tritium**, produit à partir du lithium – un métal présent dans la croûte terrestre.

L'expérience menée au National Ignition Facility (NIF)

1 Une capsule contenant le combustible est placée dans un cylindre creux en or comportant deux ouvertures.

2 Les 192 faisceaux du laser du NIF* envoient pendant 4 nanosecondes une énergie de 1,9 mégajoule (MJ).

3 Au contact des faisceaux, la paroi du cylindre émet des rayons X qui vaporisent les parois de la capsule.

4 Cette réaction génère une énorme pression sur le combustible. Le mélange passe à l'état **plasma** – la matière est ionisée –, dont la température atteint une centaine de millions de degrés.

5 La réaction de fusion a lieu, libérant 1,3 MJ d'énergie.

* Avec une taille équivalente à trois terrains de football, il s'agit du plus grand laser du monde.

SOURCES : AFP, CEA, ITER, LLNL

ÉCONOMIE



Des routes de la soie parsemées de dettes

Infrastructures. Nombre de projets chinois à l'étranger, tout particulièrement en Asie, sont minés par des "dettes cachées". Un écheveau de montages financiers opaques démêlé par des chercheurs.

—The Economist Londres

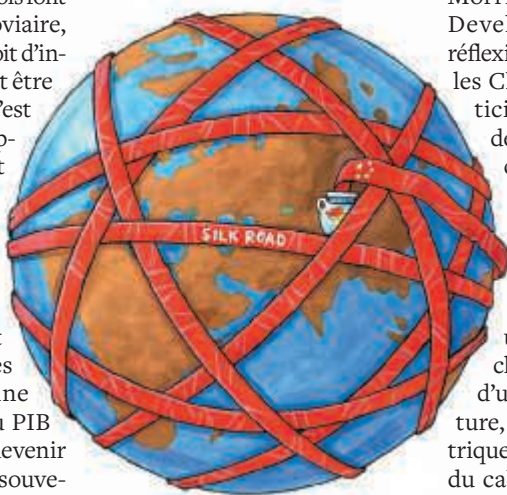
Aux abords de Vientiane, la capitale du Laos, les ouvriers du China Railway No. 2 Engineering Group [une entreprise de BTP chinoise] viennent de souder les 500 derniers mètres de la voie ferrée qui crée une "ligne ininterrompue" entre la Chine et le Laos, l'un des grands chantiers de l'Initiative une ceinture, une route [autre dénomination des nouvelles routes de la soie].

Les médias officiels chinois font l'éloge de cette voie ferroviaire, présentée comme un exploit d'ingénierie moderne, qui doit être inaugurée en décembre. C'est aussi une prouesse de comptabilité moderne, qui déduit de la dette publique laotienne 3,6 milliards de dollars [3,1 milliards d'euros] que l'État risque quand même de devoir rembourser. Ce financement ainsi que d'autres "dettes cachées" envers la Chine représentent un tiers du PIB laotien, ce qui pourrait devenir problématique : la dette souveraine du Laos équivaut déjà à environ 60 % de son PIB et la moitié de cet argent doit aller à la Chine.

Base de données. Les dettes cachées minent un grand nombre de projets chinois de développement à l'étranger, tout particulièrement en Asie. Les financements sont si complexes et répartis entre tant d'entités que mêmes les autorités financières chinoises peinent à y voir clair. Le 29 septembre, le laboratoire de recherche AidData, de l'université américaine William & Mary [en Virginie], a diffusé une base de données visant à chiffrer les prêts accordés par la Chine à des projets à l'étranger, en incluant les dettes hors

comptabilité officielle, qui ne sont pas déclarées à la Banque mondiale.

AidData a recensé 13427 projets pour lesquels la Chine a prêté environ 800 milliards de dollars [environ 700 milliards d'euros], couvrant les années 2000 à 2017. Sur ce montant, 385 milliards de dollars sont qualifiés par AidData de dettes "cachées". Les chercheurs ont aussi recensé 44 pays qui doivent à la Chine des sommes correspondant à au moins 10 % de leur PIB.



Comprendre combien les États doivent à la Chine est essentiel car nombre des pays en développement concernés, mis en difficulté par la pandémie, cherchent à renégocier les conditions de leur dette souveraine, non seulement avec la Chine, mais aussi avec des organismes multilatéraux et d'autres États.

En 2020, le G20, dont fait partie la Chine, a accepté de suspendre provisoirement les échéances de 73 pays, afin de leur permettre de restructurer leurs emprunts. Mais nombre de prêts accordés par la Chine sont conçus de telle manière que ce sursis n'est pas toujours applicable. Dans le cas de la ligne

Route de la soie. Dessin de Makhmud Eshonkulov, Ouzbékistan.

de chemin de fer Chine-Laos, certains prêts sont signés entre des entreprises publiques et des coentreprises sans garantie officielle de l'État. Parfois, les gouvernements n'ont même pas connaissance de tous les emprunts qu'ils devront un jour finir par assumer.

Le nombre de prêts accordés par la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie a considérablement baissé depuis quelques années. Mais rien n'indique que Pékin prévoit de changer de méthode avec ses débiteurs. Beaucoup de ces prêts sont conclus avec des pays pauvres à des taux d'intérêt commerciaux et prévoient des garanties (par exemple, les recettes de la vente de ressources naturelles), ce qui n'est pas le cas du financement classique des projets de développement.

Botter en touche. Face aux impayés, la Chine choisit le plus souvent d'allonger la durée d'un prêt au lieu d'accepter une décote du principal – une façon de "botter en touche", selon Scott Morris, du Center for Global Development, un groupe de réflexion de Washington. Parfois, les Chinois prennent une participation importante dans des projets où les débiteurs cumulent les impayés. En 2017, la prise de contrôle d'un port au Sri Lanka a donné lieu à des accusations de "diplomatie du piège de la dette". Au Laos, une entreprise publique chinoise s'est déjà emparée d'un autre pan de l'infrastructure, une partie du réseau électrique. Mais selon Matt Mingey, du cabinet d'études Rhodium Group, l'exemple de la ligne ferroviaire montre qu'un prêt chinois affecté à des infrastructures peut être compliqué plutôt que "caché".

Car la coentreprise qui doit à la Chine 3,6 milliards de dollars [pour la construction de la voie ferrée] est déjà détenue en majorité par trois entreprises publiques chinoises, ce qui en fait plutôt un projet chinois mis en œuvre à l'étranger. Si le chemin de fer se révèle un échec financier, c'est peut-être la Chine qui devra finir par payer, et non le Laos. La "dette cachée" serait alors celle que la Chine a envers elle-même. Ce qui devrait être assez simple à régler.

Publié le 2 octobre

LA LETTRE
TECH

Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Le code magique de Cher Scarlett et les toutous flingueurs

A 18 ans, elle payait sa cocaïne en travaillant comme stripteuse. Mais, par chance, Cher Scarlett savait aussi coder. Ce talent de programmeuse, acquis avant ses déboires avec la dépression et la drogue, quand elle était encore une lycéenne prometteuse dans la région de Seattle, lui a offert un rebond digne des contes de fées de la méritocratie américaine. Cher a pu élever seule sa fille grâce à ses vacances de codeuse pour divers sites web prestigieux, dont celui du journal *USA Today*, avant de décrocher son job de rêve l'année dernière, parmi l'élite des développeurs d'Apple. Le *Washington Post* dresse un portrait admiratif de cette bosseuse charismatique de 36 ans, autant pour son parcours que pour son nouveau rôle de meneuse d'AppleToo, un mouvement de salariées qui accuse le géant technologique de discriminations salariales et de sexisme. L'article rappelle que la contestation et les mouvements sociaux dans la tech sont presque toujours l'œuvre de femmes, qu'il s'agisse de la création d'un syndicat chez Google ou des révélations chez Facebook. Cher Scarlett est au moins protégée par sa notoriété des foudres de la direction. Sa collègue Janneke Parrish, elle aussi une figure d'AppleToo, a été, selon *The Verge*, licenciée la semaine dernière sous un prétexte des plus douteux.

Ouaf ouaf

C'est un bon chien-chien qui ne mord jamais, mais il peut vous occire sans scrupule à une distance de 1200 mètres grâce au fusil high-tech qu'il porte sur son dos. Le Vision 60, c'est son nom, est le dernier-né de la gamme des robots canidés de Ghost

Robotics, une start-up dont le prototype a captivé les foules lors du récent salon des armées à Washington.

Popular Mechanics révèle que le Vision 60, capable de monter des escaliers, de se relever seul après une chute et de trotter dans sa prochaine version à près de 15 kilomètres à l'heure, est pour l'instant destiné à des tâches ingrates pour ses collègues humains, comme la surveillance des interminables pistes d'aérodromes militaires. Le magazine avait déjà repéré ce robot, alors sans armes, lors de manœuvres à la base de l'US Air Force à Nellis, dans le Nevada. Doté d'un objectif zoom surpuissant, le Vision 60 peut mettre une cible en joue, mais, selon le code militaire, seul un opérateur humain est autorisé à presser la détente à distance. Enfin, pour l'instant.

Demi-tours

Cinquante fois par jour, parfois toutes les cinq minutes, les résidents du quartier de Richmond, à San Francisco, voient des taxis autonomes de Waymo faire laborieusement demi-tour dans leur rue. Selon *The Verge*, ce phénomène s'explique par l'entraînement de l'intelligence artificielle des véhicules. Les voitures obéissent avec zèle à un panneau interdisant le passage aux non-riverains.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**



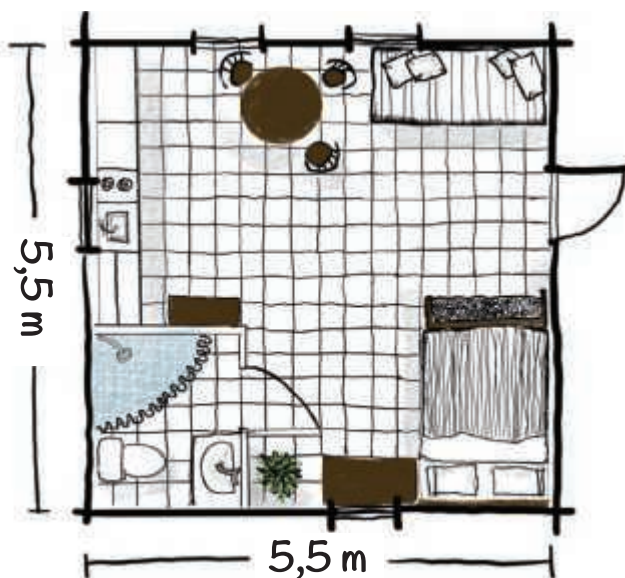
signaux

Ni trop ni trop peu

Pour partager au mieux les ressources, il faut distinguer ce qui est suffisant de ce qui est superflu.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

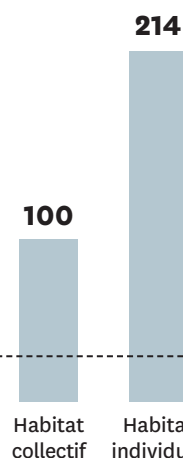
Qu'est-ce qui est nécessaire et suffisant...



... en termes de logement ?

Une habitation de construction solide, offrant une surface convenable, l'accès à l'électricité, un bon confort thermique et des toilettes intérieures correctes. Concrètement, **30 mètres carrés** minimum pour un ménage de trois personnes, plus 10 mètres carrés par personne supplémentaire.

Sources : Narasimha Rao et Jihoon Min, International Institute for Applied Systems Analysis, in "Decent Living Standards: Material Prerequisites for Human Wellbeing", 2017 ["Vivre décemment : conditions matérielles du bien-être pour les êtres humains"]; Statista.



Surface médiane d'un logement aux États-Unis, en mètres carrés, 2019



Sources : Organisation mondiale de la santé ; Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

... en termes de ration alimentaire ?

Un apport correct en protéines, vitamines et minéraux. Pour être en bonne santé, les besoins énergétiques alimentaires moyens s'élèvent à **2 353 kilocalories** par jour pour un adulte.

3 682

Apport calorique moyen par habitant et par jour aux États-Unis, en kilocalories, 2013



Sources : Narasimha Rao et Jihoon Min, International Institute for Applied Systems Analysis, in "Decent Living Standards: Material Prerequisites for Human Wellbeing", 2017 ["Vivre décemment : conditions matérielles du bien-être pour les êtres humains"]; United States Geological Survey, 2015

... en termes d'approvisionnement en eau ?

C'est un accès fiable à une eau de qualité. Pour répondre aux besoins de base, une consommation minimum de **50 litres** par jour et par personne.

310

Consommation d'eau moyenne par habitant et par jour aux États-Unis, en litres, 2015

ILLUSTRATIONS DE JANA FREDERICK SANDERS/YES! MAGAZINE

La source



YES ! MAGAZINE. Cette infographie a été publiée le 10 août dans le numéro d'automne du trimestriel, titré : "Assez, c'est combien ?". À l'heure de l'urgence climatique, le magazine s'interroge sur la possibilité de quantifier les biens et services

permettant de satisfaire les besoins universels de l'humanité, tout en faisant en sorte que le monde que le monde soit viable et pérenne. Le journal défend même l'idée d'un rationnement des ressources afin de garantir à chacun une part équitable du gâteau.

Partagez les coups de cœur
musicaux d'une star
du classique



**LES CARNETS
DE GAUTIER
CAPUÇON**
de **11h à 12h**
le week-end

**RADIO
CLASSIQUE**



En direct et en replay sur radioclassique.fr et l'application Radio Classique

Et votre journée devient plus belle

Finance verte

COMMENT "DÉCARBONNER" NOTRE ARGENT

LE SECTEUR FINANCIER JOUE UN RÔLE DE TAILLE DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN INVESTISSANT DANS LES ÉNERGIES FOSSILES. IL EST TEMPS POUR TOUT UN CHACUN DE PLACER SON ARGENT DANS DES STRUCTURES MOINS ÉNERGIVORES ET PEU ÉMETTRICES EN GAZ À EFFET DE SERRE.

COMMENT VOS HABITUDES BANCAIRES PEUVENT RÉDUIRE VOTRE EMPREINTE CARBONE

Ce n'est peut-être pas le moyen le plus évident pour réduire votre empreinte carbone, mais la façon dont vous économisez et investissez peut jouer un rôle de taille sur la protection de l'environnement.

L'argent dans votre compte bancaire et vos investissements personnels peuvent être une cause directe d'émissions de gaz à effet de serre.

Au total, les institutions bancaires ont fourni 2,3 milliards d'euros à des entreprises d'énergies fossiles depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le changement climatique fin 2015, selon un rapport de Rainforest. Le financement des énergies fossiles a ainsi augmenté chaque année depuis l'Accord de Paris.

Beaucoup de ces banques qui investissent dans les énergies polluantes proposent des comptes courants et d'épargne aux particuliers. Cela ne signifie pas que votre argent est utilisé pour des investissements dans les énergies fossiles car généralement, les services bancaires des particuliers sont séparés des services d'investissement. Un bon point de départ est donc

de rechercher les politiques d'investissement de votre banque.

Une autre approche consiste à influencer la banque de l'intérieur. Des groupes tels que ShareAction, une organisation caritative qui promeut l'investissement responsable, coordonnent les actionnaires des grandes banques pour déposer des résolutions visant à éliminer progressivement les investissements dans les entreprises d'énergie fossile.

Opter pour une banque éthique

Pour ceux qui n'ont pas la capacité financière d'investir dans des actions bancaires, vous pouvez également envisager de changer de banque si vous n'êtes pas satisfait de ses politiques actuelles. Il existe un nombre croissant de nouvelles banques se présentant comme

éthiques et financeurs de solutions.

Les alternatives aux banques, telles que les coopératives de crédit ou les sociétés de crédit immobilier, sont également souvent moins susceptibles de financer des énergies fossiles en raison du choix de leurs investissements. Le site Web à but non lucratif, Ethical Consumer, décrit deux éléments clé à prendre en compte lors du choix d'un compte d'épargne éthique : la clarté et la transparence des investissements de celle-ci et s'il s'agit d'une « mutuelle », c'est-à-dire détenue par les déposants plutôt que par les actionnaires. À titre d'exemple, la Nef, ma French bank et le crédit coopératif figurent comme les trois premières banques françaises à impacts minimes sur l'environnement, selon le classement Moralscore. 22 banques françaises de Moralscore. On retrouve également Boursorama, BforBank et Hello bank placés respectivement en 11^e, 14^e et 16^e position.

Une plateforme permet aux habitants d'Occitanie d'investir dans des projets locaux

La Région Occitanie et la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie (CRCI) ont lancé en avril 2021 : « Épargne Occitanie », une plateforme de financement participatif à destination des habitants. L'objectif est d'atteindre les 20 millions d'euros sur cinq ans pour aider à la réalisation de 200 projets par an. À partir de 100 euros, les investisseurs peuvent soutenir le développement des entreprises de leur choix soit sous la forme d'actions ou d'obligations.



SOLUTIONS D'ÉPARGNE RESPONSABLE BNP PARIBAS. CHOISISSEZ D'INVESTIR DANS CE QUI COMPTE POUR VOUS.



Avec nos fonds thématiques labellisés ISR ou Finansol, votre épargne concilie recherche de performance et impact social et environnemental.

Vous investissez dans une sélection d'entreprises adoptant des pratiques responsables en matière Environnementale, Sociale et de Gouvernance, sur des enjeux d'avenir comme la transition énergétique, l'économie sociale et solidaire ou l'immobilier durable.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur mabanque.bnpparibas



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

LE CROWDEQUITY : INVESTIR RESPONSABLE ET DURABLE

Branche du financement participatif, le crowdequity rend l'investissement durable plus accessible. Il permet aux investisseurs particuliers d'entrer au capital de la société qui les intéressent.

Depuis 2014, le crowdequity est réglementé en France. Son principe ? Permettre à des particuliers de devenir actionnaires d'entreprises moyennes qui veulent développer leur activité. Il s'agit de mettre en relation, d'un côté, des particuliers, des entreprises ou des institutions, qui souhaitent investir dans des projets qui les intéressent, par exemple, dans les énergies renouvelables, des projets d'innovation sociale ou encore des initiatives dans des pays émergents.

D'un autre côté, on retrouve des entreprises non cotées, PME ou startups qui la plupart du temps se lancent sur le marché et sont à la recherche de financements. En misant sur ces entreprises, les particuliers entrent

au capital et sont rémunérés par des dividendes. Le crowdequity a pour avantage de lever facilement des fonds pour les petites entreprises et les startups.

Financer un projet à impact positif

Il existe un large choix de projets à soutenir, que l'on retrouve sur les différentes plateformes de crowdequity. Ces plateformes publient des projets d'entreprises selon certains critères tels que la transparence ou l'impact environnemental. Et elles relient les entreprises et les investisseurs qui peuvent ainsi choisir les projets qu'ils désirent financer. La plateforme WE DO GOOD publie uniquement des projets à impact positif dont de nombreux projets ont été financés avec succès : l'application

Circely contre le gaspillage non alimentaire, la plateforme Nouveaux-consos qui évalue l'impact des produits électroménagers, le logiciel Carbonsaver qui aide les architectes à éco-concevoir ou encore Les choux d'à côté, une plateforme d'annonces alimentaires pour la vente directe.

L'investissement est limité à 2,5 millions d'euros par entreprise tandis que la contribution des investisseurs est libre, avec des tickets d'entrée allant de 100 à 1 000 euros selon les plateformes. Attention toutefois aux risques que ce type de financement peut engendrer puisqu'il s'agit principalement d'entreprises ou de startups récemment lancées sur le marché. Les investisseurs peuvent perdre les montants engagés en cas de faillite.

Les fonds d'investissements citoyens et éthiques

Pour investir au service d'une transition écologique, plusieurs fonds d'investissements ont vu le jour ces dernières années.

- Terre de liens finance l'installation de paysans bio et la "déprivatisation" des terres arables,
- Énergie partagée participe à la création d'unités locales de production d'énergies renouvelables,
- Blue Bees regroupe sur son site de finance participative des projets d'agriculture et d'alimentation écologiques,
- La Coopérative des Oasis permet d'investir dans la création et le développement d'oasis,
- Miimosa propose un financement participatif au service de l'agriculture et l'alimentation.
- Les Cigales, des Clubs d'investisseurs, permettent aux citoyens d'accompagner financièrement celles et ceux qui se lancent dans la création d'entreprise.



Pourquoi choisir l'épargne responsable et solidaire ?

Nous sommes nombreux à partager l'envie d'être plus utiles. Selon une enquête Ifop, 63% des Français s'intéressent à l'impact environnemental et social de leur épargne⁽¹⁾. Mais comment être sûr que notre argent ne sert pas à financer n'importe quoi, n'importe où, pour n'importe qui ?



Une épargne plus utile

Lutter contre le travail des enfants, la corruption ou le réchauffement climatique, c'est possible grâce à l'épargne responsable et solidaire. L'argent placé par l'épargnant est orienté vers des entreprises triées sur le volet, sélectionnées en fonction de leur performance financière mais aussi de leur comportement social, éthique et environnemental.

Sont privilégiées, par exemple, les sociétés qui agissent pour l'emploi, le logement, la réinsertion, la préservation de l'environnement, l'agriculture biologique et les énergies renouvelables. C'est donc une épargne qui contribue à transformer positivement la société.

17 500

emplois créés chaque année.

Une excellente raison de soutenir la finance solidaire aux côtés de France Active et MAIF.

L'épargne solidaire en chiffres

L'épargne responsable et solidaire, tout aussi rentable que les produits financiers classiques, a déjà été adoptée par plus d'un million de Français. En dix ans, grâce à l'épargne solidaire et à France Active, 175 000 emplois ont été créés, dont 64 000 pour des personnes en situation de handicap ou de précarité qui

ne trouvaient pas d'emploi sur le marché ordinaire du travail. Par ailleurs, 547 millions d'euros ont été investis dans la transition énergétique grâce à l'épargne collectée par MAIF⁽²⁾. Attachée à ce modèle d'épargne éthique et utile, MAIF a été le premier assureur français à proposer une gamme de produits d'épargne responsables et solidaires⁽³⁾ : assurance vie, plan épargne retraite, livret et fonds d'investissement de proximité.



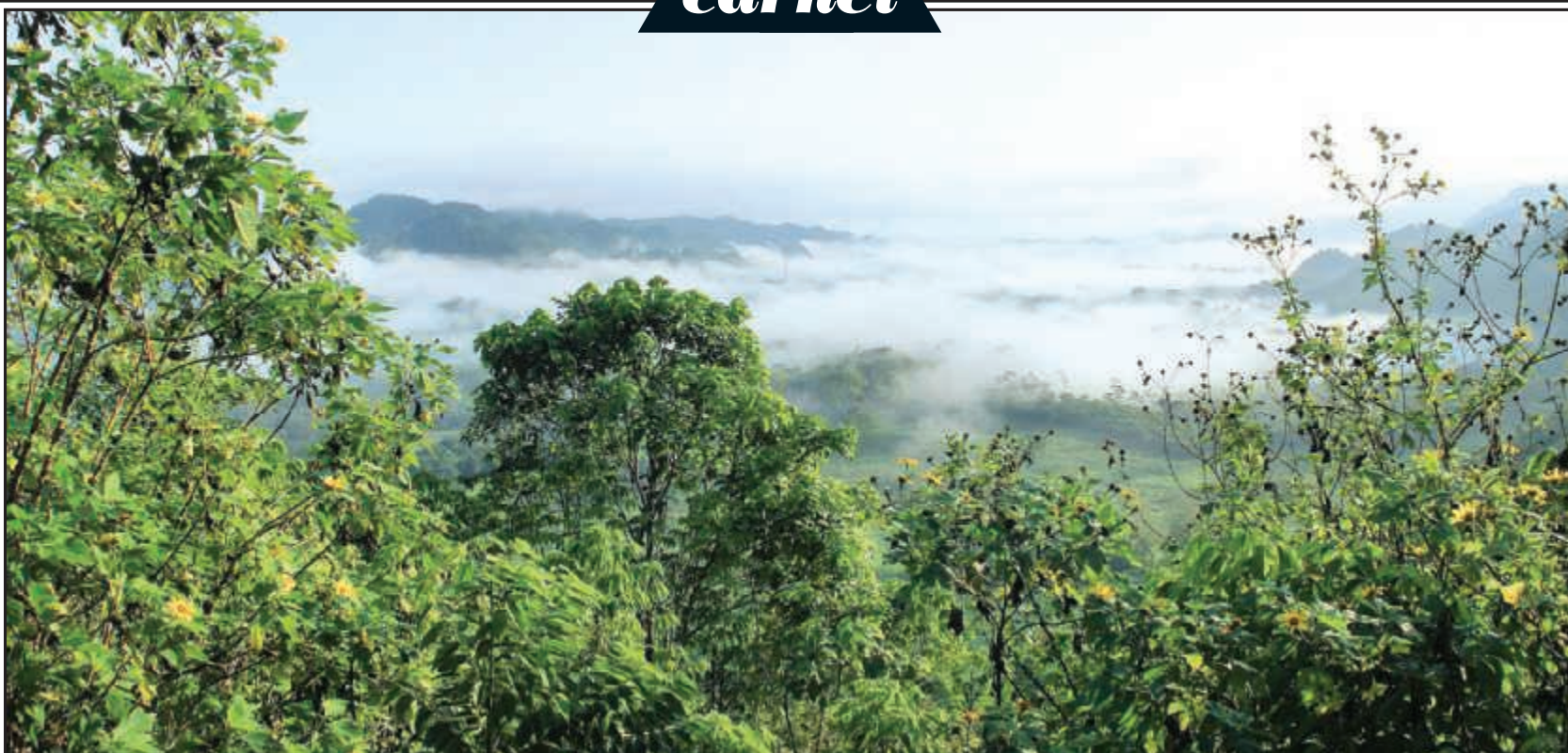
assureur militant

(1) Enquête Ifop - " Les Français et la finance responsable " - août 2018. (2) Rapport ESG/Climat MAIF

(3) Détail des offres et partenaires sur maif.fr

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9.

MAIF VIE - Société anonyme au capital de 122 000 000 € - RCS NIORT 330 432 782 - CS 90000 - 79029 Niort Cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.



LA FINANCE PEUT-ELLE PRÉSERVER L'AMAZONIE ?

Rares sont ceux qui associent les banques et les arbres abattus en Amazonie. Et pourtant, des institutions financières bien connus détiennent des actions ou accordent des crédits à des entreprises liées à la déforestation.

DAu Brésil, la protection de l'environnement est mise au second plan. Et pourtant, la forêt amazonienne est considérée comme un tampon vital contre le changement climatique. L'année dernière, la déforestation en Amazonie a atteint son plus haut niveau en plus d'une décennie, déclenchant un tollé mondial de la part d'investisseurs, d'entreprises et de nations soucieux de l'environnement.

Face à cette pression internationale, l'administration du président Jair Bolsonaro a plaidé pour un soutien financier par le biais de programmes tels que « Adopt a Park ». Il s'agit pour les entreprises et les investisseurs institutionnels de payer pour préserver des morceaux de forêts brésiliennes. Les appels, cependant, sont pour la plupart tombés à l'eau, les investisseurs affirmant

que de tels programmes s'apparentent à de la philanthropie. Au lieu de cela, ils ont demandé à investir dans des obligations vertes, qui ont gagné en popularité au niveau mondial. Les green bonds ou obligations vertes sont des emprunts émis sur le marché par une entreprise ou une entité publique auprès d'investisseurs pour lui permettre de financer ses projets de développement durable. En 2020, l'Italie et l'Allemagne ont émis leurs premières obligations vertes, tandis que le Chili en a émis pour plus de 10 milliards d'euros et le Brésil, 7 milliards d'euros depuis 2015, selon les données de la Climate Bonds Initiative.

Toutefois, les obligations vertes se heurtent à certains obstacles réglementaires, notamment une résolution du Congrès brésilien, vieille de près de vingt ans qui empêche le pays d'affecter des fonds à des projets lors de l'émission de dette souveraine. Cette barrière réglementaire

devra être surmontée. Et ce, malgré la lenteur des changements législatifs du Congrès.

En finir avec le financement de la déforestation

L'autre solution consiste à obliger les investisseurs à ne plus financer la déforestation. Les multinationales BlackRock, Vanguard et State Street, ont investi 10 milliards d'euros dans le commerce et la production d'activités qui seraient directement responsables de la déforestation. Face à cela, la société d'investissement soucieuse de l'environnement Green Century Funds, se sert des actionnaires pour faire plier les grandes entreprises. Cette dernière a ainsi réussi à convaincre toute la chaîne d'approvisionnement en huile de palme (l'une des principales causes de déforestation en Indonésie) d'adopter la déforestation zéro.

Iroko ZEN, la SCPI nouvelle génération portée par un ADN social et environnemental

Créée en 2020, la SCPI a pour but de rendre simple, abordable et transparente l'épargne immobilière. Coup d'œil sur ses particularités.

Décorrélée des marchés financiers, la Pierre a toujours eu une place de choix dans l'épargne des Français malgré des contraintes de gestion évidentes. En parallèle depuis quelques années, la Pierre-Papier, également appelée SCPI, connaît un véritable essor et dépasse aujourd'hui les 71Mds d'euros d'encours (Source: PierrePapier.fr). Tout comme pour l'immobilier direct, ni le capital, ni les revenus ne sont garantis, mais elle offre sans contrainte de gestion à ses épargnants un accès à des actifs immobiliers historiquement réservés aux institutionnels et une mutualisation des risques.

Une SCPI simple et sans commission de souscription

Parmi les 197 SCPI disponibles sur le marché à ce jour, Iroko ZEN présente des atouts indéniables : elle est accessible **sans frais de souscription** alors que les frais d'entrée sont de 9,24% HT en moyenne sur le marché des SCPI traditionnelles (selon une étude de l'Institut de l'Epargne Immobilière et Foncière en 2019), ce qui peut représenter jusqu'à plus de 2 années de rendement. Ainsi la société de gestion Iroko qui gère la SCPI Iroko ZEN aligne au plus près les intérêts de toutes les parties puisqu'elle est rémunérée uniquement sur sa gestion et non pas sur sa collecte de fonds.

De plus, Iroko ZEN est 100% digitale et accessible en quelques clics sur iroko.eu ou auprès de votre conseiller.

Une SCPI adaptée aux usages de demain

Son parc se constitue en connaissance de cause d'un marché bousculé par la crise sanitaire et les changements d'utilisation de l'immobilier. En effet, Iroko ZEN se positionne sur **un parc diversifié et récent, en France et Europe de l'Ouest, composé exclusivement d'actifs occupés**. Elle n'a aucun héritage avec lequel composer et ne veut pas répliquer la réalité du stock d'immobilier professionnel d'aujourd'hui (75% bureaux). Pour accompagner les transitions actuelles, elle investit sur la logistique-entrepôts pour 76% et sur des

bureaux à taille humaine ainsi que des commerces avec services (crèches, alimentation, ensembles médicaux) pour 24% à mai 2021. Par exemple, la société a investi dans une micro-crèche à Pantin dans le 93 ou encore dans un entrepôt à Château-Thierry (à 90 km à l'Est de Paris).



Une SCPI performante et engagée

Son objectif ? **Une distribution annuelle de 5,5% net (objectif non garanti) des frais de gestion** (contre 4,18% en moyenne selon PierrePapier.fr, en 2020). En plus, l'équipe d'Iroko ZEN est convaincue **que performance et engagement peuvent cohabiter**. C'est la raison pour laquelle la société est devenue, en 2021, **la septième SCPI à obtenir le Label ISR** (Investissement Socialement Responsable). Au-delà du label, la SCPI est dotée d'un mécanisme unique de partage de valeur. Une fois l'objectif de performance de 5,50% atteint, la SCPI réinvestit 20% de l'excédent dans des actions d'amélioration de son parc immobilier. Plus qu'une étiquette, le Label ISR est donc un vrai **outil de pilotage de leur politique d'investissement et de gestion**.



Cerise sur le gâteau
Iroko ZEN est lauréate des trophées de la Finance Responsable dans la catégorie Espoir.

IROKO.
Investissons l'immobilier

Rendez-vous sur iroko.eu

3 éléments à avoir en tête avant d'investir

Acheter des parts dans une SCPI est un investissement immobilier long terme. Nous vous recommandons une durée de placement de plus de 7 ans.

Comme tout placement, celui-ci comporte des risques. Le capital investi et les revenus ne sont pas garantis : ils sont liés aux évolutions du marché de l'immobilier et au bon paiement des loyers par les locataires.

Nous précisons également qu'Iroko ne garantit pas le rachat de vos parts et ne fait pas de conseil en investissement.

LE GABON RÉMUNÉRÉ POUR PROTÉGER SES FORÊTS

Avec un poumon vert couvrant près de 90 % du pays, le Gabon, dont l'économie a toujours été tributaire du pétrole, cherche à utiliser ses forêts pour devenir une superpuissance verte.

L Le Gabon est le deuxième État le plus boisé au monde. Contrairement à ses voisins d'Afrique centrale, le pays a protégé sa part du bassin du Congo contre l'exploitation forestière et l'agriculture intensive, avec près de 90 % de forêt dans un pays de la moitié de la superficie de la France. Cela en a fait un refuge pour la faune, avec 60 % des éléphants de forêt du continent, mais aussi un énorme puits de carbone, aspirant 140 millions de tonnes de CO₂ chaque année, contre les 40 millions de tonnes qu'il émet. Il s'agit ainsi de l'un des derniers pays au monde à avoir un bilan carbone négatif qui, paradoxalement, tire presque entièrement ses revenus de l'extraction pétrolière.

Le 13 septembre dernier, le Gabon a adopté une loi lui permettant de vendre des crédits

carbone. Chaque crédit a pour objectif d'empêcher l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. Avant cela, en juin, il est devenu le premier pays africain à recevoir un paiement pour la réduction de ses émissions de carbone. Le paiement fait partie d'un accord qui couvre jusqu'à 130 millions d'euros en récompense de la protection de ses forêts et a été négocié par la Central African Forest Initiative au nom du gouvernement norvégien. Le ministre de l'Environnement, Lee White, espère ainsi transformer certains de ses arbres en une source de revenus afin que le pays puisse réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

Un nouveau plan de financement des forêts

Le gouvernement travaille avec l'African Conservation Development Group (ACDG),

sur un plan pour présenter les forêts du Gabon comme un investissement vert. L'ACDG a reçu le droit d'utiliser environ 700 000 d'hectares de forêt, soit environ 3 % des terres du pays, afin de les développer « durablement ».

L'ACDG est composé d'un panel d'experts universitaires et techniques internationaux qui évaluent les compensations que le projet d'investissement vert générera. L'organisme est chargé de préciser les détails du plan de financement de la forêt gabonaise dans les prochains mois et de faire une annonce avant le sommet des Nations Unies sur le climat à Glasgow, en novembre prochain. Si le plan du Gabon fonctionne, le projet pourrait être un modèle pour d'autres pays en développement qui souhaitent lever des fonds pour protéger leurs espaces naturels.





Une belle retraite, c'est aussi le chant des cigales

En ouvrant dès aujourd'hui votre Plan d'Épargne Retraite avec Allianz, vous prenez soin de votre avenir et vous choisissez un assureur qui s'engage en faveur de l'environnement.

Allianz vous accompagne dans la préparation de votre retraite pour vous permettre de la vivre pleinement.

Prenez rendez-vous dès maintenant avec votre conseiller Allianz pour réaliser un bilan retraite.

allianz.fr/retraite/

Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 643 054 425 € - Siège social: 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre.

Allianz Retraite - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 101 252 544,51 € - Siège social: 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 824 599 211 R.C.S. Nanterre.

Document à caractère publicitaire.

360



MAGAZINE

Irak, année zéro • Cinéma	54
Seniors et futurs cadors • E-sport	55
Pas de "culture malsaine" en Chine • Censure	56
Le pont de la Liberté • Histoire	58



↗ Des membres des Pussy Riot
à Moscou, en janvier 2012.

Photo Igor Moukhin

Pussy Riot: *une révolution russe*



SOURCE



KOMMERSANT

Moscou, Russie

Quotidien, 93 000 exemplaires

kommersant.ru

Kommersant est l'un des premiers quotidiens russes indépendants créés dès 1990, un an avant

la chute de l'Union soviétique. À dominante économique, il demeure aujourd'hui encore une référence sur le marché de la presse russe de qualité. L'article que nous vous proposons ici fait partie d'une série consacrée aux événements et aux personnes qui ont marqué l'histoire et la société russes ces vingt dernières années.

↳ Lors de la performance éclair du groupe à la cathédrale moscovite du Christ-Sauveur, le 21 février 2012. Capture écran extraite d'une vidéo des Pussy Riot

Le 21 février 2012, le groupe punk féministe Pussy Riot investit la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou. Ses membres, vêtues de robes colorées et de cagoules, se trémoussent énergiquement au pied de l'autel pendant quarante et une secondes avant d'être évacuées par des agents de sécurité. Le même jour, une vidéo est publiée sur YouTube sous le titre *Prière punk : Marie mère de Dieu, chasse Poutine*. Les images tournées dans la cathédrale du Christ-Sauveur sont mixées avec une bande-son et des extraits d'une action similaire menée dans la cathédrale de la Théophanie, à Moscou.

Le 3 mars, des membres présumées du groupe, Nadejda Tolokonnikova, Maria Alekhina et Ekaterina Samoutsevitch, sont arrêtées. Le 17 août, toutes trois sont reconnues coupables de vandalisme et incitation à la haine religieuse, et sont condamnées à deux ans de prison (la peine de Samoutsevitch sera commuée ultérieurement en sursis). L'affaire Pussy Riot suscite un tollé public sans précédent et donne lieu à de nombreuses actions publiques, de la part tant des partisans que des opposants du groupe. Des centaines de politiciens et de personnalités culturelles du monde entier apportent leur soutien aux Pussy Riot. Enfin, l'affaire va marquer un tournant dans la rhétorique de l'État concernant les "valeurs traditionnelles" et l'affirmation d'une "majorité conservatrice".

À la parution de la vidéo, nul besoin de faire les présentations : les Pussy Riot sont alors des artistes activistes chouchoutés des médias de la capitale qui parodient un groupe punk. On les a vues se produire sur le toit d'un trolleybus ou encore dans une vitrine de magasin. Leur action la plus spectaculaire a pris place juste en face du Kremlin, sur la place Rouge : juchées sur la plateforme du Lobnoïe mesto [un piédestal en pierre depuis lequel étaient énoncés les décrets du tsar, et sur lequel étaient infligés les châtiments corporels avant la révolution bolchevique], elles ont interprété avec guitares et fumigènes une chanson sur la peur de Vladimir Poutine face aux manifestations.

Elles donnent des interviews sans enlever leurs cagoules et diffusent un message non conformiste mêlant féminisme, écologie, refus de l'homophobie, du machisme et des violences policières. Elles disent tenir à leur anonymat et à l'absence de hiérarchie au sein du groupe : pas de leaders ni de célébrités, des vêtements et des prénoms interchangeables entre les membres, tout le monde peut

adhérer au code couleur et à l'idéologie des Pussy Riot. Ces personnages colorés et graphiques ne passent pas inaperçus dans le paysage plombé de Moscou.

Les actions des Pussy Riot s'inscrivent parfaitement dans l'esprit contestataire de l'hiver 2011-2012, notamment leur performance sur le toit du centre pénitentiaire où sont alors incarcérés Alexeï Navalny [l'un des plus célèbres opposants à Poutine] et Ilia Iachine [un activiste libéral démocrate] après leur arrestation lors du rassemblement du 5 décembre 2011 [au lendemain d'élections législatives remportées par le parti au pouvoir Russie unie, mais contestées par une partie de la population; durant plusieurs semaines, les manifestations vont se succéder].

La vidéo de leur performance à la cathédrale participe de la même vague de protestation. Elle donne lieu à des débats modérés sur Facebook – "le propos est clair, mais pourquoi une église ?" – sans pour autant choquer ni émouvoir outre mesure le public laïque moscovite. Ces intrusions artistiques audacieuses et semi-illégales dans l'espace public relèvent d'une tradition bien établie. Sur ce même monument de la place Rouge où se sont produites les Pussy Riot, Alexandre Brener [l'un des leaders de l'actionnisme moscovite], vêtu d'un short de boxe,

avait défié Boris Eltsine au combat; l'artiste avait aussi fait irruption dans la cathédrale de la Théophanie en criant "Tchéchénie!" [Boris Eltsine, alors président de la Fédération de Russie, venait de lancer la première guerre de Tchétchénie (1994-1996)]. Le groupe Voïna [créé en 2007], qui a flirté avec l'illégalité et le mauvais goût pendant des années, avait achevé de démontrer que rien n'est impossible pour les actionnistes. Le 9 décembre 2011 enfin, des militantes du groupe ukrainien Femen avaient manifesté seins nus devant la cathédrale du Christ-Sauveur avec le slogan "Dieu, chasse le tsar!"

L'intrusion des Pussy Riot dans l'église se termine de manière relativement pacifique : elles ne sont même pas arrêtées par la police, et le diacre Andreï Kouraev ironise sur son blog en disant qu'il aurait bien offert des blinis et un bol d'hydromel aux jeunes femmes. Le soir même, leur action est déjà débattue sur la chaîne [indépendante] Dojd sous un angle commercial : le groupe décrochera-t-il ainsi des contrats dans les clubs moscovites ?

Mais les Pussy Riot ne sont pas un groupe de musique à proprement parler : leurs performances sont furtives comme des actions de guérilla, pas le temps de brancher une sono. Plus généralement, elles sont inclassables,



En février 2012, trois membres de ce groupe punk féministe font irruption dans une cathédrale moscovite et se livrent à une exhibition iconoclaste pour dénoncer la politique de Vladimir Poutine. L'événement et surtout la répression qui s'ensuit vont changer la Russie. Ils vont marquer le début d'une ère de conservatisme moral et culturel qui dure encore aujourd'hui. — Kommersant, Moscou

Repères

UNE NOUVELLE ÈRE
DE CENSURE RELIGIEUSE

“La tradition d’interdire des films, des spectacles, des concerts et des expositions à la demande de croyants offensés a déjà une longue histoire en Russie”, écrivait **Nezavissimaïa Gazeta** fin septembre 2021, alors que le film de Paul Verhoeven *Benedetta* venait de se voir retirer son visa d’exploitation en Russie. Le motif d’une telle mesure n’a pas été clairement énoncé, mais il ne faisait aucun doute, selon le quotidien, que les lobbys ultraorthodoxes avaient invoqué l’offense aux sentiments religieux pour que ne sorte pas en salle ce long-métrage mettant en scène une bonne sœur saphique du XVII^e siècle, incarnée par Virginie Efira (sélectionné au dernier Festival de Cannes, *Benedetta* est sorti en France en juillet dernier). Depuis juin 2013, le délit d’“offense aux sentiments religieux” est passible de la prison ferme. En 2015, partisans de la “liberté de la création” et défenseurs du “sentiment religieux” se sont affrontés dans la ville de Novossibirsk autour d’un spectacle frappé de censure. Il s’agissait de l’opéra de Richard Wagner *Tannhäuser*, dont la transposition de l’intrigue de nos jours faisait du chevalier Tannhäuser un cinéaste et de Jésus-Christ, le héros d’un film érotique. En 2017, le film *Matilda*, de Mikhaïl Outchitel, qui raconte la liaison qu’aurait eue le dernier tsar de Russie dans sa jeunesse avec une danseuse, a de même déchaîné l’ire des militants ultraorthodoxes, qui n’ont cependant pas réussi à faire interdire l’œuvre.

↓ **Moscou, 17 août 2012. Un prêtre orthodoxe s’est introduit dans une manifestation de soutien aux Pussy Riot, près du tribunal où trois membres du groupe sont jugées.**

Photo Iliya Pitalev/Sputnik/AFP



insaisissables et échappent à toute définition : c’est du punk, c’est de l’“action directe”, c’est une extension du mouvement rock féministe américain Riot Grrrl, c’est tout ça à la fois et simultanément. La performance de la cathédrale du Christ-Sauveur inscrit les Pussy Riot également dans la lignée de l’art anticlérical, déjà entré en conflit ouvert avec l’Église et l’État : l’exposition “Attention religion !” au centre Sakharov avait été [en 2003] vandalisée par des militants orthodoxes, les commissaires de l’exposition “L’art interdit”, Andreï Erofeev et Iouri Samodourov, avaient été [en 2008] mis en examen pour incitation à la haine religieuse.

On peut également voir dans la prière punk un écho à un autre événement très médiatisé : la file d’attente de plusieurs kilomètres qui s’est formée sur le quai Frouzenskaïa en novembre 2011 pour admirer la ceinture de la Vierge Marie. Durant des jours, des dizaines de milliers de personnes, en majorité des femmes, ont fait la queue pour entrer dans la cathédrale du Christ-Sauveur et demander un miracle.

L’irruption des Pussy Riot dans cette même cathédrale aurait pu n’être qu’un chapitre de plus dans la chronologie de l’actionnisme moscovite – mais l’œuvre véritable qui fait entrer les Pussy Riot dans la grande histoire n’est pas leur danse de quarante secondes ni leur clip de musique inarticulée et bruyante, c’est tout ce qui se passe ensuite. Les enquêteurs font tomber les masques que les journalistes avaient soigneusement préservés : les Pussy Riot ne sont plus alors les abstraites Chaïba et Garadja, mais Nadejda Tolokonnikova, Maria Alekhina et Ekaterina Samoutsevitch ; elles sont recherchées et arrêtées, on comprend vite qu’elles risquent bien plus que quinze jours de détention pour hooliganisme, alors que cela est jugé [dans un premier temps] comme une punition plus que suffisante par leurs opposants eux-mêmes.

La machine du pouvoir et de la propagande se referme sur elles avec la plus grande férocité : à l’enquête menée à grand renfort de moyens, à la détention provisoire sans cesse prolongée (alors que deux des accusées sont mères de jeunes enfants) viennent s’ajouter les reportages des médias officiels sur ces “blasphématrices” derrière lesquelles se cacheraient un complot mondial contre

la Russie. Des militants ultraorthodoxes organisent des prières de rue contre les Pussy Riot, allant jusqu’à brûler des portraits des membres du groupe.

D’après les chefs d’accusation, les accusées encourent jusqu’à sept ans d’emprisonnement, sans que personne sache la raison d’une telle sévérité : en effet, les jeunes femmes n’ont pas dit un mot pendant leur action, et leur intrusion dans la cathédrale, si déplacée soit-elle, a été interrompue en quelques secondes à peine. C’est ainsi que le procès lui-même se transforme en une “action” surréaliste avec des références aux décisions du concile in Trullo [tenu en 691-692], des accusations de “gigotements démoniaques”, et même la mention dans l’acte d’accusation d’“insulte aux valeurs séculaires de l’Église orthodoxe russe” et de “troubles mentaux induisant une posture active dans la société”.

Cela ne ressemble plus à une action de justice prenant le pas sur la miséricorde, mais à une vengeance au détriment du droit. Tolokonnikova et Alekhina se démarquent au cours du procès par leur attitude particulièrement courageuse, et l’intrigue qui se joue dans la salle d’audience est limpide, du moins aux yeux de la foule de sympathisants qui se massent devant le tribunal : les accusées ont la jeunesse, le courage, l’honnêteté pour elles, tandis que l’accusation, avec la brutalité de l’arbitraire pour seule arme, et sous prétexte de défendre l’orthodoxie (et le tribunal lui-même), voudrait étouffer la liberté.

L’action des Pussy Riot prédisposait sans doute à cette forme d’interprétation dès le départ, mais cette histoire n’a pas été comprise par tous de la même manière. En effet, l’affaire bénéficie d’une campagne internationale de soutien sans précédent (le monde occidental n’avait probablement pas défendu de Russes avec autant de conviction depuis Soljenitsyne). Les Pussy Riot sont perçues [à l’étranger] comme les héritières des dissidents soviétiques, défenseurs des droits et des libertés, ou du mouvement rock des années 1960 qui défiait l’éducation religieuse, les traditions et les préjugés. Paul McCartney signe une lettre ouverte de soutien aux Pussy Riot, en mémoire sans doute du scandale qui a suivi la déclaration de Lennon selon laquelle les Beatles étaient plus populaires que Jésus ; Madonna, qui a elle-même failli être excommuniée à cause du clip de *Like A Prayer*, dans lequel figurait un Christ noir, arbore une cagoule et dans le dos l’inscription “Free Pussy Riot” [“Libérez les Pussy Riot”] lors d’un concert à Moscou à l’été 2012.

Mais ceux qui ont fait la queue pour voir la ceinture de la Vierge Marie ne partagent pas ce vécu et ont un rapport très différent à leurs traditions. Les Pussy Riot, comme la télévision officielle russe le leur martèle, auraient profané quelque chose de très important, certes peut-être pas les fondements séculaires de leur culture, mais pour le moins la foi populaire dans les rituels de l’Église, la mémoire des ancêtres et “l’autre voie” empruntée par la Russie. D’après un sondage [mené avant que le verdict ne tombe], 46 % de la population russe estime que la sanction réclamée est juste. On peut donc en conclure que près de la moitié des Russes est favorable à une peine allant jusqu’à sept ans de camp pour les Pussy Riot.

Finalement, l’État se retrouve être le coauteur, et même le principal exécutif, de ce happening. En invitant sur le devant de la scène les cercles les plus conservateurs de l’orthodoxie, tous ces militants et zéloteurs qui voient en l’Église avant tout le glaive, il prouve aux partisans des Pussy Riot que l’Église, c’est en effet cela : des obscurantistes barbus qui veulent tout étouffer, tout piétiner, un clergé hypocrite et rien d’autre. À l’inverse, les opposants des Pussy Riot perçoivent leurs actions

comme un symbole de ce que sont les libéraux et l'opposition en général : des héritiers du bolchevisme et des profanateurs d'églises qui se pavanent sous l'étendard du mouvement "Pour des élections justes".

Les autorités instrumentalisent ce conflit pour pouvoir, en quelque sorte, le surplomber. Et c'est ainsi que les thématiques féministes, la protestation contre la fusion de l'Église et de l'État, et tous les autres sujets que les Pussy Riot ont véhiculés dans leur action, tombent dans les oubliettes de l'opinion publique. Finalement, le débat autour des Pussy Riot se réduit à une confrontation entre des obscurantistes soucieux de contrôler et de punir et des libéraux qui ne croient en rien. La société est comme scindée en deux camps irréconciliables.

C'est à partir de l'affaire des Pussy Riot que le pouvoir commence à utiliser la carte des "sentiments offensés" [une loi punit désormais "l'offense aux sentiments religieux"]. L'État prend en quelque sorte le contre-pied du programme occidental de gauche symbolisé par les Pussy Riot, pour lequel les sentiments de groupes discriminés deviennent un élément politique important, la reconnaissance de leur douleur et de leurs griefs étant un moyen de lutter pour leurs droits. Le politiquement correct qui marque le troisième mandat de Poutine [commencé en 2012] protège les sentiments non pas de ceux qui voudraient se prémunir de la répression et de la violence, mais précisément de ceux dont l'État se fait le porte-voix : les anciens combattants, les croyants, les patriotes, les partisans des "valeurs traditionnelles" et de la version officielle de l'histoire.

L'historien de l'art Boris Groys a dit à propos du happening des Pussy Riot : "Tout un groupe social qui restait encore invisible et menait une existence discrète dans le champ social russe a été rendu visible par l'action des Pussy Riot, que l'on peut féliciter pour cela. Elles ont atteint leur objectif artistique. La question est maintenant de savoir comment on juge ce qui a été rendu visible." Le pouvoir a peut-être remarqué en amont l'existence de ces populations et perçu leur potentiel, dans la file d'attente pour toucher la ceinture de la Vierge, par exemple. Mais c'est bien le procès qui contribue à les mobiliser, à les structurer et à les rassembler en une force politique. Cela justifie la mise en place de tout un système pour surveiller ce qui pourrait les offenser, expliquer aux citoyens loyaux comment et pourquoi leurs sentiments ont été blessés, et déployer des mesures coercitives pour y remédier.

Voilà comment un spectacle vu tout au plus par un millier de personnes connaît une résonance nationale et un tweet lu cinq fois touche finalement des millions de personnes, dans le seul but de souder un auditoire loyal par l'indignation et la colère contre de prétendus "blasphémateurs". Cette machinerie disciplinaire finit par s'autoalimenter sans aucun effort extérieur : les gens vont au théâtre ou lisent les journaux dans le seul but d'y dénicher quelque chose d'offensant et de le signaler aux autorités compétentes, sachant pertinemment que ces signalements pourront à tout moment être utilisés, comme ce fut le cas avec le témoignage d'une employée de la cathédrale du Christ-Sauveur, qui prétendait avoir subi un préjudice moral si grave lors de la performance des Pussy Riot qu'elle ne parvenait plus le lendemain à faire correctement sa caisse.

Pendant le procès des Pussy Riot, beaucoup ont dit que la forme ou le lieu du rassemblement leur semblait inappropriés, mais une fois que les trois femmes ont été emprisonnées il est devenu impossible de débattre de cela.



Comme l'a fait remarquer le théologien Andreï Desnitski lors d'une table ronde organisée par le journal *Bolchoï Gorod*, "le tribunal les a en un sens acquittées : il les a condamnées, tout en les rendant malheureusement inattaquables sur le plan moral". Il semble en effet que critiquer les Pussy Riot ou les questionner ne sera plus jamais admissible.

Même des années après que les membres des Pussy Riot ont purgé leurs deux ans de prison, la seule évocation des Pussy Riot provoque la fureur et ne reste pas sans conséquence. Piotr Verzilov, l'ex-mari de Tolokonnikova [et membre du groupe Voïna], qui s'est introduit sur un terrain de football en uniforme de police pendant la finale de la Coupe du monde de 2018, à Moscou [pour dénoncer les violences et la torture policières], a par la suite été empoisonné avec une substance non déterminée [ce qui lui a valu une hospitalisation à Berlin]. À l'heure où j'écris cet article, Maria Alekhina et la nouvelle génération de militantes qui l'ont rejointe voient leur détention sans cesse prolongée dans le cadre de ce qui a été baptisé "l'affaire sanitaire" [des proches d'Alexeï Navalny, dont Maria Alekhina, ont été arrêtés lors d'une manifestation en janvier 2021 et accusés d'infraction aux normes sanitaires dans le cadre de la pandémie]. Certaines membres des Pussy Riot ont été contraintes de quitter le pays.

Pour la nouvelle génération d'artistes contemporains ou de militants politiques, les Pussy Riot sont déjà des icônes : leur courage et leur droiture ne font pas le moindre doute, chacun voudrait leur ressembler. Les conservateurs qui brûlaient leurs photos en place publique ont toujours de nouveaux "ennemis de la foi et de la patrie" dans le collimateur, une liste sans fin.

Dans cette confrontation publique savamment alimentée, il y a sept ans comme aujourd'hui, ceux que l'on entend le moins sont ceux pour qui l'Église est autre chose qu'un ramassis d'obscurantistes barbus, qui comprennent qu'une "société libérale" n'est pas synonyme de satanistes féroces et qui aimeraient pouvoir débattre de spectacles et d'opinions politiques. Personne, et encore moins une société dans son ensemble, ne saurait être réduit à une image unidimensionnelle et monochrome – n'est-ce pas ce que l'Église nous enseigne ? Mais, à la guerre – même s'il s'agit d'une guerre artificielle et virtuelle –, il n'y a pas de place pour ces subtilités.

—Iouri Saprykine
Publié le 27 août

En bref

QUE SONT-ELLES DEVENUES ?

En décembre 2013, Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina, les deux membres des Pussy Riot qui avaient été condamnées à deux ans de prison, ont été amnistiées à l'occasion du vingtième anniversaire de la Constitution russe et ont retrouvé la liberté. Avec Ekaterina Samoutsevitch, leur collègue dont la peine avait été commuée en sursis, elles ont porté plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a contraint, en 2018, les autorités russes à leur verser 48 000 euros pour préjudice moral.

L'expérience de la détention a fait naître une nouvelle vocation chez Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina. Elles ont quitté les Pussy Riot et fondé un site d'information consacré à l'actualité judiciaire et pénitentiaire russe. *Mediazona* (<https://zona.media>), qui s'intéresse au sort des citoyens persécutés pour leurs opinions politiques, a très vite acquis une certaine notoriété. En janvier 2020, l'équipe éditoriale a lancé *Mediazona Asie centrale*, et en juillet 2020 *Mediazona Biélorussie*, mais ce dernier site a été bloqué par les autorités biélorusses dès août 2020. De leur côté, les Pussy Riot sont toujours actives. En février 2014, elles se sont produites à Sochi, pendant les Jeux olympiques d'hiver, et ont chanté "Poutine t'apprendra à aimer la patrie". En 2016, elles ont tourné le clip *Chaïka*, du nom de Youri Tchaïka, un procureur général accusé de corruption par l'opposant Alexeï Navalny. En 2018, quatre d'entre elles, habillées en policiers, ont fait irruption sur le terrain moscovite où se déroulait un match de la Coupe du monde de football.

↑ De gauche à droite : Maria Alekhina, Ekaterina Samoutsevitch et Nadejda Tolokonnikova, le 17 août 2012, lors de leur procès à Moscou.

Photo Natalia Kolesnikova/AFP

plein écran.



—L'Espresso (extraits) Rome

Ahmed Yassin Al-Daradji est assis sur la rive de la Diyala, un affluent du Tigre. Le cinéaste regarde le petit Hussein tandis que la nuit tombe lentement sur le paysage mésopotamien qui les entoure. Il n'y a pas un bruit depuis que l'assistant réalisateur, Wareth Kwaish, a demandé à toute l'équipe de faire une pause en attendant la reprise du tournage. On perçoit seulement le coassement insistant de grenouilles et, comme une basse continue, les palpitations des insectes du fleuve. Au loin, un buffle salue de sa complainte solitaire le jour qui meurt, avant que le soleil ne disparaisse par-delà la ligne du Tigre.

Ahmed Yassin attend qu'il fasse nuit pour donner le clap de début d'une des scènes majeures de *Hanging Gardens* ["Les jardins suspendus"]. Son nouveau film, produit par la société Ishtar Iraq Production, est financé par le ministère de la Culture irakien et l'Arab Fund for Arts and Culture [Fonds arabe pour les arts et la culture] de Beyrouth. Les figurants, 15 adolescents payés à la journée, sont assis autour du feu. Ils savourent la poésie et la beauté de cette nuit qui descend sur le fleuve.

L'acteur principal, Hussein Mohammed Khalil, interprète un garçon de 12 ans. Il lui reste pour sa part quantité de choses à faire sous la supervision du réalisateur.

Irak, année zéro

De Bagdad à Mossoul, une nouvelle génération de cinéastes, d'acteurs et de scénaristes redonne vie à une industrie minée par la dictature et les guerres.

Mais il y a pris goût. *"Ce matin, on m'a coupé les cheveux, et maintenant, Ahmed m'explique comment exprimer ma tristesse et ma surprise"*, confie-t-il, un doux sourire aux lèvres.

Ce tournage ne manque pas de surprises, à commencer par la sélection du film au Festival de Venise, en août dernier, dans la section Final Cut [un programme de la Mostra destiné à aider des films au stade de la post-production]. La perte de l'innocence, l'histoire de l'occupation de l'Irak et de ses guerres, mais aussi l'instabilité actuelle et la revendication par les jeunes de droits civiques pleins et entiers [exprimée dans le contexte du mouvement de contestation qui a vu le jour dans le pays fin 2019], se nouent

dans le film autour d'un étrange objet du désir : une poupée gonflable.

Ahmed Yassin nous explique le tout avec passion, après avoir tourné une scène sur une décharge à proximité de Bakouba, au nord-est de Bagdad. *"Le jeune orphelin Assad, alors qu'il passe la journée sur une décharge, trouve, dans un sac-poubelle provenant d'une base américaine, une poupée gonflable. Dans le visage si vrai et expressif de la poupée, il voit l'image d'une mère possible, celle qu'il n'a jamais connue. Il lui donne un nom, Salwa, et l'emporte, la cache, la protège."* Cette présence étrange sème alors la pagaille dans la communauté locale, ainsi que dans le cœur d'Assad.

"Nous avons choisi une histoire très symbolique pour raconter l'Irak d'aujourd'hui",

☞ Sur le tournage du film *Hanging Gardens*, dans la province de Diyala (est de l'Irak). Photo Gianmarco Maraviglia

commente Wareth Kwaish. *"Nous voulions absolument tourner, en dépit de grandes difficultés. Faire du cinéma ici a la saveur de la découverte et de la conquête."*

Wareth Kwaish et Ahmed Yassin Al-Daradji sont deux jeunes cinéastes irakiens, tous deux trentenaires, qui ont grandi sous l'occupation américaine de l'Irak [entre 2003 et 2011]. D'abord formés à l'université de Bagdad, ils ont ensuite mis le cap sur Paris pour le premier, et sur Londres pour le second. C'est là qu'ils ont commencé à travailler dans le cinéma. Mais ils ne souhaitaient pas rester en Europe : ils jugent aujourd'hui le moment venu de raconter leur pays d'origine et de parier sur l'immense potentiel d'une région qui a tant à raconter.

Talents locaux. Après de belles années durant l'ère qui a précédé l'avènement de Saddam Hussein [au pouvoir de 1979 à 2003], le cinéma professionnel a sombré dans l'obscurité et l'oubli. Mais cela fait une dizaine d'années que l'on observe une renaissance de la production d'œuvres cinématographiques et télévisées : à l'occasion de la nomination, en 2013, de Bagdad comme capitale arabe de la culture [un label décerné par la Ligue arabe, en collaboration avec l'Unesco], le ministère de la Culture a investi quelque 12 milliards de dinars irakiens [environ 7 millions d'euros] pour soutenir l'industrie cinématographique, en particulier la production de courts et longs-métrages de fiction, ainsi que celle de documentaires.

Le gouvernement avait également projeté de construire plusieurs infrastructures culturelles – notamment un grand complexe de 87000 mètres carrés qui devait accueillir un opéra de 1500 places et une salle de répétition pour l'orchestre symphonique national. Mais tous les projets du ministère, qu'il se soit agi de rénovations ou de constructions, sont restés lettre morte. Le théâtre Al-Rachid, à Bagdad, renaît seulement aujourd'hui de ses cendres, et ce grâce à des fonds privés. Si ces projets ont capoté, cela tient notamment à l'offensive des milices de l'organisation État islamique et à la chute du pays, entre 2014 et 2017, dans une situation d'incertitude et d'insécurité sans précédent. Mais, aujourd'hui, un vent de changement se lève.

Hikmat Muttashar Majeed Al-Beedhan est le directeur du département de cinéma de l'Académie des arts de Bagdad. Il a fondé la première grande société de production cinématographique de la capitale, Art City, à l'origine d'une ribambelle d'œuvres cinématographiques et télévisuelles. Depuis 2016, Art City organise 3 By 3, un festival international de courts-métrages qui met en valeur les talents locaux et permet d'échanger avec des professionnels étrangers. *"Entre les années 1940 et 2012, nous [les Irakiens] avons réalisé plus*

CINÉMA

de cent films de fiction”, explique Al-Beedhan. “Les cinéastes non professionnels aussi ont été impliqués dans l’industrie cinématographique. Souvenez-vous, après l’arrivée au pouvoir du parti Baas [le parti sunnite auquel appartenait Saddam Hussein] en 1968, le gouvernement a construit beaucoup de salles de cinéma. Mais, comme toute dictature, il a mis le septième art au service de ses objectifs. Aujourd’hui, le cinéma irakien commence à avoir des fonds et des infrastructures, notamment à la faveur du succès des séries télé, de la naissance de plusieurs studios d’animation et de l’intérêt de Netflix [pour le pays].”

Le même Al-Beedhan vient de produire une série sur les manifestations massives d’octobre 2019, qui a remporté un grand succès public sur les chaînes nationales. Et même un bastion religieux comme Kerbala [une ville sainte chiite située au sud-ouest de Bagdad] a aujourd’hui son festival de cinéma, Al-Nahdi Film Festival, qui a explosé en 2018, avec une kyrielle d’œuvres en compétition consacrées à la campagne de l’armée irakienne contre Daech. Quant à la chaîne locale Karbala TV, elle possède un studio d’animation qui crée des figures grandeur nature et les anime en 3D.

À Bagdad, les studios où sont produits le *Melon City Show*, une émission humoristique créée par l’humoriste Ali Fadel et suivie sur YouTube par des millions d’internautes, font figure de temple de la comédie irakienne. “L’expression ‘melon city’ [‘la ville-melon’] est tirée d’un proverbe qui désigne un lieu sans aucun respect pour la loi, où tout le monde fait ce qu’il veut : nous l’utilisons pour parler d’une situation où il n’y a ni organisation ni contrôle, parce qu’il n’y a pas de gouvernement efficace”, explique Ali Fadel en lançant une œillade, alors qu’au-dessus de sa tête les lampes du studio fonctionnent par intermittence. “Ici, nous plaisantons sur tout et sur tout le monde. C’est ce qui explique pourquoi nous sommes très aimés, mais aussi pourquoi les politiciens, les religieux et les milices de toutes appartenances nous adressent constamment des menaces.”

Révolution. Ce genre de critique à peine voilée de la société est aussi le pain quotidien du cinéaste Nias Latif. En 2021, il a achevé le tournage de sa série télévisée *Mina’s Hotel* dans la ville de Souleimanieh, dans le nord du pays. Ici, on tourne les films artisanalement, dans une maison située à la périphérie de la ville et entourée d’un jardin. Coincés là pour des semaines, l’équipe de

tournage et les comédiens se divertissent grâce à d’interminables dîners en plein air, à base de poulet et de riz préparés sur le feu. La comédie en tournage “explore les tensions entre générations d’une manière subtile et divertissante : elle parle de mères et de pères qui ne comprennent plus leurs enfants qui veulent se faire refaire le nez, prennent des selfies, nourrissent des envies de voyage. Nous sommes un pays qui cherche un équilibre entre tradition et modernité, et les modèles culturels d’aujourd’hui sont très différents de ceux d’autrefois”, souligne le réalisateur.

C’est également dans le nord du pays que se déroulait l’action de *Mossoul* [un film américain mis en ligne par Netflix en novembre 2020; inspiré de faits réels, il revenait de façon hyperréaliste sur la bataille de Mossoul et la libération de la ville, capitale du califat de l’organisation État islamique de 2014 à 2017]. Et c’est aussi dans cette même ville qu’a commencé une révolution inattendue. Après la défaite de Daech, des habitants prénommés Marwa, Haitam et Ahmed y ont créé un collectif d’acteurs, réalisateurs et scénaristes. Avec l’aide du célèbre blogueur Mosul Eye – l’historien Omar Mohammed, qui, pendant des années, a révélé au monde le quotidien dans la ville occupée et qui vit aujourd’hui sous protection internationale en Europe –, le collectif a commencé à tourner son premier court-métrage. Le film bénéficie également du soutien de Yad Deen, un réalisateur kurdo-britannique rentré au pays il y a quelques années pour créer sa société de production, Scene It Awards, et valoriser les splendides paysages montagneux du nord de l’Irak, avec la bénédiction du gouvernement local.

Sur les rives du Tigre, dans un restaurant en plein air à nouveau rempli de Mossoul, les clients fument narguilés et cigarettes, avec en toile de fond la route panoramique et les embarcations qui naviguent sur le fleuve. Le jeune scénariste Ahmed Al-Najm y lance son message au monde : “Notre cinéma est notre cri. Nous voulons raconter l’histoire de tous ceux qui ont été tués chaque jour à Mossoul, car personne n’a entendu leur voix. C’est le cas de ma mère, de ma sœur et de mon amie la plus chère, qui est morte sous mes yeux. Donnez-nous la possibilité de faire entendre notre message, s’il vous plaît, parce que sur ces terres, nous pouvons faire tellement de choses.”

— Laura Silvia Battaglia

Publié le 7 septembre

E-SPORT

Seniors et futurs cadors

Ils ont plus de 65 ans et s’entraînent une fois par semaine pour devenir professionnels. Rencontre avec les Matagi Snipers, première équipe de joueurs vidéo seniors du Japon.

Soixante-neuf ans : c’est la moyenne d’âge d’une équipe d’e-sport pour le moins originale qui a été présentée à la presse, fin septembre, dans le département d’Akita, dans le nord-est du Japon. Elle emprunte son nom, les Matagi Snipers, à un groupe de chasseurs traditionnels locaux, précise le **Mainichi Shimbun**.

Si la plupart des nouvelles recrues n’avaient jamais pratiqué les jeux vidéo, l’entreprise informatique S2 qui les a rassemblées espère en faire des joueurs professionnels. Un des membres, dont le pseudonyme est M. Kita, admet qu’il ne savait même pas allumer un ordinateur avant de rejoindre le groupe. “Une fois que j’ai appris à jouer, c’est devenu très intéressant”, raconte-t-il au quotidien **Asahi**. “Ne serait-ce que pour trouver une bonne stratégie avec mes camarades, il faut faire travailler ses méninges, confie Eba-chan, une autre membre, âgée de 67 ans. J’espère que ça permettra de retarder le vieillissement et d’empêcher la survenue de la démence.”

Les seniors se réunissent une fois par semaine pour s’exercer à des jeux de tir comme *Fortnite*. “Le premier jour, j’ai commencé par expliquer ce qu’est *Fortnite*. Ils sont tous débutants, mais ils apprennent vite. Et progressent plus rapidement que ce que j’aurais imaginé”, s’étonne Remon, l’entraîneur de l’équipe, cité dans un reportage que le site **Nikkei BP** a consacré aux Matagi Snipers.

Selon Muso Ogata, le directeur de S2, l’objectif est de redorer le blason de la ville et de la région d’Akita (les deux

entités portent le même nom), laminées par le dépeuplement et le vieillissement de la population. “Les problèmes démographiques sont vraiment alarmants ici. J’ai donc décidé d’aller à contre-courant de cette situation en montant un projet associant les seniors et l’e-sport. Et à Akita, nous avons cette tradition de chasse léguée par les matagi, qui passent des journées dans les montagnes en traquant le gibier. C’est ainsi que j’ai eu l’idée de monter une équipe spécialisée dans les jeux de tir, réunissant uniquement des plus de 65 ans”, commente-t-il, également cité par **Nikkei BP**.

Le projet, inédit dans le pays, pourrait permettre de recueillir des données sur les effets de l’e-sport sur la santé des seniors. “Avec l’accord de nos membres, nous allons effectuer des contrôles de santé à intervalles réguliers”, explique Ogata. Mais ce n’est pas le seul but recherché. “Nous voulons que nos membres embrassent une carrière professionnelle, affirme-t-il encore. Ils pourront non seulement remporter des primes, mais aussi gagner de l’argent en diffusant en stream les vidéos dans lesquelles ils jouent. Nous espérons atteindre cette étape d’ici trois ou quatre ans.”

“Ils sont tous débutants, mais ils apprennent et progressent vite.”

Remon, ENTRAÎNEUR.

“C’est quelque chose qu’on peut dire pour toutes les disciplines, mais il est impossible de goûter au plaisir du sport si on ne s’y consacre pas pleinement”, écrit le journaliste de **Nikkei BP**, impressionné par l’ardeur des Matagi Snipers. “Si nous avons pu supporter les durs entraînements sportifs durant notre scolarité [au Japon, beaucoup de collégiens et de lycéens appartiennent à des clubs de sport], c’est parce que nous étions poussés par la soif de victoire. Si ça avait été pour la santé, nous n’aurions même pas tenu trois jours”, déclare pour sa part Eba-chan.

“Quand vous travaillez dur, vous n’avez pas le temps de vieillir”, répètent de concert les membres de l’équipe rencontrés par **Nikkei BP**. Quant à Ogata, il espère que ses recrues pourront un jour affronter les Silver Snipers, une équipe suédoise d’e-sport également composée de seniors.

— Courrier international



SIX PIEDS SUR TERRE

D’autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

✎ Dessin de Balaban,
Luxembourg.



En Chine, la “culture malsaine” est mise au pas

Pékin ne veut pas seulement contrôler le temps que les jeunes Chinois passent devant leurs écrans. Il veut aussi contrôler ce qu'ils regardent et ce à quoi ils jouent, relate ce quotidien en langue chinoise de Singapour.

—Lianhe Zaobao Singapour

Le séisme qui secoue actuellement le monde du divertissement en Chine [lire encadré ci-contre] a étendu son onde de choc à celui de la 2D. Une pression accrue pèse désormais pour le “redressement” des jeux vidéo en ligne et des dessins animés.

Selon un document destiné aux professionnels, le département de la propagande de la municipalité de Pékin a organisé [en septembre] des séances de formation pour les opérateurs de jeux en ligne, afin de les informer des dernières exigences de la censure. Les jeux vidéo ne sont “plus un pur divertissement”, mais ils ont désormais également une fonction artistique, et doivent à ce titre être appréciés à l'aune des valeurs qu'ils véhiculent.

Sont, de ce fait, interdits les jeux donnant la primauté à l'argent, ou ceux qui modifient à loisir des “figures historiques bien établies”. S'inspirer et faire la promotion de la culture japonaise est proscrit, de peur que les joueurs ne finissent par “mieux connaître l'histoire du Japon que la leur”. En outre, sont bannis les personnages [que les autorités chinoises considèrent comme] efféminés – au maquillage, au comportement et à la voix rappelant ceux des femmes –, ceux qui se livrent à de “mauvaises activités”, tels que les assassins, les tueurs, les gros bras ou les pirates, et les personnages qui fument, boivent de l'alcool, fréquentent les pubs ou arborent des tatouages.

Cette remise au pas avait commencé par la limitation, le 30 août dernier, de l'accès des mineurs aux jeux en ligne à seulement une heure les week-ends et jours fériés. Puis, le 8 septembre, le département de la propagande et le bureau chargé de l'information sur Internet ont convoqué des responsables de Tencent, de NetEase et autres sociétés de jeux en ligne et plateformes de streaming. Après leur avoir rappelé l'importance de la lutte contre la dépendance aux écrans, ils ont demandé à ces professionnels de mieux vérifier et filtrer les jeux en ligne, en interdisant strictement les contenus illégaux tels que les références à des “valeurs erronées”, les scènes de pornographie, les images sanglantes ou d'horreur, et de résister fortement à la diffusion d'une “culture malsaine” qui “prône l'homosexualité”.

CENSURE

Selon un développeur de jeux vidéo, certaines licences de jeu vont être provisoirement suspendues. D'après les dernières règles en matière de filtrage, non seulement les jeux ne doivent pas montrer d'effusion de sang, mais il faut changer la couleur de la plupart des choses rouges pour qu'il n'y ait pas “trop d'aspects sanglants”. Les jeux qui mettent en avant l’“énergie positive” et contiennent des éléments de la culture chinoise ont plus de chances de ne pas être censurés, à condition qu'ils ne concernent pas des personnages historiques.

Parallèlement, le 24 septembre, un certain nombre de films d'animation ont été retirés des plateformes vidéo, notamment

Ultraman Tiga [une série japonaise “tokusatsu”, production vidéo à effets spéciaux], Killer Seven [Cike Wu Liu Qi en version originale, une série chinoise sur un coiffeur qui tue avec ses ciseaux] et The Day I Became a God [une série animée japonaise sur la rencontre entre un lycéen et une déesse]. Cette série de déréférences a déclenché de vives réactions. Certains internautes ont protesté, estimant que les autorités utilisaient la protection des mineurs comme prétexte pour ronger l'espace réservé aux divertissements pour adultes. D'autres ont mis en doute la pertinence de ces mesures, en constatant que les drames sur la guerre contre le Japon contenaient aussi de nombreuses scènes sanglantes et violentes : “Comment se fait-il que les mineurs, qui ne sont pas autorisés à regarder Ultraman combattre des monstres, peuvent quand même voir des diables [appellation encore usitée en Chine pour désigner des soldats japonais] se faire écharper?”

Face au tollé, Ultraman Tiga a finalement été remis en ligne le 27 septembre, mais dans une version expurgée, tandis que Cike Wu Liu Qi a été abrégé en Wu Liu Qi, le mot “cike” [“assassin”], disparaissant au passage...

Selon You Jie, professeure à l'École des arts du cinéma et de la télévision de l'université de la communication de Chine (CUC), c'est sans doute à la suite de plaintes de parents que les pouvoirs publics ont demandé le retrait de ces films, sans prendre la peine d'enquêter de manière approfondie. Ayant constaté

par la suite que le problème n'était pas aussi grave qu'elles le pensaient, les autorités ont donc autorisé de nouveau leur mise en ligne après les avoir censurés en partie.

You Jie souligne à quel point les produits culturels que sont les jeux et les films d'animation ont une influence importante sur le public, notamment sur la jeunesse, à l'instar du cinéma et de la télévision. Après la remise au pas du monde du divertissement, un encadrement plus poussé des produits 2D était prévisible. Malgré les protestations, la démarche présente selon elle plus d'avantages que d'inconvénients : “Le jeu et l'animation sont en plein essor. Comme le seuil d'entrée sur le marché est très bas, la qualité de la production est très inégale, ce qui a favorisé l'apparition de phénomènes indésirables, notamment des scènes de violence, de boys love [des histoires d'amour entre garçons, écrites pour un public féminin; le genre, venu du Japon, est devenu très populaire en Chine] ou de pornographie douce, des tendances qu'il fallait de toute façon corriger. Un bon contrôle du secteur contribuera à le réguler et à élever le niveau des œuvres produites. Le problème actuellement est que les services concernés ne disposent pas de critères clairs pour bien encadrer le secteur et qu'en frappant sans discernement ils risquent de toucher par erreur des innocents.”

—Chen Jing
Publié le 29 septembre

Contexte

UN SÉVÈRE RECADRAGE

C'est l'une des facettes de la campagne de “prospérité commune” qu'a lancée Xi Jinping pour réduire l'influence des riches et puissants en Chine et, ce faisant, les inégalités. Le régime a entrepris de recadrer sévèrement l'industrie du divertissement, accusée de propager le culte de l'argent roi et de corrompre la jeunesse. Cela a par exemple valu à l'actrice Zhao Wei, aussi connue que riche, d'être soudain effacée de l'Internet chinois en août dernier : son nom a été banni des réseaux sociaux, ses films et séries ont disparu de certaines plateformes de streaming. Cet été, Pékin a aussi lancé une campagne contre la fan culture et un culte de la célébrité qualifié de “toxique”. Il a entre autres interdit la publication, sur les réseaux sociaux, de listes qui classent des stars, des chansons ou encore des films selon des critères autres que purement “professionnels”.

"LE PLUS BEAU FILM DE WES ANDERSON"

KONBINI

DE WES
WES ANDERSON

THE FRENCH DISPATCH

OF THE LIBERTY, KANSAS EVENING SUN



SEARCHLIGHT PICTURES et INDIAN PAINTBRUSH présentent au film AMERICAN EMPIRICAL PICTURES et WES ANDERSON
"THE FRENCH DISPATCH OF THE LIBERTY, KANSAS EVENING SUN" Casting U.S. DOUGLAS AIBEL CSA
Casting Français ANTOINETTE BOULAT Casting U.K. JINA JAY Superviseur Musical RANDALL POSTER Musique de ALEXANDRE DESPLAT
Costumes MILENA CANONERO Montage ANDREW WEISBLUM ACE Décors ADAM STOCKHAUSEN
Directeur de la Photographie ROBERT YEOMAN, ASC Producteur Exécutif FREDERIC BLUM Coproductrices OCTAVIA FEISSEL Producteurs Délégués ROMAN COPPOLA
HENNING MOLFENTER CHRISTOPH FISHER CHARLIE WOESCKEN Produit par WES ANDERSON
STEVEN HALES JEREMY DAWSON Histoire de WES ANDERSON et ROMAN COPPOLA et HUGO GUINNESS et JASON SCHWARTZMAN
Scénario de WES ANDERSON Réalisé par WES ANDERSON

LE 27 OCTOBRE AU CINÉMA

L'OB

LE FIGARO

inter

histoire.



Le pont de la Liberté, emblème de la puissance austro-hongroise

xix^e siècle — Hongrie

Inauguré en octobre 1896 par l'empereur François-Joseph, cet édifice, qui enjambe le Danube depuis cent vingt-cinq ans, est devenu l'un des symboles de la capitale.



— Magyar Nemzet Budapest

➤ Celui qui fut d'abord baptisé pont François-Joseph est le premier franchissement budapestois entièrement construit grâce à l'implication d'ingénieurs hongrois.

Photo Toldym/Indafoto

Durant l'époque romaine, des ponts existaient autour d'Aquincum, cité qui se dressait là où se trouve aujourd'hui Budapest. Il y avait déjà un pont à la place du pont Arpad, installé au nord. Et l'autre reliait la caserne d'Aquincum au quartier de Contra-Aquincum et aux territoires au-delà du limes de l'Empire. Ces structures ont disparu, remplacées par des bacs à traîle pour assurer la traversée du Danube. L'empereur Sigismond [1368-1437] et le roi Mathias I^{er} de Hongrie [1443-1490] ont tous les deux souhaité faire construire des ponts pour relier Pest et Buda, mais ils sont morts avant de pouvoir concrétiser ces projets.

Il faut attendre 1849 pour que le premier franchissement permanent de Budapest, le pont des Chaines, voie le jour. Puis, dix-sept ans après la mise en service du pont Marguerite, en 1876, la hausse exponentielle de la population et l'essor des transports et du commerce rendent nécessaire l'édification de deux ouvrages supplémentaires. L'un d'entre eux doit relier la place Fovam à la place Gellert, sur la rive opposée. Une loi rédigée en 1893 encadre sa construction. Le ministère du Commerce publie alors un appel d'offres international. Parmi les vingt et une candidatures reçues, celle de l'ingénieur Janos Fekete-hazy, déjà auteur de plusieurs ponts, suscite l'adhésion.

Chantier colossal. Le chef-d'œuvre de Fekete-hazy adopte le nom de l'empereur [austro-hongrois] François-Joseph. Ce pont est le premier franchissement budapestois entièrement construit grâce à l'implication d'ingénieurs hongrois, avec la contribution de l'industrie magyare. Le chantier démarre en septembre 1894. Même si le projet n'avance vraiment qu'à partir du printemps suivant, les délais sont respectés et le pont inauguré lors de l'année du millénaire

de la conquête hongroise [début de l'installation des tribus magyares en Europe centrale]. Deux ouvriers trouvent la mort pendant les travaux. Mais, selon le quotidien *Budapesti Hírlap* de l'époque, un chantier si colossal aurait pu faire bien plus de victimes au regard des statistiques.

L'inauguration se déroule le 4 octobre 1896, jour de la Saint-François. En ce dimanche très ensoleillé, l'impératrice Élisabeth arrive le matin par le train. L'empereur et son aide de camp vont la chercher à la gare de Budapest-Nyugati. L'attelage se dirige ensuite vers le château de Budavar, où François-Joseph et Sissi célèbrent

Après guerre, l'ouvrage est très vite rebâti, dans le respect de la construction originelle. Et les Soviétiques lui offrent son nom actuel.

la fête du saint patron devant une foule de badauds. Auparavant, le couple assiste à une messe en la chapelle Sigismond, puis à un office religieux dans une église Mathias pleine à craquer. Aux alentours de midi, François-Joseph et son escorte arrivent au niveau du pilier du nouveau pont côté Pest, où une tente luxueuse se prépare à accueillir la délégation.

C'est le ministre du Commerce, Erno Daniel, qui ouvre la cérémonie d'inauguration. Après un bref discours, il invite le souverain à le rejoindre. Les deux hommes lisent la charte de fondation que le roi signe ensuite. Ils placent dans un étui une pièce d'or et d'argent, aux côtés d'un document relatant l'histoire du pont. Cette capsule temporelle est placée sous l'oiseau mythologique, le turul [un mélange d'aigle et de faucon], qui domine l'entrée du pont côté Pest.

C'est à François-Joseph qu'il revient d'enfoncer le dernier rivet de l'ouvrage, mais pas de ses

propres mains. *“Le ministre Daniel lui demanda d'appuyer sur un bouton placé sur la table. Le souverain s'exécuta de toutes ses forces, puis un grésillement, suivi d'un grand bruit, résonna depuis le pont. Relié à des câbles électriques, le bouton avait actionné un levier qui, grâce à un puissant marteau et de l'air comprimé, venait d'exercer 45 tonnes de pression sur le clou. Le coup frappé, la monographie du roi était perpétuée pour la postérité”*, rapportaient les journaux de l'époque.

En point d'orgue de l'inauguration, l'empereur traverse le pont puis monte dans sa voiture à cheval pour regagner le château, confiant l'édifice au peuple de la capitale. Ce jour-là, les habitants pouvaient en profiter gratuitement. Après minuit, le franchissement était soumis au paiement d'un octroi de 2 kreuzer par personne. Les deux postes de l'octroi sont toujours debout côté Pest, bien que l'octroi des ponts de Budapest ait été abrogé en novembre 1918.

Sabotage. D'une beauté et d'une grâce époustouflantes malgré son monumentalisme, ce pont subit de graves dommages dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale. En octobre 1944, les Allemands avaient préparé la destruction des ponts mais voulaient attendre la chute de Pest pour exécuter leur plan. Les Soviétiques et leurs alliés, eux, désiraient couper les routes de renfort et de repli de l'ennemi au plus vite.

Finalement, le pont François-Joseph explose le 16 janvier 1945, lorsqu'une mine russe croise les engins explosifs installés par les Allemands. Malgré les énormes dégâts, cet ouvrage restait l'un des mieux conservés de Budapest et a été l'un des premiers à être rebâti, dans le respect de la construction originelle. Le 20 août 1946, l'ouvrage, rebaptisé par les Soviétiques, rouvre sous le nom de “pont de la Liberté”.

—Orsolya Toth

Publié le 4 octobre 2021

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Ressources, technologies, alliances...

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dessine un nouvel ordre mondial.

Les décryptages de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



NOUS SOMMES AVEC CEUX QUI ÉTEIGNENT LES FEUX ET QUI RÉCHAUFFENT LES CŒURS.

LA VALEUR D'UNE SOCIÉTÉ SE MESURE À SON HUMANITÉ.

Nous avons la conviction que les dégâts psychiques sont aussi importants que les dégâts matériels. C'est pourquoi GMF assortit tous ses contrats d'une assistance psychologique* en cas de sinistre.

Découvrez la garantie de l'assistance psychologique sur gmf.fr



**1^{ER} ASSUREUR DES AGENTS
DU SERVICE PUBLIC**

ASSURÉMENT HUMAIN

*Conditions et limites des garanties de nos contrats AUTO PASS et DOMO PASS en agence GMF. Les Conditions Générales et la Convention d'assistance de ces contrats sont consultables sur gmf.fr

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public selon une étude Kantar TNS SoFia de mars 2021.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret Cedex.

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512Z. Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. / LA SAUVEGARDE (R.C.S. Nanterre 612 007 674).